

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 1073

22 DECEMBRE 1989. — Décret contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1990 (1)

Dépenses d'éducation et de recherche (tableau 1)

(Dépenses financées en application des articles 38, 61, 62 et 73 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989) (T.V.A.)

Dépenses d'enseignement et de formation et dépenses culturelles de l'éducation (tableau 2)

(Dépenses financées en application des articles 10, 37, 42 à 46 et 61 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989) (IPP et Taxe radio-télévision)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CREDITS POUR LES DEPENSES COURANTES (TITRE I)
ET POUR LES DEPENSES DE CAPITAL (TITRE II)Article 1^{er}

§ 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses afférentes à l'année budgétaire 1990, relatives à l'enseignement et à l'éducation ainsi qu'aux bâtiments scolaires et financées en application des articles 38 à 41, 61, 62 et 73 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989, les crédits s'élevant aux montants ci-après et repris au tableau 1 du présent décret.

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Dépenses courantes (Titre I)	131 216,5	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	2 186,6	225,0	437,0
	133 403,1	225,0	437,0

§ 2. Il est ouvert pour les dépenses afférentes à l'année budgétaire 1990 relatives à l'enseignement, à la formation et aux dépenses culturelles de l'éducation financées en application des articles 10, 37, 42

à 46 et 61 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989, les crédits s'élevant aux montants ci-après et repris au tableau 2 du présent décret.

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Dépenses courantes (Titre I)	9 244,8	21,5	21,5
Dépenses de capital (Titre II)	301,9	—	—
	9 546,5	21,5	21,5

(1) Session 1989-1990.

Documents du conseil. — N° 4-IV, n° 1. Projet de décret. — N° 4-IV, n° 1. Annexe 1. Programme justificatif. — N° 4-IV, n° 2 et 3, 5 à 7. Amendements. — N° 4-IV, n° 4. Rapport.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séances des 11 et 12 décembre 1989. — Adoption. Séance du 12 décembre 1989.

§ 3. Les allocations de base qui résultent de la ventilation des crédits entre divisions organiques et programmes d'activités, telles qu'elles sont reprises dans les tableaux de moyens budgétaires du programme justificatif, font l'objet d'un suivi comptable.

§ 4. Lorsque la décomposition entre divisions organiques ou programmes est opérée dans les tableaux de moyens budgétaires, les Ministres, chacun en ce qui le concerne, ou le fonctionnaire qu'ils délèguent à cet effet, peuvent dans la limite de chacun des crédits ouverts au tableau de la loi, procéder à une redistribution des allocations de base.

§ 5. Le contrôleur des engagements et la Cour des Comptes veillent à ce que les dépenses soient correctement imputées sur les allocations de base et à ce que ces dernières ne soient pas dépassées, compte tenu, le cas échéant, des redistributions opérées conformément au § 4.

§ 6. En attendant la mise en vigueur de la loi visée à l'article 50, paragraphe 2 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989, les dispositions de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, telles qu'en vigueur au premier janvier 1989, restent d'application aux budgets de la Communauté française.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes et aux dépenses de capital

Art. 2

Par dérogation à l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes:

1. Des avances de fonds d'un montant maximum de 10 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires des services administratifs du département, des services extérieurs, ainsi que des services à gestion séparée.

2. Des avances de fonds d'un montant maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties au comptable extraordinaire de l'Economat relevant de la Direction générale des Personnels, des Statuts et de l'Organisation administrative.

3. Des avances de fonds d'un montant maximum de 100 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires à charge des articles budgétaires relatifs au paiement des transports scolaires.

4. Ces plafonds peuvent être adaptés pour certains comptables sur décision de l'Exécutif de la Communauté française.

Art. 3

Par dérogation à l'article 14, premier alinéa, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, les avances de fonds visées

à l'article 2 ci-dessus peuvent servir à payer les rémunérations, les allocations et les indemnités de toutes espèces en faveur du personnel rétribué par la Communauté, ainsi que les créances résultant de marchés n'excédant pas 100 000 francs, ainsi que les secours et les allocations à caractère social et les subventions de moins de 50 000 francs.

Ces montants peuvent être adaptés pour certains comptables sur décision de l'Exécutif et selon les modalités qu'il détermine.

Art. 4

Le comptable extraordinaire de l'Enseignement fondamental est autorisé à payer au moyen des fonds avancés, l'intervention de la Communauté dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe et confiés par leurs parents soit à un internat de l'enseignement officiel subventionné, soit à un internat de l'enseignement libre subventionné. En outre, il est autorisé à payer cette intervention sous forme d'avances trimestrielles.

En matière de transport scolaire, les avances de fonds peuvent servir à payer les créances, quel qu'en soit le montant pour autant que les marchés aient fait l'objet d'un contrat.

Les avances de fonds mises à la disposition du Service cinéma, radio, télévision et discothèque scolaire peuvent supporter des dépenses de réalisation de films d'un montant maximum de 100 000 francs.

Le comptable extraordinaire de l'Administration de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est autorisé à payer, au moyen de fonds avancés, les bourses de voyage et les prix en espèces octroyés aux lauréats de concours universitaires. En outre, il est autorisé à payer, de la même manière, les frais de voyage des personnes qui viennent de l'étranger ou qui s'y rendent (Section 87. — Enseignement universitaire).

Le comptable extraordinaire du service des études et de la recherche scientifique, est autorisé à payer, au moyen de fonds avancés, les dépenses de frais de voyage à l'étranger des professeurs d'université, les subventions à des jeunes chercheurs et étudiants, les subventions en vue d'assurer la diffusion des connaissances scientifiques et le financement de congrès et de colloques (Section 95. — Recherche scientifique; Section 94. — Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique).

Le comptable de l'Administration des Allocations d'études est autorisé à payer au moyen de fonds avancés, ainsi qu'au moyen des recettes qu'il est habilité à percevoir en vertu du décret du 8 juin 1963, les prêts d'études octroyés aux familles comptant au moins trois enfants à charge, ainsi que les allocations d'études octroyées aux élèves et étudiants de condition peu aisée dans la limite de 400 000 francs, globalement et sur décision du Ministre ayant l'enseignement dans ses attributions.

Art. 5

Les dépenses afférentes aux frais de fonctionnement et d'équipement des écoles, des centres psychomédico-sociaux ainsi que des cabinets de consultation et d'inspection médicale scolaire établis sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne et à réaliser sur place par les services relevant de la Défense nationale, peuvent être effectuées conformément aux règles en vigueur dans la République fédérale et faire l'objet d'ordonnances d'ouverture de crédit quel que soit leur montant, au profit d'un comptable extraordinaire désigné par le Ministre de la Défense nationale de l'accord de l'Exécutif de la Communauté française.

Art. 6

Par dérogation aux dispositions de l'article 2, paragraphe 1^{er}, 1^{er} alinéa de l'arrêté royal n° 402 du 18 avril 1986 modifiant les articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les soldes au 31 décembre 1989 des crédits non dissociés, du budget des dépenses culturelles de l'Education nationale inscrits aux articles énumérés ci-après, sont reportés sur l'année budgétaire 1990 et ajoutés aux nouveaux crédits sur les articles correspondants du présent budget.

Titre I. — Dépenses courantes.

Section 95 — article 12.01.01
— article 12.01.02
— article 12.02.01
— article 12.07.01.

Titre II. — Dépenses de capital.

Section 97 — article 82.01
— article 82.02.

Art. 7

Les crédits non dissociés des articles ci-après peuvent couvrir des dépenses se rapportant à des années budgétaires antérieures:

Titre I. — Dépenses courantes.

Secteur Enseignement et Formation.

Section 83 — article 12.01.11
— article 43.02.12
— article 43.02.13
— article 43.04.12
— article 43.04.13
— article 43.05.12
— article 43.05.13
— article 43.06.11
— article 44.02.12
— article 44.04.11
— article 44.04.12
— article 44.04.13
— article 44.05.11
— article 44.05.12
— article 44.05.13
— article 44.06.11.

Secteur Enseignement universitaire.

Section 87 — article 12.01.01
— article 12.01.02.

Section Enseignement supérieur autre qu'universitaire.

Section 88 — article 12.01.01

Secteur Recherche scientifique, Enseignement et Formation.

Section 95 — article 12.01.01
— article 12.01.02
— article 12.02.01
— article 12.07.01.

Titre II. — Dépenses de capital.

Secteur Enseignement et Formation.

Section 83 — article 63.01.11
— article 63.01.12
— article 63.01.13
— article 64.01.11
— article 64.01.12
— article 64.01.13.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 8

Les subventions-traitements des membres du personnel des enseignements préscolaire et primaire, secondaire, supérieur non universitaire, spécial et de promotion sociale, de l'enseignement artistique, des centres psychomédico-sociaux, peuvent être liquidés sous forme de dépenses fixes.

Art. 9

Les indemnités pour frais funéraires ainsi que les indemnités de naissance peuvent être liquidées de la même manière que les rémunérations des bénéficiaires.

TITRE IV

SECTION PARTICULIERE

Art. 10

Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au Titre IV du tableau 1 joint au présent décret, sont évaluées à 8 681 600 000 francs pour les recettes et à 8 680 100 000 francs pour les dépenses.

Art. 11

Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au Titre IV des tableaux annexés au présent décret est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des Comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du Ministre-Président sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 12

Par dérogation aux articles 14, premier alinéa, et 15 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, des avances de fonds d'un montant maximum de 50 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires chargés de la liquidation des subventions octroyées à charge du Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective ou des institutions chargées d'en assumer les missions ainsi que des dépenses de fonctionnement de toute nature et quel qu'en soit le montant, entraînées par la gestion dudit Fonds ou desdites institutions dans la mesure où ces dépenses concernent les compétences de la Communauté française.

Art. 13

Par dérogation aux articles 14, premier alinéa, et 15 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, des avances de fonds de 10 millions de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires des Fonds ayant en charge les constructions scolaires.

AUTRES DISPOSITIONS SPECIALES

Art. 14

Les soldes au 31 décembre 1989 des fonds du titre IV du budget des dépenses culturelles de l'Education nationale et du budget de la Communauté française, secteur enseignement et formation, énumérés ci-dessous :

60.47 B Fonds destiné aux allocations d'études (loi du 19 juillet 1971).

60.49 C Fonds destiné aux prêts d'études (décret du 8 juin 1983).

66.18 B Fonds pour la qualification agricole et l'éducation sociale et économique (arrêté royal du 23 août 1974).

66.19 A Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand

sont reportés et inscrits aux fonds correspondants ouverts au titre IV du présent budget :

60.30 B Fonds destiné aux allocations d'études (loi du 19 juillet 1971).

Ce fonds est alimenté complémentaiement par les transferts de l'article du budget de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française désigné ci-après :

Titre I. — Dépenses courantes.

Section 97 — article 41.01.

60.31 C Fonds destiné aux prêts d'études (décret du 8 juin 1983).

Ce fonds peut être alimenté complémentaiement par le transfert de tout ou partie du solde disponible de l'article du budget de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française désigné ci-après :

Titre II. — Dépenses de capital.

Section 97 — article 82.02.

66.48 B Fonds pour la qualification agricole et l'éducation sociale et économique (arrêté royal du 23 août 1974).

66.49 A Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand.

Art. 15

Le montant du minerval payé par les élèves et étudiants étrangers dont les parents ne sont pas domiciliés en Belgique et qui fréquentent un établissement d'enseignement de la Communauté ou subventionné par la Communauté visé aux articles 58 et suivants de la loi du 21 juin 1986 concernant l'enseignement, doit être versé à un Fonds ouvert :

— pour les établissements de la Communauté, à l'article 66.21.A du Titre IV — Section particulière;

— pour les établissements officiels subventionnés, à l'article 66.22.A du Titre IV — Section particulière;

— pour les établissements libres subventionnés, à l'article 66.23.A du Titre IV — Section particulière.

Les recettes du fonds de l'article 66.21.A peuvent être réparties entre les différents établissements de la Communauté à gestion séparée à titre de dotation complémentaire.

Les recettes des fonds des articles 66.22.A et 66.23.A seront affectées au paiement des subventions de fonctionnement respectivement des établissements officiels subventionnés et libres subventionnés.

Les recettes susvisées peuvent également servir à rembourser les dépenses à provenir de contentieux en la matière.

L'utilisation des moyens repris sous les articles précités est subordonnée à l'accord de l'Exécutif.

Art. 16

Les recettes provenant des abonnements pour le transport d'élèves avec des véhicules de la Communauté française, ainsi que des montants recu-

par le service juridique par suite d'accidents avec des véhicules de la Communauté gérés par le service des transports scolaires, peuvent être versés à un Fonds ouvert sous l'article 66.26.A du Titre IV, Section particulière.

Les recettes du fonds seront affectées à l'entretien des véhicules de la Communauté gérés par le Service des transports scolaires, au paiement de frais de transports d'élèves en application de la loi du 15 juillet 1983 portant création du Service de transport scolaire, ainsi qu'à l'indemnisation des victimes ou de leurs ayants droit en cas d'accidents avec des véhicules de la Communauté.

Art. 17

Le produit de la récupération des salaires, traitements, subventions-traitements, allocations et accessoires du personnel de l'enseignement de la Communauté ou de l'Etat et de l'enseignement subventionné, détaché en dehors de l'enseignement, et le produit des récupérations effectuées en remboursement de sommes indûment payées relativement aux dépenses de personnel en général, sont virés au Fonds ouvert à l'article 66.36 B du Titre IV — Section particulière.

Les recettes du fonds devront être versées en fonction des besoins au budget des recettes de la Communauté partie afférente aux recettes affectées à l'Education et à la Recherche en application des articles 38 à 41, 61, 62 et 73 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions. Le solde subsistant au 31 décembre 1990 devra conserver la même affectation.

Art. 18

Par dérogation à l'article 16, troisième alinéa, de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat, les Ministres compétents peuvent autoriser les responsables de la gestion financière des écoles et des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française à gestion séparée à procéder à la vente des objets mobiliers mis à leur disposition lorsque ceux-ci ne peuvent plus être employés.

Art. 19

Le produit des ventes de biens meubles et prestations diverses du département est viré au Fonds ouvert à l'article 66.37.A du Titre IV — Section particulière.

Les recettes du Fonds seront affectées à des dépenses relatives à l'activité du département moyennant l'accord de l'Exécutif.

Art. 20

Jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement, les Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat, provinciaux et communaux et le Fonds national de Garantie

maintiennent leurs activités dans les conditions juridiques existantes telles que définies aux articles 13, 19, 20 et 22 de la loi du 29 mai 1959, modifiés par l'article 73, § 4, de la loi du 16 janvier 1989.

Pour l'année 1990, la dotation du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat s'élève à 1 575 millions de francs et la dotation du Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux s'élève à 550 millions de francs.

Le Fonds national de Garantie reçoit une autorisation de couverture d'emprunt de 1 500 millions de francs, dont 320 millions de francs sont réservés à l'enseignement officiel subventionné et 1 180 millions de francs sont réservés à l'enseignement libre subventionné. L'utilisation de cette autorisation de couverture d'emprunt est strictement plafonnée dans les limites de la consommation du crédit de paiement prévu à l'article 41.20 de la section 40. Pour les années ultérieures, les subventions-intérêts seront prises en charge par les moyens normaux attribués au Fonds précité ou aux institutions qui en assument les missions.

Les dépenses des organismes visés à cet article s'effectuent dans la limite des moyens budgétaires mis à leur disposition, lesquels supporteront les dépenses de personnel, de fonctionnement administratif et général.

Les dépenses des Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat, provinciaux et communaux s'effectuent à l'intervention de fonds ouverts à la section particulière du budget sous les articles 60.47A, 60.48A, 60.51A et 60.52A sous l'autorité directe et exclusive du Ministre compétent selon le régime organisé par la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement.

Les fonds précités de la section particulière enregistrent les recettes diverses propres à leur activité et notamment pour ce qui concerne le Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat le produit de l'aliénation des biens immobiliers sur lesquels il exerce un droit réel.

Des budgets seront établis pour le Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat et le Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux repris sous le présent article, ventilant l'ensemble de leurs recettes et de leurs dépenses qui concernent la Communauté française. Ces budgets seront soumis à l'approbation préalable de l'Exécutif de la Communauté française.

Art. 21

Il est créé à la section particulière un Fonds de la Recherche scientifique (article 66.47B) qui est alimenté par des recettes diverses, de dons, de legs, de subventions, d'interventions de la Loterie nationale.

Les ressources de ce Fonds peuvent être affectées à toutes dépenses relatives au développement et au financement de la Recherche scientifique sur décision du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique.

Art. 22

Il est créé à la section particulière un article 66.50 C «Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles» lequel perçoit, en recettes, les sommes que le Fonds social européen alloue, par le canal de la Communauté française, pour la réalisation de programmes ou d'actions de formation et de réinsertion professionnelles. Complémentairement, ces recettes peuvent s'accroître des éventuels revenus financiers qu'elles génèrent.

En dépense, ledit fonds assure le financement des programmes ou actions de formation et de réinsertion professionnelles que le Fonds social européen subsidie par le canal de la Communauté française et qui sont menées par les différents opérateurs publics ou privés reconnus à cette fin.

Pour chaque programme ou action, l'intervention du fonds créé par le présent article est, en toute hypothèse, limitée au montant définitivement alloué par les Communautés européennes par le canal de la Communauté française. Les éventuelles recettes complémentaires peuvent être affectées à la poursuite de programmes ou d'actions analogues à ceux ayant fait l'objet d'une aide européenne.

Art. 23

Les dépenses relatives à l'Education et à la Recherche et autorisées par le présent décret budgétaire sont financées, notamment, par l'affectation exclusive des ressources prévues aux articles 38 à 41, 62 et 73 de la loi spéciale sur le financement des Communautés et des Régions ainsi qu'à l'article 61 dans la mesure où ces matières sont concernées par ce dernier.

Art. 24

Les délégations en ce qui concerne les opérations de recettes et de dépenses de l'Education et de la Recherche de la Communauté, sont maintenues dans les conditions existantes au profit des agents qui en assument l'exécution dans le cadre du transfert de compétences organisé par la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 25

Par dérogation à l'article 32, § 3, de la loi du 29 mai 1959, le montant des subventions de fonctionnement accordé par élève régulier est fixé pour l'année scolaire 1989-1990, sauf nouvelle disposition décrétable à cet égard, au montant accordé pour l'année scolaire 1988-1989 tel qu'il a été établi sur base de l'article 7 de la loi portant des mesures urgentes en matière d'enseignement du 1er août 1988.

Par dérogation à l'article 52, *c* et *d* de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psychomédico-sociaux le montant des subventions est fixé pour l'année scolaire 1989-1990, sauf nouvelle disposition décrétable à cet égard, au montant accordé pour l'année scolaire 1988-1989, tel qu'il a été établi sur base de l'article 10 de la loi portant des mesures urgentes en matière d'enseignement du 1er août 1988.

Art. 26

Par dérogation à l'article 2 de l'arrêté royal n° 447 du 20 août 1986 modifiant l'article 36 de la loi du 29 mai 1959, le passage du paiement direct des subventions-traitements dans l'enseignement officiel subventionné est reporté au plus tard au 31 décembre 1991.

Art. 27

L'article 6 de l'arrêté royal n° 413 du 29 avril 1986 portant des dispositions relatives aux moyens de fonctionnement de l'enseignement de l'Etat et aux subventions de fonctionnement allouées à l'enseignement subventionné, est remplacé par la disposition suivante :

« Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1987, à l'exception de l'article 1^{er}, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1991 et de l'article 2, qui produit ses effets le 1^{er} janvier 1986. »

Art. 28

Pour l'année 1990, est autorisé l'octroi d'un montant de 225 millions de francs de prêts tels que visés à l'article 6 de la loi du 2 août 1960 relative à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, pour l'ensemble des institutions francophones concernées.

Les emprunts susvisés peuvent couvrir toute dépense afférente, d'une part à la modernisation, à la transformation et aux réparations importantes des installations immobilières destinées à l'Administration, l'Enseignement et la Recherche ainsi qu'aux restaurants et homes pour étudiants et d'autre part, au financement de travaux de construction de bâtiments destinés à l'Administration, l'Enseignement et la Recherche, ainsi que des travaux d'infrastructure y afférents. Un arrêté délibéré en Exécutif fixera la répartition du montant susvisé. Pour 1990 l'article 6^{ter} de la loi du 2 août 1960 n'est pas applicable.

Les articles 9^{bis} et 10 de la loi du 22 avril 1958 ne sont pas applicables en 1990. Pour l'année 1990, est prévu à l'article 61.05 de la section 54, un crédit d'engagement de 225 millions de francs et un crédit d'ordonnancement de 125 millions de francs, concernant l'intervention de la Communauté dans le financement des installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire totalement ou partiellement financées au nom de la Communauté.

Les crédits susvisés couvriront toute dépense afférente, d'une part à la modernisation, à la transformation et aux réparations importantes des installations immobilières destinées à l'Administration, l'Enseignement et la Recherche ainsi qu'aux restaurants et homes pour étudiants et d'autre part, au financement des travaux de construction de bâtiments destinés à l'Administration, l'Enseignement et la Recherche.

Pour l'année 1990, l'avis du Comité des experts et du CMPS en ce qui concerne l'application du présent article ne seront pas requis.

Art. 29

En vue de ne pas procéder à des programmations durant l'année académique 1990-1991, les dispositions de l'article 13 de l'arrêté n° 460 du 17 septembre 1986 établissant les plans de rationalisation et de programmation de l'enseignement supérieur de type court et modifiant la législation relative à l'organisation de l'enseignement supérieur du type long, celles de l'article 17, §5, de la loi du 18 février 1977 telles que modifiées par l'article 17 de l'arrêté royal n° 460 précité et celles de l'article 14 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, ne seront pas applicables en 1990.

Art. 30

Les agents contractuels subventionnés sont payés à l'intervention des articles 66.38.B, 66.39.B, 66.40.B, 66.41.B, 66.42.B, 66.43.B, de la section particulière du budget alimenté par la contribution des Régions bruxelloise et wallonne. En cas de situation débitrice des articles, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions concernées.

Art. 31

Les crédits reportés du budget de 1989 qui sont de la compétence du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des

Relations internationales et qui n'ont pas donné lieu à ordonnancement au 31 décembre 1990 sont versés à l'article 66.44B de la section particulière pour être affectés au paiement de dépenses ressortissant aux secteurs gérés par le Ministre précité moyennant ventilation budgétaire opérée par délibération de l'Exécutif à régulariser lors du feuillet d'ajustement.

Les crédits reportés du budget de 1989 qui sont de la compétence du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique et qui n'ont pas donné lieu à ordonnancement au 31 décembre 1990 sont versés à l'article 66.45.B de la section particulière pour être affectés au paiement de dépenses ressortissant aux secteurs gérés par le Ministre précité moyennant ventilation budgétaire opérée par délibération de l'Exécutif à régulariser lors du feuillet d'ajustement.

Les crédits reportés du budget 1989 qui sont de la compétence commune du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales et du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique et qui n'ont pas donné lieu à ordonnancement au 31 décembre 1990 sont versés à l'article 66.46.B de la section particulière pour être affectés au paiement de dépenses ressortissant aux secteurs gérés en commun par les Ministres précités moyennant ventilation budgétaire opérée par délibération de l'Exécutif à régulariser lors du feuillet d'ajustement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 décembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

TABLEAU 1

Dépenses d'éducation et de recherche financées en application
des articles 38 à 41, 61, 62 et 73 de la loi spéciale relative au financement
des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989 (TVA)

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
SECTION 01		
CABINET DU MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION, DU SPORT, DU TOURISME ET DES RELATIONS INTERNATIONALES		
CHAPITRE 1		
DEPENSES DE CONSOMMATION		
(Dépenses courantes pour biens et services)		
§ 1. Salaires et charges sociales		
11.01	Traitement et frais de représentation du Ministre	—
11.02	Traitement et indemnités du personnel du Cabinet	23,5
	Total pour le § 1	23,5
§ 2. Achats de biens non durables et de services		
12.06	Loyer des biens immobiliers des divers services du Cabinet (en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments). — Impôts grevant les bâtiments, propriété de la Communauté ou loués par elle, en ce qui concerne le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments	11,5
12.07	Frais de premier établissement du Cabinet (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, etc.)	1,0
12.19	Frais de fonctionnement du Cabinet	7,1
	Total pour le § 2	19,6
	Total pour le chapitre 1	43,1
	Total pour la section 01. — Cabinet du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales	43,1

SECTION 02

CABINET DU MINISTRE DE L'EDUCATION
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

CHAPITRE 1

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.01	Traitement et frais de représentation du Ministre	2,6
11.02	Traitement et indemnités du personnel du Cabinet	67,5
	Total pour le § 1	70,1

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
§ 2. Achats de biens non durables et de services		
12.06	Loyer des biens immobiliers des divers services du Cabinet (en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments). — Impôts grevant les bâtiments, propriété de la Communauté ou loués par elle, en ce qui concerne le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments	5,0
12.07	Frais de premier établissement du Cabinet (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, etc.) (<i>pour mémoire</i>)	—
12.19	Frais de fonctionnement du Cabinet	23,1
Total pour le § 2		28,1
Total pour le chapitre 1		98,2
Total pour la section 02. — Cabinet du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique de la Communauté française		98,2

SECTION 40

SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES COMMUNS

CHAPITRE 1

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	307,4
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel	12,3
11.05	Dépenses diverses de service social, autres que les achats de biens patrimoniaux. (Le montant des remboursements effectués par les agents du Département sur les prêts consentis à charge du présent article peut être porté au crédit d'un compte spécial ouvert au Titre IV — Section particulière, à gérer par le comptable du Service social en vue d'être réutilisé sous forme de prêts.) (Voir art. 63.02.C du Titre IV)	12,3
11.10	Remboursement à l'Office national de l'Emploi des rémunérations payées à des chômeurs mis au travail	13,0
Total pour le § 1		345,0

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	35,3
-------	--	------

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications de département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	254,2
12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon	21,0
12.04	Location d'installations mécanographiques	161,2
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	15,2
12.06	Loyer des biens immobiliers des divers services du département (en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments). — Impôts grevant les bâtiments, propriété de la Communauté ou loués par elle, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments	72,1
12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, dégâts locatifs)	9,4
	Total pour le § 2	568,4
	Total pour le chapitre 1	913,4

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

33.01	Indemnités diverses à des tiers devant découler de l'engagement de la responsabilité à l'égard d'actes commis par ses organes et ses préposés	6,6
	Total pour le chapitre III	6,6

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

41.01	Quote-part dans les frais de fonctionnement de l'Institut géographique national	7,5
41.20	Subvention au Fonds national de Garantie des Bâtiments scolaires	175,0
43.20	Frais de déplacement en matière d'accidents du travail: personnel de l'enseignement officiel subventionné et personnel des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, dont la rémunération est à charge de la Communauté	0,5
44.20	Frais de déplacement en matière d'accidents du travail: personnel de l'enseignement libre subventionné et personnel des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés dont la rémunération est à charge de la Communauté	0,5
	Total pour le chapitre IV	183,5

CHAPITRE 01

DIVERS

01.01	Provision en vue de couvrir les charges résultant de la programmation sociale et de l'index (le solde disponible au 31 décembre est reporté à l'article 66.36.B de la Section particulière)	1 230,7
-------	---	---------

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
01.02	Provision réservée au paiement des dépenses arriérées relative aux années 1989 et ultérieures ainsi qu'aux années antérieures à 1989 dans le cadre de l'application de l'article 61, § 1 ^{er} , alinéa 6, de la loi sur le financement des Communautés et des Régions (le solde disponible au 31 décembre est reporté à l'article 66.36.B de la Section particulière)	—
	Total chapitre 01	1 230,7
	Total pour la Section 40. — Secrétariat général et services communs	2 334,2

SECTION 51

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	3 519,4
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel	0,4
	Total pour le § 1	3 519,8

§ 2 Achats de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	3,4
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	5,0
12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon (pour mémoire)	—
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	10,2
12.21	Assurance des élèves	9,1
12.23	Achats de matières premières et de fournitures accessoires destinées à des fins didactiques (pour mémoire)	—
12.24	Délivrance gratuite de livres et objets classiques (pour mémoire)	—
12.25	Internats de la Communauté. Intervention de la Communauté dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe (pour mémoire)	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
12.26	Rétribution des prestations de surveillance de midi dans les établissements de l'Etat (pour mémoire)	—
12.36	Dépenses généralement quelconques pour l'étude des problèmes posés en vue de l'adaptation de l'enseignement fondamental	6,1
	Total pour le § 2	33,8
	Total pour le chapitre I	3 553,6

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

41.01	Dotation aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (pour mémoire)	—
41.23	Dotation globale destinée aux frais de fonctionnement et d'équipement des services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (art. 3, § 1, de la loi du 29 mai 1959) (à virer à l'art. 70.02.C du Titre IV)	182,6
43.01	Subventions-traitements aux écoles officielles subventionnées	13 893,8
43.02	Subventions de fonctionnement aux écoles officielles subventionnées (pour mémoire)	—
43.03	Intervention de la Communauté dans le coût des livres et objets classiques dans les écoles officielles subventionnées (pour mémoire)	—
43.04	Internats de l'enseignement officiel subventionné. — Intervention de la Communauté dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe	0,5
43.05	Subventions de fonctionnement aux internats attachés aux établissements officiels subventionnés d'enseignement fondamental	2,8
43.06	Subventions de la Communauté pour le paiement des prestations de surveillance de midi dans les écoles officielles subventionnées	45,2
43.07	Subventions aux établissements d'enseignement officiel subventionné et aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, destinées à l'indemnisation des sta- giaires (loi de redressement économique)	58,7
43.08	Formation et recyclage des enseignants dans le secteur officiel subventionné	19,5
43.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements officiels subventionnés (art. 32, § 1, de la loi du 29 mai 1959)	1 305,3
44.01	Subventions-traitements aux écoles libres subventionnées	11 271,3
44.02	Subventions de fonctionnement aux écoles libres subventionnées (pour mémoire)	—
44.03	Intervention de la Communauté dans le coût des livres et objets classiques dans les écoles libres subventionnées (pour mémoire)	—
44.04	Internats de l'enseignement libre subventionné. — Intervention de la Communauté dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe	0,3
44.05	Subventions aux écoles primaires libres subventionnées servant de champ d'expérience pour la pratique des méthodes nouvelles (pour mémoire)	—
44.06	Subventions de la Communauté pour le paiement des prestations de surveillance de midi dans les écoles libres subventionnées	41,0
44.08	Formation et recyclage des enseignants dans le secteur libre subventionné	18,0
44.12	Subventions aux établissements d'enseignement libre subventionné et aux centres psy- cho-médico-sociaux libres subventionnés, destinées à l'indemnisation des stagiaires (loi de redressement économique)	6,5

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
44.21	Subventions de fonctionnement aux internats attachés aux établissements libres subventionnés d'enseignement fondamental	19,5
44.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements libres subventionnés (art. 32, § 1, de la loi du 29 mai 1959)	1 232,1
	Total pour le chapitre IV	28 097,1
CHAPITRE 01		
DIVERS		
01.01	Intervention de la Communauté pour la formation et la promotion culturelle, dans le cadre des activités socio-culturelles et sportives (<i>pour mémoire</i>)	—
01.02	Formation et recyclage des enseignants de la Communauté	4,5
	Total pour le chapitre 01	4,5
	Total pour la section 51. — Enseignement préscolaire et enseignement primaire	31 655,2

SECTION 52

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	17 920,9
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel	8,2
	Total pour le § 1	17 929,1

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté. Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	0,7
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	4,5

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon (pour mémoire)	—
12.04	Location d'installations mécanographiques	0,1
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	16,1
12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, dégâts locatifs (pour mémoire)	—
12.20	Echanges linguistiques, distributions de prix, voyages et excursions scolaires, manifesta- tions éducatives et publicité (pour mémoire)	—
12.21	Assurance des élèves	20,0
12.23	Achats de matières premières et de fournitures accessoires destinées à des fins didacti- ques (pour mémoire)	—
12.45	Dépenses diverses de consommation et de fonctionnement des écoles belges établies sur le territoire de la République fédérale allemande	153,0
	Total pour le § 2	194,4
	Total pour le chapitre I	18 123,5

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

41.01	Dotation aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (pour mémoire)	—
41.23	Dotation globale destinée aux frais de fonctionnement et d'équipement des services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (art. 3, § 1 de la loi du 29 mai 1959) (à virer à l'article 70.02.C du Titre IV)	2 012,0
43.01	Subventions-traitements aux établissements officiels subventionnés	10'696,1
43.02	Subventions de fonctionnement aux établissements officiels subventionnés (pour mémoire)	—
43.05	Subventions de fonctionnement aux internats attachés aux établissements officiels subventionnés d'enseignement secondaire	52,7
43.07	Subventions aux établissements d'enseignement officiel subventionné et aux centres psycho-médico-sociaux subventionnés, destinées à l'indemnisation des stagiaires (loi de redressement économique)	14,0
43.08	Subventions relatives au paiement des conférenciers de l'enseignement officiel subven- tionné, en application de l'arrêté royal du 24 décembre 1987 (nouveau)	0,5
43.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements officiels subventionnés (art. 32, § 1 de la loi du 29 mai 1959)	1 199,4
44.01	Subventions-traitements aux établissements libres subventionnés	24 840,0
44.02	Subventions de fonctionnement aux établissements libres subventionnés (pour mémoire)	—
44.08	Subventions relatives au paiement des conférenciers de l'enseignement libre subven- tionné, en application de l'arrêté royal du 24 décembre 1987 (nouveau)	2,0

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
44.11	Subventions de fonctionnement aux établissements pluralistes	1,0
44.12	Subventions aux établissements d'enseignement libre subventionné et aux centres psycho-sociaux libres subventionnés, destinées à l'indemnisation des stagiaires (loi de redressement économique)	47,1
44.14	Subvention à l'Ecole Decroly qui sert de champ d'expérience pour la pratique de méthodes nouvelles	1,2
44.21	Subventions de fonctionnement aux internats attachés aux établissements libres subventionnés d'enseignement secondaire	155,2
44.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements libres subventionnés (art. 32, § 1 de la loi du 29 mai 1959)	2 947,6
	Total pour le chapitre IV	41 968,8
	Total pour la section 52. — Enseignement secondaire	60 092,3

SECTION 53

ENSEIGNEMENT SPECIAL ET ENSEIGNEMENT
DE PROMOTION SOCIALE: PARTIE ENSEIGNEMENT SPECIAL

CHAPITRE 1

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	2 200,7
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel	—
	Total pour le § 1	2 200,7

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	0,1
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	0,5
12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon (pour mémoire)	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
12.04	Location d'installations mécanographiques	0,1
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	3,1
12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, dégâts locatifs) (<i>pour mémoire</i>)	—
12.20	Echanges linguistiques, distributions de prix, voyages et excursions scolaires, manifestations éducatives et publicité (<i>pour mémoire</i>)	—
12.21	Assurance des élèves	1,9
12.26	Rétribution des prestations de surveillance de midi (<i>pour mémoire</i>)	—
12.45	Dépenses de consommation et de fonctionnement des écoles belges établies sur le territoire de la République fédérale allemande	4,1
Total pour le § 2		9,8
Total pour le chapitre 1		2 210,5

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

41.01	Dotation aux services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—
41.23	Dotation globale destinée aux frais de fonctionnement et d'équipement des services de l'Etat à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (art. 3, § 1 de la loi du 29 mai 1959) (à virer à l'art. 70.02.C du Titre IV)	305,7
43.01	Subventions-traitements aux établissements officiels subventionnés	1 533,6
43.02	Subventions de fonctionnement aux établissements officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
43.03	Intervention dans le coût des livres et objets classiques dans les écoles officielles subventionnées (<i>pour mémoire</i>)	—
43.06	Subventions pour le paiement des prestations de surveillance de midi dans les écoles officielles subventionnées	0,6
43.07	Subventions aux établissements d'enseignement officiel subventionné et aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, destinées à l'indemnisation des stagiaires (loi de redressement économique)	5,6
43.08	Formation et recyclage des enseignants dans le secteur officiel subventionné	4,8
43.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements officiels subventionnés (art. 32, § 1 de la loi du 29 mai 1959)	137,8
44.01	Subventions-traitements aux établissements libres subventionnés	3 117,6
44.02	Subventions de fonctionnement aux établissements libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
44.03	Intervention dans le coût des livres et objets classiques dans les écoles libres subventionnées (<i>pour mémoire</i>)	—
44.06	Subventions pour le paiement des prestations de surveillance de midi dans les écoles libres subventionnées	0,6
44.08	Formation et recyclage des enseignants dans le secteur libre subventionné	8,4

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
44.12	Subventions aux établissements d'enseignement libre subventionné et aux centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, destinées à l'indemnisation des stagiaires (loi de redressement économique)	8,5
44.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements libres subventionnés (art. 32, § 1 de la loi du 29 mai 1959)	304,7
Total pour le chapitre IV		5 427,9

CHAPITRE 01

DIVERS

01.02	Formation et recyclage des enseignants de la Communauté	4,8
Total pour le chapitre 01		4,8

Total pour la section 53 — Enseignement spécial et enseignement de promotion sociale: partie enseignement spécial		7 643,2
---	--	---------

SECTION 54

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE:
ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunération du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents de travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	58,1
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel	1,2
Total pour le § 1		59,3
Total pour le chapitre 1		59,3

CHAPITRE II

INTERETS ET PERTES D'ENTREPRISE

21.01	Subventions à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, au Crédit communal de Belgique ou à une autre institution ayant conclu à ce sujet une convention avec l'Etat, pour prêts au patrimoine des institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat, et de la Communauté exclusivement en faveur des installations immobilières de caractère social (voir art. 60.44.A du Titre IV)	24,0
-------	--	------

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
21.02	Subventions pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. — Institutions d'enseignement universitaire totalement ou partiellement financées aux frais de l'Etat. — Installations immobilières de caractère social (loi du 27 juillet 1971)	—
	Report du disponible de l'article 60.44.A de la Section particulière du budget de l'Education nationale de 1988 à virer à l'article 60.44.A de la Section particulière du présent budget.	
	Total pour le chapitre II	24,0

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

33.07	Subventions à des associations scientifiques et universitaires	1,4
33.12	Subventions en vue d'assurer le financement de bourses et de frais connexes à l'Institut historique belge de Rome, à l'Ecole française d'Athènes et aux stations de recherches à l'étranger	1,3
33.13	Subventions en vue d'assurer le financement de bourses et de frais connexes à l'Institut historique belge de Rome, à l'Ecole française d'Athènes et aux stations de recherches à l'étranger	1,3
33.14	Subvention en vue d'assurer la souscription à certains ouvrages et de financer des publications scientifiques périodiques	7,9
33.16	Subvention au Centre interuniversitaire de Formation permanente à Charleroi, au Centre universitaire de Charleroi et à l'Institut polytechnique de Charleroi	7,5
33.18	Subventions aux universités et établissements y assimilés, en vertu des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires et de la loi du 9 avril 1965 portant diverses mesures en faveur de l'expansion universitaire, aux fins de fonctionnement des services sociaux, des services d'orientation, des restaurants et des homes étudiants	358,4
33.19	Subventions en vue d'assurer le financement de congrès et de colloques en Belgique, organisés par des institutions de langue française	1,6
33.20	Subventions en vue d'assurer le financement de congrès et de colloques en Belgique, organisés par des institutions de langue française	0,8
	Total pour le chapitre III	380,2

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

41.02	Subvention au Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective (voir, art. 60.21.A et 60.23.A du Titre IV)	378,7
41.03	Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective (arrêté royal du 5 février 1962 modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1965 : programme de recherche scientifique fondamentale collective dû à l'initiative ministérielle).	—
	Report du disponible de l'article 60.21.A de la Section particulière du budget de l'Education nationale de 1988 à virer à l'article 60.21.A de la Section particulière du présent budget.	

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
41.04	Subvention au Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective (voir art. 60.21.A et 60.23.A du Titre IV)	24,6
41.07	Subventions au patrimoine de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique en vue d'assurer le fonctionnement des comités scientifiques nationaux et de la bibliothèque	—
44.02	Allocation de fonctionnement à l'Université catholique de Louvain (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	3 942,8
44.05	Subventions pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. — Universités libres ou autres institutions universitaires libres. — Installations immobilières de caractère social Report du disponible de l'article 60.46.A de la Section particulière du budget de l'Education nationale de 1988 à virer à l'article 60.46.A de la Section particulière du présent budget.	—
44.06	Subventions et charges financières pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. — Universités libres ou autres institutions universitaires libres. — Installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche (loi du 27 juillet 1971) Report du disponible de l'article 60.45.A de la Section particulière du budget de l'Education nationale 1988 à virer à l'article 60.45.A de la Section particulière du présent budget.	—
44.07	Subventions-pensions aux établissements universitaires libres (loi du 27 juillet 1971)	—
44.08	Subventions et charges financières pour les investissements immobiliers à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, au Crédit communal de Belgique ou à une autre institution ayant conclu à ce sujet une convention avec la Communauté pour prêts aux établissements libres universitaires (à virer aux art. 60.45.A et 60.46.A du Titre IV)	2 208,0
44.09	Subvention à la Fondation universitaire luxembourgeoise — (Institution universitaire visée à l'art. 22 de la loi du 28 mai 1971)	82,5
44.10	Subvention à l'Institut universitaire d'Etudes du Judaïsme Martin Buber	4,6
44.11	Crédit destiné à financer les fonds pour la recherche des institutions universitaires libres (pour mémoire)	—
44.13	Allocation de fonctionnement à l'Université libre de Bruxelles (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	3 160,1
44.15	Allocation de fonctionnement aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	933,7
44.16	Allocation de fonctionnement à la Faculté universitaire catholique de Mons (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	219,0
44.18	Allocation de fonctionnement à la Faculté polytechnique de Mons (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	447,4
44.19	Allocation de fonctionnement aux Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	201,7
Total pour le chapitre IV		11 603,1

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	TITRES	1990
CHAPITRE 01		
DIVERS		
01.01	Allocation de fonctionnement à l'Université de Liège (anciennement Université de l'Etat) (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	2 740,4
01.06	Service des commissaires et délégués du Gouvernement (dépenses de personnel, d'équipement et de fonctionnement)	14,0
01.07	Intervention de l'Etat en application de l'article 34 de la loi du 27 juillet 1971 (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	163,2
01.08	Supplément d'allocations en exécution de l'article 35 de la loi du 27 juillet 1971	—
01.11	Allocation de fonctionnement à l'Université de Mons (anciennement Université de l'Etat) (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	559,9
01.13	Allocation de fonctionnement à la Faculté des sciences agronomiques à Gembloux (anciennement Faculté de l'Etat) (en attendant la publication des arrêtés royaux d'exécution de la loi du 27 juillet 1971, le Ministre de l'Education accorde des avances provisionnelles)	388,8
01.14	Ecole d'Interprètes internationaux de Mons (remboursement à l'Université de l'Etat à Mons) (pour mémoire)	—
01.15	Dépenses de toute nature en vue de favoriser la coopération scientifique entre laboratoires, services et départements d'institutions belges de langue française et d'institutions étrangères	2,1
01.19	Subvention à l'International Association for the evaluation of educational achievement	5,0
Total pour le chapitre 01		3 873,4
Total pour la Section 54. — Enseignement supérieur et recherche scientifique: enseignement universitaire et recherche scientifique		15 940,0

SECTION 55

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE:
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON UNIVERSITAIRE ET RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	1 763,1
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel	7,5
Total pour le § 1		1 770,6

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
<i>§ 2. Achats de biens non durables et de services</i>		
12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	0,3
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et services : frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	1,2
12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon (pour mémoire)	—
12.04	Location d'installations mécanographiques	5,6
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	2,5
12.21	Assurance des élèves	6,0
12.23	Achats de matières premières et de fournitures accessoires destinées à des fins didactiques (pour mémoire)	—
Total pour le § 2		15,6
Total pour le chapitre I		1 786,2

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

41.01	Dotations aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (pour mémoire)	—
41.23	Dotations globales destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (art. 3, § 1 ^{er} , de la loi du 29 mai 1959) (à virer à l'art. 70.02.C du Titre IV)	469,0
43.01	Subventions-traitements aux établissements officiels subventionnés	1 904,2
43.02	Subventions de fonctionnement aux établissements officiels subventionnés (pour mémoire)	—
43.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements officiels subventionnés (art. 32, § 1 ^{er} , de la loi du 29 mai 1959)	239,1
44.01	Subventions-traitements aux établissements libres subventionnés	2 921,9
44.02	Subventions de fonctionnement aux établissements libres subventionnés (pour mémoire)	—
44.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements libres subventionnés (art. 32, § 1 ^{er} , de la loi du 29 mai 1959)	406,8
Total pour le chapitre IV		5 941,0

CHAPITRE 01

DIVERS

01.04	Ecole d'Interprètes internationaux de Mons (remboursement à l'Université de l'Etat à Mons)	14,4
01.10	Conseils supérieurs de l'enseignement supérieur	2,4

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
01.12	Conseil permanent de l'enseignement supérieur	0,3
01.16	Institut Administration — Universités (<i>pour mémoire</i>)	—
Total pour le chapitre 01		17,1
Total pour la section 55. — Enseignement supérieur et recherche scientifique: enseignement supérieur non universitaire et recherche scientifique		7 744,3

SECTION 56

ENSEIGNEMENT SPECIAL ET ENSEIGNEMENT
DE PROMOTION SOCIALE: PARTIE PROMOTION SOCIALE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	764,4
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel	0,1
Total pour le § 1		764,5

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	6,6
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	0,6
12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon (<i>pour mémoire</i>)	—
12.04	Location d'installations mécanographiques	0,7
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	2,4
12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, dégâts locatifs (<i>pour mémoire</i>)	—
12.20	Echanges linguistiques, distributions de prix, voyages et excursions scolaires, manifestations éducatives et publicité (<i>pour mémoire</i>)	—
12.21	Assurance des élèves	6,8
12.23	Achats de matières premières et de fournitures accessoires destinées à des fins didactiques (<i>pour mémoire</i>)	—
Total pour le § 2		17,1
Total pour le chapitre I		781,6

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
CHAPITRE IV		
TRANSFERTS DE REVENUS A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC		
41.01	Dotation aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—
41.23	Dotation globale destinée aux frais de fonctionnement et d'équipement des services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (art. 3, § 1 ^{er} , de la loi du 29 mai 1959) (à virer à l'art. 70.02.C du Titre IV)	64,2
43.01	Subventions-traitements aux établissements officiels subventionnés	953,4
43.02	Subventions de fonctionnement aux établissements officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
43.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements officiels subventionnés (art. 32, § 1 ^{er} , de la loi du 29 mai 1959)	135,5
44.01	Subventions-traitements aux établissements libres subventionnés	726,8
44.02	Subventions de fonctionnement aux établissements libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
44.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des établissements libres subventionnés (art. 32, § 1 ^{er} , de la loi du 29 mai 1959)	81,3
Total pour le chapitre IV		1 961,2
Total pour la section 56. — Enseignement spécial et enseignement de promotion sociale: partie promotion sociale		2 742,8

SECTION 61

SERVICE DES TRANSPORTS SCOLAIRES

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	49,6
Total pour le § 1		49,6

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté. Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	9,2
-------	--	-----

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et services : frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	49,9
12.03	Dépenses de consommation énergétique; mazout, gaz, essence, électricité, charbon	21,0
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	0,9
12.22	Frais de transport	530,4
Total pour le § 2		611,4
Total pour le chapitre 1		661,0

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

43.08	Intervention dans les frais de transport des enfants anormaux ou handicapés y assimilés dans l'enseignement officiel subventionné	38,0
44.17	Intervention dans les frais de transport des enfants anormaux ou handicapés y assimilés dans l'enseignement libre subventionné	75,0
Total pour le chapitre IV		113,0
Total pour la section 61. — Service des transports scolaires		774,0

SECTION 64

ORGANISATION DES ETUDES
(Y COMPRIS LA GESTION DES CENTRES P.M.S.)

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	698,2
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel	0,1
Total pour le § 1		698,3

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence, frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté. Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	25,7
-------	--	------

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	72,4
12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon	1,7
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention dans le prix des abonnements sociaux)	8,5
12.06	Loyer des biens immobiliers des divers services du département, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments. — Impôts grevant les bâtiments, propriété de la Communauté ou loués par elle, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments (<i>pour mémoire</i>)	—
12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, dégâts locatifs)	0,5
12.18	Travaux d'entretien à charge de la Communauté-proprétaire (<i>pour mémoire</i>)	—
	Total pour le § 2	108,8
	Total pour le chapitre I	807,1

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

33.02	Subvention à l'A.E.D.E. — Association européenne des Enseignants. — Secteur officiel	0,1
33.03	Subvention à l'A.S.B.L. — Sport, Culture, Ecole et Solidarité (S.C.E.S.) — à Bruxelles	12,0
33.04	Subvention à l'Association pour la promotion des enseignants belges d'expression française à l'étranger — (A.P.E.F.E.)	64,1
33.17	Subvention à l'A.E.D.E. — Association européenne des Enseignants. — Secteur libre	0,1
33.18	Subventions de toute nature en relation avec l'enseignement	6,6
33.20	Subvention à l'A.S.B.L. Fédération sportive de l'enseignement de la Communauté	8,0
34.01	Cotisation de la Belgique à la Conférence des Ministres de l'Education des Etats d'expression française d'Afrique et de Madagascar	1,0
34.02	Subvention à l'Académie Internationale des Sciences et de l'Education	0,1
	Total pour le chapitre III	92,0

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

41.01	Dotation aux services de la Communauté à gestion séparée (<i>pour mémoire</i>)	—
41.23	Dotation globale destinée aux frais de fonctionnement et d'équipement et des centres psycho-médico-sociaux organisés comme services à gestion séparée (art. 21 de l'arrêté royal du 13 août 1962) (à virer à l'article 70.04. du Titre IV)	100,0
43.01	Subventions-traitements aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés	419,5
43.02	Subventions de fonctionnement aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
43.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés (art. 51 de l'arrêté royal du 13 août 1962)	48,2
44.01	Subventions-traitements aux centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés	601,1

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
44.02	Subventions de fonctionnement aux centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
44.23	Subventions forfaitaires destinées aux frais de fonctionnement et d'équipement des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés (art. 51 de l'arrêté royal du 13 août 1962)	71,0
Total pour le chapitre IV		1 239,8
CHAPITRE 01		
DIVERS		
01.03	Centre national d'information sur l'éducation	1,2
01.04	Dépenses courantes en rapport avec les activités pédagogiques des Communautés européennes	5,3
01.05	Dépenses de toute nature relatives au Conseil supérieur de l'enseignement pluraliste	1,1
01.06	Dépenses courantes en rapport avec les activités pédagogiques des Communautés européennes	2,7
Total pour le chapitre 01		10,3
Total pour la section 64. — Organisation des études (y compris la gestion des centres P.M.S)		2 149,2
TOTAL DU TITRE I. — DEPENSES COURANTES		131 216,5

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
PARTIE I		
Crédits destinés à la réalisation du programme d'investissements		
SECTION 53		
ENSEIGNEMENT SPECIAL ET DE PROMOTION SOCIALE: PARTIE ENSEIGNEMENT SPECIAL		
CHAPITRE VII		
INVESTISSEMENTS (CIVILS)		
72.09	Achats, construction et aménagement d'immeubles destinés à l'enseignement spécial de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnancement	—
Total pour le chapitre VII		—
Crédits d'engagement		—
Crédits d'ordonnancement		—
Total pour la section 53. — Enseignement spécial et de promotion sociale: partie enseignement spécial		—
Crédits d'engagement		—
Crédits d'ordonnancement		—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
------	----------	------

SECTION 54

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE:
ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CHAPITRE VI

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

61.05	Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986:	
	Crédits d'engagement	225,0
	Crédits d'ordonnancement	125,0
64.05	Subventions exceptionnelles et non récursives destinées à contribuer à l'achèvement des transferts d'implantations de l'Université catholique de Louvain-la-Neuve:	
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnancement	125,0
64.06	Subventions exceptionnelles et non récursives destinées à contribuer à l'achèvement des transferts d'implantations de l'Université libre de Bruxelles	
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnancement	50,0
Total pour le chapitre VI		
	Crédits non dissociés.	—
	Crédits d'engagement	225,0
	Crédits d'ordonnancement.	300,0

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

72.07	Frais de construction et d'aménagement de bâtiments au Centre hospitalier universitaire de Liège	
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnancement	—
74.01	Centre hospitalier universitaire de Liège. — Frais d'équipement	
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnancement	—
Total pour le chapitre VII		
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnancement.	—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
------	----------	------

CHAPITRE VIII

OCTROI DE CREDITS ET PARTICIPATION

81.01	Crédits exceptionnels et non récurifs destinés à contribuer à l'achèvement des transferts d'implantations de l'Université de Liège	
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnancement	137,0
	Total pour le chapitre VIII	—
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnancement	137,0
Total pour la section 54. — Enseignement supérieur et recherche scientifique: enseignement universitaire et recherche scientifique		
	Crédits non dissociés	—
	Crédits d'engagement	225,0
	Crédits d'ordonnancement	437,0

SECTION 64

ORGANISATION DES ETUDES
(Y COMPRIS LA GESTION DES CENTRES P.M.S.)

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

72.05	Achats, construction et aménagement d'immeubles destinés à des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat et à leurs cabinets de consultation (<i>pour mémoire</i>):	
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnancement	—
	Total pour le chapitre VII	—
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnancement	—
Total pour la section 64. — Organisation des études (y compris la gestion des centres P.M.S.)		
	Crédits d'engagement	—
	Crédits d'ordonnancement	—

SECTION 89

BATIMENTS SCOLAIRES

01.01	Crédits octroyés au Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat ou aux institutions qui en assument les missions (transfert à l'art. 60.47.A du Titre IV)	1 575,0
01.02	Crédits octroyés au Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux ou aux institutions qui en assument les missions (transfert à l'art. 60.48.A du Titre IV)	550,0
01.04	Crédit relatif au paiement d'engagements fermes et définitifs antérieurs au 1 ^{er} janvier 1989 et pris par le Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat pour les établissements dont la propriété est transférée à la Communauté française	—

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
01.05	Crédit relatif au paiement résultant de promesses fermes et définitives de subventions prises avant le 1 ^{er} janvier 1989 par le Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux au profit d'établissements affectés à l'enseignement dans la Communauté française	—
	Total pour la section 89. Bâtiments scolaires	2 125,0
	Total pour la partie I. — Crédits destinés à la réalisation du programme d'investissements	2 125,0
	Crédits d'engagement	225,0
	Crédits d'ordonnancement	437,0

PARTIE II

CREDITS QUI NE SONT PAS DESTINES A LA REALISATION
DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS

SECTION 01

CABINET DU MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT ET
DE LA FORMATION, DU SPORT, DU TOURISME
ET DES RELATIONS INTERNATIONALES

74.01	Dépenses patrimoniales du Cabinet	1,0
	Total pour le chapitre VII	1,0
	Total pour la section 01. — Cabinet du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales	1,0

SECTION 02

CABINET DU MINISTRE DE L'EDUCATION
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

74.01	Dépenses patrimoniales du Cabinet	3,0
	Total pour le chapitre VII	3,0
	Total pour la section 02. — Cabinet du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique	3,0

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
------	----------	------

SECTION 40

SECRETARIAT GENERAL ET SERVICES COMMUNS

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	53,9
	Total pour le chapitre VII	53,9

Total pour la section 40. — Secrétariat général et services communs 53,9

SECTION 51

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

CHAPITRE VI

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

61.01	Dotation aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—
63.01	Subventions d'équipement aux établissements officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
64.01	Subventions d'équipement aux établissements libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
	Total pour le chapitre VI	—

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	0,2
	Total pour le chapitre VII	0,2

Total pour la section 51. — Enseignement préscolaire et enseignement primaire 0,2

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
------	----------	------

SECTION 52

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

CHAPITRE VI

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC.

61.01	Dotation aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—
63.01	Subventions d'équipement aux établissements officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
64.01	Subventions d'équipement aux établissements libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
Total pour le chapitre VI		—

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

70.01	Aménagement et équipement de plaines de jeux et de sport	—
74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	0,2
Total pour le chapitre VII		0,2
Total pour la section 52. — Enseignement secondaire		0,2

SECTION 53

ENSEIGNEMENT SPECIAL ET ENSEIGNEMENT
DE PROMOTION SOCIALE: PARTIE ENSEIGNEMENT SPECIAL

CHAPITRE VI

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

61.01	Dotation aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—
63.01	Subventions d'équipement aux établissements officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
64.01	Subventions d'équipement aux établissements libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
Total pour le chapitre VI		—

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	0,1
Total pour le chapitre VII		0,1
Total pour la section 53. — Enseignement spécial et enseignement de promotion sociale: partie enseignement spécial		0,1

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
------	----------	------

SECTION 55

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE:
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON UNIVERSITAIRE
ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CHAPITRE VI

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

61.01	Dotation aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—
63.01	Subventions d'équipement aux établissements officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
64.01	Subventions d'équipement aux établissements libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
Total pour le chapitre VI		—

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre (<i>pour mémoire</i>)	—
74.02	Achats de machines, mobilier, matériel destinés aux établissements d'enseignement supérieur de type long (<i>pour mémoire</i>)	—
Total pour le chapitre VII		—

Total pour la section 55. — Enseignement supérieur et recherche scientifique: enseignement supérieur non universitaire et recherche scientifique —

SECTION 56

ENSEIGNEMENT SPECIAL ET ENSEIGNEMENT
DE PROMOTION SOCIALE; PARTIE PROMOTION SOCIALE

CHAPITRE VI

TRANSFERTS DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

61.01	Dotation aux services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté (<i>pour mémoire</i>)	—
63.01	Subventions d'équipement aux établissements officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
64.01	Subventions d'équipement aux établissements libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
Total pour le chapitre VI		—

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	0,1
Total pour le chapitre VII		0,1

Total pour la section 56. — Enseignement spécial et enseignement de promotion sociale: partie promotion sociale 0,1

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
SECTION 61		
SERVICE DES TRANSPORTS SCOLAIRES		
CHAPITRE VII		
INVESTISSEMENTS (CIVILS)		
74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre (<i>pour mémoire</i>)	—
Total pour le chapitre VII		—
Total pour la section 61. — Service des transports scolaires		—
SECTION 64		
ORGANISATION DES ETUDES (Y COMPRIS LA GESTION DES CENTRES P.M.S.)		
CHAPITRE VI		
TRANSFERTS DE CAPITAUX A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC		
61.01	Dotation aux services à gestion séparée (<i>pour mémoire</i>)	—
63.01	Subventions pour frais d'équipement aux centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
64.01	Subventions pour frais d'équipement aux centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés (<i>pour mémoire</i>)	—
Total pour le chapitre VI		—
CHAPITRE VII		
INVESTISSEMENTS (CIVILS)		
74.01	Achats de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	3,1
Total pour le chapitre VII		3,1
Total pour la section 64. — Organisation des études (y compris la gestion des centres P.M.S.)		3,1
Total pour la partie II. — Crédits qui ne sont pas destinés à la réalisation du programme d'investissements		61,6
TOTAL DU TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL		
	Crédits non dissociés.	2 186,6
	Crédits d'engagement	225,0
	Crédits d'ordonnancement.	437,0
TOTAL GENERAL DES TITRES I ET II. — BUDGET DE L'EDUCATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		
	Crédits non dissociés.	133 403,1
	Crédits d'engagement	225,0
	Crédits d'ordonnancement.	437,0
	Crédits non dissociés + crédits d'ordonnancement	133 840,1

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Art.	Litt.	Mode de dispositions	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1990	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1990
------	-------	----------------------	----------	---------------------------------------	---------------------	---------------------	---------------------------

SECTION I

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTÉES

CHAPITRE I

FONDS ALIMENTS PRINCIPALEMENT
PAR DES CREDITS BUDGETAIRES

60	21	A	Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective (arrêté royal du 5 février 1962 modifié par l'arrêté royal du 14 avril 1965); programmes de recherche scientifique fondamentale collective dus à l'initiative ministérielle (voir art. 41.02, Section 54 du Titre I)	—	49,3	49,3	—
60	23 (70)	A	Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective (arrêté royal du 5 février 1962 modifié par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 et par la convention du 8 avril 1965); programmes de recherche scientifique fondamentale collective dus à l'initiative des chercheurs (voir art. 41.02, section 54 du titre I)	—	329,4	329,4	—
60	40 (24)	A	Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986: Université à Liège (loi du 27 juillet 1971) (voir art. 61.05, section 54 du Titre II. L'alimentation en recettes sera déterminée sur base de la répartition de l'article 61.05 de la Section 54 entre les institutions concernées)	—	—	—	—
60	41 (27)	A	Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986: Université à Mons (loi du 27 juillet 1971) (voir art. 61.05, Section 54 du Titre II — L'alimentation en recettes sera déterminée sur base de la répartition de l'art. 61.05 de la Section 54 entre les institutions concernées)	—	—	—	—
60	42 (30)	A	Crédits pour les installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche dans les institutions d'enseignement universitaire, totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté dans les conditions prévues à l'arrêté royal n° 167 du 30 décembre 1982 relatif au financement des investissements universitaires tel qu'il a été modifié notamment par la loi du 4 août 1986: Faculté des Sciences agronomiques à Gembloux (loi du 27 juillet 1971) (voir article 61.05 section 54 du Titre II — L'alimentation en recettes sera déterminée sur base de la répartition de l'article 61.05 de la Section 54 entre les institutions concernées)	—	—	—	—

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Art.	Litt.	Mode de dispositions	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1990	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1990
60	44 (36)	A	Subventions pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. — Institutions d'enseignement universitaire totalement ou partiellement financées aux frais de la Communauté. — Installations immobilières de caractère social (loi du 27 juillet 1971) (voir art. 21.01, section 54 du Titre I)	—	24,0	24,0	—
60	45 (39)	A	Subventions et charges financières pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. — Universités libres ou autres institutions universitaires libres. — Installations immobilières destinées à l'administration, l'enseignement et la recherche (loi du 27 juillet 1971) (voir art. 44.08, section 54 du Titre I).	—	1 933,0	1 933,0	—
60	46 (42)	A	Subventions pour les installations immobilières dans les institutions d'enseignement universitaire. — Universités libres ou autres institutions universitaires libres. — Installations immobilières de caractère social (loi du 27 juillet 1971) (voir art. 44.08, section 54 du Titre I)	—	275,0	275,0	—
60	47	A	Dotations au Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat (secteur de la Communauté française) ou aux institutions qui en assument les missions (transfert de l'article 01.01 de la Section 89 — Titre II)	—	1 575,0	1 575,0	—
60	48	A	Dotations au Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux (secteur de la Communauté française) ou aux institutions qui en assument les missions (transfert de l'art. 01.02 de la Section 89 — Titre II)	—	550,0	550,0	—
60	51	A	Dotations au Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat (secteur de la Communauté française) ou aux institutions qui en assument les missions en vue de couvrir les ordonnancements à provenir d'engagements pris antérieurement au 1 ^{er} janvier 1989)	—	—	—	—
60	52	A	Dotations au Fonds des Bâtiments scolaires provinciaux et communaux (secteur de la Communauté française) ou aux institutions qui en assument les missions en vue de couvrir le paiement de subventions résultant de promesses fermes et définitives antérieures au 1 ^{er} janvier 1989)	—	—	—	—
Totaux pour le chapitre I.				—	4 735,7	4 735,7	—

CHAPITRE II

FONDS DE REMPLI DE CREDITS BUDGETAIRES

63	02 (34)	C	Caisse de prêts aux agents en activité de service, aux pensionnés et à leur veuve bénéficiant d'une pension de survie (voir art. 11.05, section 40 du Titre I)	—	12,3	12,3	—
Totaux pour le chapitre II				—	12,3	12,3	—

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Art.	Litt.	Mode de dispositions	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1990	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1990
CHAPITRE III							
FONDS ALIMENTES PAR DES RESSOURCES PARTICULIERES							
66	01 (58)	A	Revenu du capital consacré à conserver les collections léguées à la Communauté pour l'Université de Liège par le baron Wittert et à augmenter les livres et gravures anciens et les livres chinois (arrêté royal du 14 mai 1903 et convention de rachat de rente perpétuelle intervenue le 10 mai 1938)	—	0,1	0,1	—
66	10	C	Fonds spéciaux destinés au paiement de la rémunération et des frais des organes de contrôle de la Communauté auprès des organismes d'intérêt public soumis aux lois du 10 juin 1937 et du 16 mars 1954, ainsi qu'auprès de tous autres organismes parastataux et paracommunautaires	—	0,1	0,1	—
66	20 (18)	A	Fonds destiné à l'affectation du produit des frais d'internat des élèves et étudiants belges et étrangers dont les parents ne résident pas en Belgique et qui fréquentent un internat annexé à un établissement d'enseignement de la Communauté	—	0,1	0,1	—
66	21 (21)	A	Fonds destiné à l'affectation du produit du minerval des élèves et étudiants étrangers dont les parents ne sont pas domiciliés en Belgique et qui fréquentent un établissement d'enseignement de la Communauté	—	2,5	2,5	—
66	22 (24)	A	Fonds destiné à l'affectation de la partie du minerval des élèves et étudiants étrangers dont les parents ne sont pas domiciliés en Belgique et qui fréquentent un établissement d'enseignement officiel subventionné, partie excédant le montant des prélèvements effectués par ces établissements au titre de subventions de fonctionnement dues pour ces mêmes élèves et étudiants	—	10,0	10,0	—
66	23 (27)	A	Fonds destiné à l'affectation de la partie du minerval des élèves et étudiants étrangers dont les parents ne sont pas domiciliés en Belgique et qui fréquentent un établissement d'enseignement libre subventionné, partie excédant le montant des prélèvements effectués par ces établissements au titre de subventions de fonctionnement dues pour ces mêmes élèves et étudiants	—	30,0	30,0	—
66	26 (36)	A	Fonds destiné à l'affectation des recettes provenant des abonnements pour le transport d'élèves avec des véhicules de la Communauté ainsi que des montants récupérés par le service juridique par suite d'accidents avec des véhicules de la Communauté, gérés par le service des transports scolaires	—	10,0	10,0	—
66	27	A	Fonds destiné à l'affectation des recettes résultant de l'utilisation de locaux scolaires et de terrains, après les heures de cours, par des associations pour l'organisation d'activités socio-culturelles propres, conformément à la circulaire ministérielle n° 901/VG.8/1978 du 15 février 1978, au paiement des frais d'entretien et d'exploitation (pour mémoire)	—	—	—	—
66	38	B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement fondamental. En cas de situation débitrice de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne.	—	—	—	—

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Art.	Litt.	Mode de dispositions	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1990	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1990
66	39	B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement spécial. En cas de situation débitrice de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne	—	—	—	—
66	40	B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement de promotion sociale. En cas de situation débitrice de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne	—	—	—	—
66	41	B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement secondaire. En cas de situation débitrice de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne.	—	—	—	—
66	42	B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement supérieur non universitaire. En cas de situation débitrice de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne	—	—	—	—
66	43	B	Rémunérations des agents contractuels subventionnés du Secrétariat général et des services communs. En cas de situation débitrice de l'article, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les Régions bruxelloise et wallonne	—	—	—	—
66	44	B	Fonds destiné aux dépenses à charge d'un des articles budgétaires relevant de la compétence du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales tant pour ce qui concerne les dépenses de l'année en cours que les années antérieures	—	—	—	—
66	45	B	Fonds destiné aux dépenses à charge d'un des articles budgétaires relevant de la compétence du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique tant pour ce qui concerne les dépenses de l'année en cours que les années antérieures	—	—	—	—
66	46	B	Fonds destiné aux dépenses à charge d'un des articles budgétaires relevant de la compétence commune du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales et du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique tant pour ce qui concerne les dépenses de l'année en cours que les années antérieures	—	—	—	—
66	47	B	Fonds de développement et de financement de la Recherche scientifique	—	—	—	—
66	33 (57)	A	Fonds destiné à l'affectation des droits d'inscription payés par les élèves fréquentant un établissement d'enseignement de promotion sociale de l'Etat et de la Communauté (pour mémoire)	—	—	—	—
66	34	A	Fonds destiné à l'affectation des droits d'inscription payés par les élèves fréquentant un établissement d'enseignement de promotion sociale officiel subventionné (pour mémoire)	—	—	—	—
66	35 (63)	A	Fonds destiné à l'affectation des droits d'inscription payés par les élèves fréquentant un établissement d'enseignement de promotion sociale libre subventionné (pour mémoire)	—	—	—	—

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Art.	Lit.	Mode de dispositions	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1990	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1990
66	36 (66)	B	Fonds destiné à la récupération des salaires, traitements, subventions-traitements, allocations et accessoires du personnel de l'enseignement de la Communauté ou de l'Etat et de l'enseignement subventionné par la Communauté ou l'Etat, détaché en dehors de l'enseignement ainsi qu'à la récupération des sommes indûment payées en matière de salaires, traitements, subventions-traitements, allocations et accessoires, du personnel de l'enseignement de la Communauté ou de l'Etat et à celui de l'enseignement subventionné par la Communauté ou l'Etat.	—	740,0	740,0	—
66	37	B	Fonds destiné aux recettes à provenir de la vente de biens meubles et prestations diverses	—	0,1	0,1	—
67	02 (70)	B	Fondations, donations, legs et prix (conformément au tableau repris en annexe)	—	0,7	0,7	—
Totaux pour le chapitre III				—	793,6	793,6	—
Totaux pour la section I. — Dépenses de la Communauté sur ressources affectées				—	5 541,6	5 541,6	—
SECTION II							
SERVICES DE LA COMMUNAUTE SOUMIS A DES REGLES DE GESTION PARTICULIERES							
CHAPITRE I							
SERVICE DE LA COMMUNAUTE A GESTION SEPARÉE							
70	20 (81)	C	Etablissements d'instruction ressortissant au Ministère de l'Education — fonds d'exploitation	19,5	6,5	5,0	21,0
Totaux pour le chapitre I.				19,5	6,5	5,0	21,0
CHAPITRE Ibis							
SERVICE DE LA COMMUNAUTE A GESTION SEPARÉE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA COMMUNAUTE							
70	02 (27)	C	Budgets agrégés des Services de la Communauté à gestion séparée de l'Enseignement de la Communauté (transfert de l'art. 41.23, sections 51, 52, 53, 55 et 56 du Titre I)	—	3 033,5	3 033,5	—
70	04 (33)	C	Budgets agrégés des Services de la Communauté à gestion séparée pour les centres P.M.S. de la Communauté (transfert de l'art. 41.23, section 64 du Titre I).	—	100,0	100,0	—
Totaux pour le chapitre Ibis.				—	3 133,5	3 133,5	—
Totaux pour la section II. — Services de la Communauté soumis à des règles de gestion particulières				19,5	3 140,0	3 140,0	21,0
TOTAUX POUR LE TITRE IV — SECTION PARTICULIERE				19,5	8 681,6	8 680,1	21,0

TABLEAU 2

Dépenses d'enseignement et de formation et dépenses culturelles de l'éducation financées en application des articles 10, 37, 42 à 46 et 61 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989, (IPP et Taxe radio télévision),

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
SECTION 81		
AFFAIRES GENERALES		
CHAPITRE I		
DEPENSES DE CONSOMMATION		
(Dépenses courantes pour biens et services)		
§ 2. <i>Achat de biens non durables et de services</i>		
12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunérations d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers:	
	11. Communauté française	2,1
12.02	Dépenses de toute nature relatives au fonctionnement de l'Administration:	
	11. Communauté française	0,2
12.70	Service des Etudes et de la Recherche scientifique: dépenses courantes relatives aux activités du service, aux études et enquêtes dans les domaines socio-culturel, des sports et de la formation:	
	11. Communauté française	—
12.71	Service des Etudes et de la Recherche scientifique: dépenses courantes relatives aux activités du service et aux études et enquêtes dans les domaines de la santé et de l'enseignement:	
	11. Communauté française	—
12.73	Service des Etudes et de la Recherche scientifique dans le domaine de l'enseignement:	
	11. Communauté française	—
Totaux pour le § 2		2,3
Totaux pour le chapitre I		2,3
CHAPITRE III		
TRANSFERTS DE REVENUS		
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS		
Transferts de revenus aux ménages		
33.02	Prise en charge par la Communauté française:	
	— des frais d'instruction et des allocations d'études visés par les articles 11, 12 et 13 de la loi du 28 juin 1956 .	
	— des frais d'instruction des orphelins visés par l'article 14 de la loi du 28 juin 1956 précitée:	
	12. Région de la langue française	0,1
	13. Région bruxelloise.	0,1
		0,2

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
33.03	Subventions pour la promotion de la recherche dans le domaine de la santé:	
	21. Communauté française	—
33.04	Service des Etudes et de la Recherche scientifique — Financement de recherches dans le domaine de l'enseignement:	
	11. Communauté française	—
33.05	Service des Etudes et de la Recherche scientifique — Financement de recherches dans le domaine des affaires sociales (<i>pour mémoire</i>):	
	21. Communauté française	3,1
33.06	Service des Etudes et de la Recherche scientifique — Financement de recherches dans le domaine de la formation:	
	11. Communauté française	—
33.07	Service des Etudes et de la Recherche scientifique — Financement de recherches dans le domaine du sport:	
	11. Communauté française	—
33.08	Service des Etudes et de la Recherche scientifique — Financement de recherche dans le domaine socio-culturel (<i>pour mémoire</i>):	
	11. Communauté française	10,0
33.10	Subvention au service de pédagogie expérimentale de l'Université de Liège:	
	11. Communauté française	—
Totaux pour le chapitre III		13,3

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLICTransferts de revenus aux fonds et aux institutions
publiques sans caractère d'entreprise

41.01	Subventions à l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture:	
	11. Communauté française	—
41.02	Subventions au Collège interuniversitaire d'études doctorales dans les sciences du management:	
	11. Communauté française	—
	21. Communauté française	—
41.03	Subventions au Fonds national pour la recherche scientifique et à l'Institut pour la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture pour l'octroi de bourses de formation:	
	11. Communauté française	—
Totaux pour le chapitre IV		—

Totaux pour la section 81. — Affaires générales:

11. Communauté française	12,3
12. Région de la langue française	0,1
13. Région bruxelloise.	0,1
21. Communauté française	3,1

15.6

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
------	----------	------

SECTION 82

FORMATION

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

12.30	Dépenses de toute nature relatives à la formation:	
11.	Communauté française	20,0
12.50	Service de la formation professionnelle agricole: dépenses courantes relatives aux activités du service:	
12.	Région de la langue française	—
13.	Région bruxelloise.	—
		—
	Totaux pour le § 2	20,0
	Totaux pour le chapitre I	20,0

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

33.01	Subventions pour des recherches et publications dans le domaine de la formation:	
11.	Communauté française	3,0
33.20	Subventions pour l'Institut francophone de formation permanente des classes moyennes:	
12.	Région de la langue française	583,3
13.	Région bruxelloise.	117,2
		700,5
33.21	Subventions à l'Institut francophone de formation permanente des classes moyennes pour la coordination et la concertation en matière de formation permanente des classes moyennes:	
11.	Communauté française	12,5
33.23	Subventions à l'Institut des classes moyennes destinées à couvrir les charges immobilières pour les centres de formation:	
12.	Région de la langue française	32,1
13.	Région bruxelloise.	25,9
		58,0

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
33.24	Subventions aux centres de formation d'aides familiales et d'aides seniors:	
	21. Communauté française	4,5
33.25	Cours de perfectionnement pour infirmiers, infirmières accoucheuses et autres auxiliaires médicaux:	
	21. Communauté française	—
33.26	Intervention de toute nature en relation avec la formation professionnelle des classes moyennes:	
	11. Communauté française	2,4
33.27	Subventions pour couvrir les charges immobilières des centres de formation:	
	11. Communauté française	—
33.30	Subventions pour la qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture:	
	12. Région de la langue française	—
	13. Région bruxelloise.	—
33.31	Indemnités de promotion sociale aux agriculteurs et à leurs aidants (y compris les années antérieures):	
	11. Communauté française	0,2
33.32	Subventions à des associations d'amateurs horticoles:	
	11. Communauté française	—
33.33	Subventions au secteur non marchand en matière de formation continuée:	
	11. Communauté française	85,5
33.41	Indemnités de promotion sociale pour les travailleurs; crédits d'heures:	
	21. Communauté française	4,2
33.42	Subventions pour l'organisation de cours pour agriculteurs et indemnités de promotion sociale:	
	11. Communauté française	35,0
Totaux pour le chapitre III		905,8

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

Transferts de revenus aux fonds et aux institutions
publiques sans caractère d'entreprise

41.01	Subventions à l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi pour la formation professionnelle:	
	11. Communauté française	1 601,4
	12. Région de la langue française	—
	13. Région bruxelloise.	—
41.02	Subvention au Fonds national de reclassement social des handicapés, à titre de contribution dans les dépenses inhérentes à la formation, à la réadaptation professionnelle et au reclassement social des handicapés:	
	21. Communauté française	1,1
41.04	Subventions additionnelles à l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi pour la formation professionnelle:	
	11. Communauté française	161,9
41.06	Subventions pour les frais de fonctionnement des comités subrégionaux de l'emploi:	
	11. Communauté française	10,0

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
43.65	Subventions à des centres de formation d'aides familiales et d'aides seniors :	
	21. Communauté française	1,0
Totaux pour le chapitre IV		1 775,4
Totaux pour la section 82. — Formation:		
	11. Communauté française	1 931,9
	12. Région de la langue française	615,4
	13. Région bruxelloise.	143,1
	21. Communauté française	10,8
		2 701,2

SECTION 83

ENSEIGNEMENT ET FORMATION ARTISTIQUES

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service):	
	11. Communauté française	81,3
	12. Région de la langue française	290,9
	13. Région bruxelloise.	225,9
Totaux pour le § 1		598,1

§ 2. Achat de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins — frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunérations d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers:	
	11. Communauté française	1,0
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux à l'exclusion des dépenses énergétiques et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration :	
	11. Communauté française	1,0
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de la Communauté française-employeur dans le prix des abonnements sociaux):	
	11. Communauté française	1,0
Sous-totaux pour les articles 12.01 à 12.05		3,0

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
12.23	Conservatoires royaux de musique. — Prix de virtuosité:	
	11. Communauté française	—
12.25	Organisation de cours de perfectionnement, séminaires, conférences, stages et journées d'information. — Dépenses de toute nature:	
	11. Communauté française	1,0
	Totaux pour le § 2	4,0
	Totaux pour le chapitre I	602,1

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

33.02	Subvention à l'établissement d'utilité publique « Académie internationale d'été de Wallonie »:	
	12. Région de la langue française	5,8
33.04	Subventions à des associations diverses. — Dépenses de toute nature:	
	11. Communauté française	10,0
	Totaux pour le chapitre III	15,8

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLICTransferts de revenus aux fonds et aux
institutions publiques sans caractère d'entreprise

41.01	Dotations aux six établissements d'enseignement artistique de la Communauté française à gestion séparée:	
	11. Communauté française	94,6
	Transferts de revenus aux provinces, communes et organismes assimilés	
43.02	Subventions-traitements aux écoles de musique de deuxième catégorie officielles subventionnées:	
	12. Région de la langue française	102,2
	13. Région bruxelloise	8,7
		110,9
43.04	Subventions de fonctionnement aux écoles de musique de première catégorie, ainsi qu'aux académies de dessins officielles subventionnées:	
	11. Communauté française	—
	12. Région de la langue française	55,0
	13. Région bruxelloise	34,2
		89,2
43.05	Subventions-traitements aux établissements d'enseignement artistique officiels subventionnés:	
	12. Région de la langue française	1 074,9
	13. Région bruxelloise	491,5
		1 566,4

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art	LIBELLES	1980
43.06	Subventions aux établissements officiels subventionnés pour les expérimentations pédagogiques:	
11.	Communauté française	3,0
Totaux pour les articles 43		1 769,5
Transferts de revenus à l'enseignement libre		
44.02	Subventions-traitements aux écoles de musique de deuxième catégorie libres subventionnées:	
12.	Région de la langue française	25,1
44.04	Subventions de fonctionnement aux écoles de musique de première catégorie, ainsi qu'aux académies de dessin libres subventionnées:	
11.	Communauté française	5,2
12.	Région de la langue française	23,9
13.	Région bruxelloise.	16,6
		45,7
44.05	Subventions-traitements aux établissements d'enseignement artistique libres subventionnés:	
11.	Communauté française	68,1
12.	Région de la langue française	313,7
13.	Région bruxelloise.	118,9
		500,7
44.06	Subventions aux établissements libres subventionnés pour des expérimentations pédagogiques:	
11.	Communauté française	0,2
Totaux pour les articles 44		571,7
Totaux pour le chapitre IV		2 435,8
CHAPITRE 01		
DIVERS		
Non réparti économiquement		
01.10	Apurement exceptionnel d'arriérés relatifs aux années antérieures dans le secteur de l'enseignement artistique, y compris les subventions-traitements aux écoles de musique de 2 ^e catégorie (le solde disponible au 31 décembre peut être reporté aux exercices ultérieurs afin de faire face à des dépenses visées par le présent libellé):	
11.	Communauté française	—
Totaux pour le chapitre 01		—
Totaux pour la section 83. — Enseignement et formation artistiques:		
11.	Communauté française	266,4
12.	Région de la langue française	1 891,5
13.	Région bruxelloise.	895,8
		3 053,7

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement

SECTION 84

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

33.02 Subvention à la section belge de l'Organisation mondiale de l'éducation
préscolaire:

01. Administration de l'enseignement fondamental

— — —

Totaux pour le chapitre III

— — —

CHAPITRE 01

DIVERS

Non réparti économiquement

01.02 Intervention de la Communauté française en faveur des institutions
françaises d'enseignement qui dispensent un enseignement en fran-
çais en dehors des limites territoriales de la Communauté française

— — —

Totaux pour le chapitre 01

— — —

Totaux pour la section 84. — Enseignement fondamental

— — —

SECTION 85

ENSEIGNEMENT SPECIAL

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

12.01 Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière
d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence.
— Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux adminis-
trations de la Communauté française. — Rémunérations d'experts
étrangers à l'administration et prestations de tiers (y compris les
dépenses afférentes aux années budgétaires antérieures)

— — —

Totaux pour le § 2

— — —

Totaux pour le chapitre I

— — —

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

33.01 Subventions pédagogiques, subventions sous forme de souscriptions à
des ouvrages, aides à des travaux de recherches, soutien de revues
pédagogiques

Totaux pour le chapitre III

Totaux pour la section 85. — Enseignement spécial

SECTION 86

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

12.46 Encouragement aux revues pédagogiques, aux auteurs d'ouvrages didac-
tiques, aux participants à des travaux pédagogiques et aux centres
d'expérimentation pédagogique et de recherche scientifique

Totaux pour le § 2

Totaux pour le chapitre I

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

33.01 Subventions pédagogiques, subventions sous forme de souscriptions à
des ouvrages, aides à des travaux de recherches, soutien de revues
pédagogiques

Totaux pour le chapitre III

Totaux pour la section 86. — Enseignement secondaire

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
------	----------	------

SECTION 87

ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.04	Allocations généralement quelconques au personnel de la Communauté française:	
	01. Frais de contrôle des institutions universitaires	—
	02. Jurys	—
	Totaux pour le § 1	—

§ 2. Achat de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins — frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunérations d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers :	
	01. Jurys	—
	02. Indemnités diverses aux membres des jurys et des comités d'accompagnement organisés par la Communauté française	0,5
		0,5
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de la Communauté française-employeur dans les prix des abonnements sociaux):	
	01. Jurys	—
	Sous-totaux pour les articles 12.01 à 12.05	0,5
	Totaux pour le § 2	0,5
	Totaux pour le chapitre I	0,5

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

33.06	Subvention à la faculté de théologie protestante de Bruxelles	6,0
33.07	Subvention au service social de la faculté de théologie protestante de Bruxelles	0,2
33.08	Bourses de voyages destinées aux porteurs de diplômes universitaires	—
33.09	Concours universitaires: prix en espèces	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
33.10	Subvention à titre d'encouragement aux candidats au titre d'agrégé de l'enseignement supérieur, de docteur spécial, de maître en théologie, de maître en droit canon et de maître agrégé	—
	Totaux pour les articles 33	6,2
	Transferts de revenus à l'étranger	
34.01	Contribution de la Belgique au Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (C.A.M.E.S.)	—
	Totaux pour le chapitre III	6,2
CHAPITRE IV		
TRANSFERTS DE REVENUS A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC		
Transferts de revenus aux fonds et aux institutions publiques sans caractère d'entreprise		
41.01	Subvention destinée à alimenter le fonds national de la recherche scientifique (loi du 27 juillet 1971	445,4
41.02	Subvention de fonctionnement au Conseil interuniversitaire de la Communauté française	3,0
41.03	Subvention au Fonds national de la recherche scientifique pour un programme complémentaire de stimulation de ses activités au niveau de la Communauté française	—
41.04	Subventions au fonds national pour la recherche scientifique dans le cadre du plan d'expansion du potentiel scientifique et technique de la Belgique	127,4
41.05	Subventions aux centres reconnus de génétique humaine	31,5
41.06	Subvention au fonds de la recherche scientifique fondamentale collective	13,0
41.07	Subsides au fonds national de la recherche scientifique médicale	260,5
41.08	Subventions à l'Institut interuniversitaire des sciences nucléaires (I.I.S.N.)	268,4
41.09	Subventions à des programmes de recherches concertés en sciences fondamentales et à des activités scientifiques de service public dans le cadre d'un programme national ou sont reprises quelques disciplines d'intérêt exceptionnel pour le développement scientifique, culturel, économique et social	274,6
41.10	Subventions à l'Institut pour l'encouragement de la Recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture pour l'octroi de bourses de formation:	
	11. Communauté française	162,6
41.11	Transferts aux fonds spéciaux pour la recherche dans les institutions universitaires	292,5
41.12	Subventions au Collège interuniversitaire d'études doctorales dans les sciences du management:	
	11. Communauté française	10,0
	Transferts de revenus aux provinces, communes et organismes assimilés	
43.10	Subvention de fonctionnement en exécution de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires	—
	Transferts de revenus à l'enseignement libre	
44.10	Subvention de fonctionnement en exécution de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires	—
	Totaux pour le chapitre IV	1 888,9
	Totaux pour la section 87. — Enseignement universitaire	1 895,6

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

SECTION 88

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AUTRE QU'UNIVERSITAIRE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.04 Allocations généralement quelconques au personnel de la Communauté française:

01. Jurys	—	—	—
02. Autres services	—	—	—

Totaux pour le § 1

§ 2. Achat de biens non durables et de services

12.01 Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunérations d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers (y compris les dépenses afférentes aux années budgétaires antérieures):

01. Jurys	—	—	—
02. Autres services	—	—	—

12.05 Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de la Communauté française-employeur dans les prix des abonnements sociaux):

01. Jurys	—	—	—
02. Autres services	—	—	—

Totaux pour le § 2

Totaux pour le chapitre I

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS

A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

33.11 Subventions pédagogiques, subventions sous forme de souscription à des ouvrages, aides à des travaux de recherches, soutien de revues pédagogiques

—	—	—
---	---	---

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Transferts de revenus à l'étranger.				
34.04	Subvention à l'« Agence de coopération culturelle et technique » (siège à Paris)	—	—	—
Totaux pour le chapitre III		—	—	—
Totaux pour la section 88. — Enseignement supérieur autre qu'universitaire		—	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
------	----------	------

SECTION 94

ACADEMIE ROYALE DES SCIENCES, DES LETTRES
ET DES BEAUX-ARTS DE BELGIQUE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents de travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	16,4
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel de la Communauté française	0,1
Total pour le § 1		16,5

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers (y compris les dépenses afférentes aux années budgétaires antérieures)	2,6
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	4,4
12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon	0,6
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de la Communauté française-employeur dans le prix des abonnements sociaux)	0,1

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, dégâts locatifs)	0,7
	Total	8,4
	Total pour le chapitre I	24,9

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

33.01	Subventions en vue d'assurer le financement des prix décernés et autres activités organisées par l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique	1,7
	Total pour le chapitre III	1,7

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS AUX FONDS
ET AUX INSTITUTIONS PUBLIQUES SANS CARACTERE D'ENTREPRISE

Transferts de revenus à l'intérieur du secteur public

41.01	Subvention au patrimoine de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique	10,4
	Total pour le chapitre IV	10,4
	Total pour la section 94. — Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique	37,0

SECTION 95

RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ENSEIGNEMENT ET FORMATION

CHAPITRE 01

DIVERS

Non réparti économiquement

01.01	Dépenses de personnel et de fonctionnement résultant de la participation de la Belgique à des activités internationales de politique scientifique	1,6
	Totaux pour le chapitre 01	1,6

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
------	----------	------

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents de travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service):	
	01. Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique . . .	0
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel de la Communauté française:	
	01. Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique . . .	0
Total pour le § 1		0

§ 2. Achats de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers (y compris les dépenses afférentes aux années budgétaires antérieures):	
	01. Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique . . .	0
	02. Commission de la Biographie nationale.	—
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux — à l'exclusion des dépenses énergétiques — et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration:	
	01. Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique . . .	0
	02. Commission de la Biographie nationale.	—
12.03	Dépenses de consommation énergétique: mazout, gaz, essence, électricité, charbon:	
	01. Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique . . .	0
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de la Communauté française-employeur dans le prix des abonnements sociaux):	
	01. Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique . . .	0
12.06	Loyers des biens immobiliers des divers services du département, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâtiments. — Impôts grevant les bâtiments propriété de la Communauté française, ou loués par elle, en ce compris le remboursement d'impôts à la Régie des Bâtiments	—
12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagement, dégâts locatifs):	
	01. Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique . . .	0
Sous-totaux pour les articles 12.01 à 12.07		—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES,		(En millions de francs)
Art.	LIBELLES	1990
12.80	Dépenses de frais de voyage à l'étranger de professeurs d'université:	
	01. Universités	—
	02. Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique et comités scientifiques nationaux	—
		—
	Totaux pour le § 2	0
	Totaux pour le chapitre I	0

CHAPITRE III

 TRANSFERTS DE REVENUS
 A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

33.01	Subventions en vue d'assurer le financement de congrès et de colloques en Belgique organisés par des Institutions de langue française	1,0
33.02	Subvention en vue d'assurer le financement des prix décernés par l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique	0
33.04	Subventions à de jeunes chercheurs et étudiants:	
	01. Pour des voyages à l'étranger en groupes de jeunes chercheurs et étudiants universitaires	1,5
	02. Pour des voyages à l'étranger en groupes d'étudiants de l'enseignement supérieur non universitaire	—
	03. Pour des missions scientifiques de jeunes chercheurs à l'étranger	—
		1,5
33.05	Subventions aux professeurs et aux membres du personnel académique des Institutions universitaires pour des missions scientifiques à l'étranger	3,0
33.06	Subventions pour des missions scientifiques à l'étranger:	
	01. Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique	0
	02. Union académique internationale	0,1
		0,1
33.07	Subvention à l'aquarium «Dubuisson»	2,0
33.08	Subventions en vue d'assurer le financement des prix et des bourses et la participation à des activités et manifestations scientifiques	0,6
33.09	Subventions en vue d'assurer la diffusion des connaissances scientifiques	16,7
33.10	Subvention en vue d'assurer le financement de congrès et de colloques en Belgique organisés par l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique	0
	Totaux pour le chapitre III	24,9

CHAPITRE IV

 TRANSFERTS DE REVENUS
 A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC

 Transferts de revenus aux fonds et aux
 Institutions publiques sans caractère d'entreprise

41.03	Subvention au commissariat général aux relations internationales	28,3
41.04	Subventions au patrimoine de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique en vue d'assurer le financement de publications scientifiques	0

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
41.08	Subventions au patrimoine de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique en vue d'assurer la revalorisation des prix académiques	0
41.09	Subvention au patrimoine de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique en vue d'assurer la réalisation de projets à long terme	0
	Totaux pour le chapitre IV	28,3
	Totaux pour la section 95. — Recherche scientifique. — Enseignement et formation	54,8

SECTION 96

ENSEIGNEMENT A DISTANCE

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en services)	28,4
11.04	Allocations généralement quelconques au personnel de la Communauté française	40,7
	Totaux pour le § 1	69,1

§ 2. Achat de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunérations d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers	1,5
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux, à l'exclusion des dépenses énergétiques et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration	19,3
12.04	Location d'installations mécanographique	9,3
12.05	Indemnités généralement quelconques du personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de la Communauté française-employeur dans les prix des abonnements sociaux)	0,5
	Sous-totaux pour les articles 12.02 à 12.05	29,1
	Totaux pour le § 2	30,6
	Totaux pour le chapitre I	99,7
	Totaux pour la section 96. — Enseignement à distance	99,7

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
------	----------	------

SECTION 97

ALLOCATIONS ET PRETS D'ETUDES
ENSEIGNEMENT ET FORMATION

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 2. Achat de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunérations d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers (y compris les dépenses afférentes aux années budgétaires antérieures)	0,8
12.64	Frais de fonctionnement du service (y compris pour les années antérieures)	7,8
12.65	Frais divers de personnel, d'administration et de locaux (Ligue des familles)	—
Totaux pour le § 2		8,6
Totaux pour le chapitre I		8,6

CHAPITRE III

TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de revenus aux ménages

33.02	Octroi d'allocations et prêts d'études aux élèves et étudiants de condition peu aisée	—
Totaux pour le chapitre III		—

CHAPITRE IV

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLICTransferts de revenus aux Fonds et aux
institutions publique sans caractère d'entreprise

41.01	Octroi d'allocations et prêts d'études aux élèves de condition peu aisée	1 317,4
Totaux pour le chapitre IV		1 317,4
Totaux pour la section 97. — Allocations et prêts d'études. — Enseignement et formation		1 326,0

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement

SECTION 99

ORGANISATION DES ETUDES
ENSEIGNEMENT ET FORMATION

CHAPITRE 01

DIVERS

Non reparté économiquement

01.06	Dépenses de toute nature relatives au Conseil supérieur des formateurs	—	—	—
01.07	Dépenses de toute nature relatives aux districts socio-pédagogiques de l'Enseignement de l'Etat organisé dans la Communauté française	—	—	—
	Totaux pour les articles 01.	—	—	—
	Totaux pour le chapitre 01.	—	—	—

CHAPITRE I

DEPENSES DE CONSOMMATION

(Dépenses courantes pour biens et services)

§ 1. Salaires et charges sociales

11.03	Rémunérations du personnel actif et en disponibilité (y compris les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accident du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire, accidenté en service)	13,9	—	—
11.04	Allocations généralement quelconques du personnel de la Communauté française	—	—	—
	Totaux pour le § 1	13,9	—	—

§ 2. Achat de biens non durables et de services

12.01	Honoraires des avocats et des médecins. — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales. — Jetons de présence. — Frais de route et de séjour des personnes étrangères aux administrations de la Communauté française. — Rémunération d'experts étrangers à l'administration et prestations de tiers (y compris les dépenses afférentes aux années budgétaires antérieures)	2,6	—	—
12.02	Dépenses de consommation en rapport avec l'occupation des locaux à l'exclusion des dépenses énergétiques et dépenses d'entretien. — Fournitures de biens et services: frais de bureau, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres dépenses d'administration:			
	01. Cinéma, radio, télévision	10,3	—	—
	02. Autres services	—	—	—
		10,3	—	—

TITRE I. — DEPENSES COURANTES.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
12.03	Crédits relatifs à la consommation énergétique	0,2	—	—
12.05	Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de la Communauté française-employeur dans les prix des abonnements sociaux)	—	—	—
12.07	Frais exceptionnels de services et d'acquisitions de biens non durables (travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux, frais de déménagements, dégâts locatifs; ces derniers éventuellement relatifs à des années budgétaires antérieures, etc):			
	01. Cinéma, radio, télévision	0,4	—	—
	02. Autres services	—	—	—
	Sous-totaux pour les articles 12.01 à 12.07	13,5	—	—
12.30	Frais d'études, recherches, actions pédagogiques et publications dans le domaine de l'enseignement	9,2	—	—
12.60	Expositions pédagogiques	—	—	—
12.61	Voyages et colonies scolaires, accueil de groupes scolaires étrangers:			
	01. Service des activités parascolaires	—	—	—
12.62	Cinéma, radio, télévision et discothèque scolaires:			
	02. Dépenses relatives à des programmes nouveaux des années 1977 et suivantes	—	21,5	21,5
12.63	Dépenses d'enseignement relatives à l'accueil et à l'intégration des émigrés	—	—	—
12.64	Classes de dépassement et de découverte, jumelages, activités théâtrales, clubs, etc.	11,8	—	—
	Totaux pour le § 2	34,5	21,5	21,5
	Totaux pour le chapitre I	48,4	21,5	21,5
CHAPITRE III				
TRANSFERTS DE REVENUS A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS				
Transferts de revenus aux ménages				
33.01	Subventions pédagogiques, subventions sous forme de souscriptions à des ouvrages, aides à des travaux de recherches, soutien de revues pédagogiques	0	—	—
33.02	Subventions pour des recherches, études, actions pédagogiques et publications dans le domaine de l'enseignement	9,6	—	—
33.03	Subvention au Service de pédagogie expérimentale de l'Université de Liège	3,0	—	—
	Totaux pour le chapitre III.	12,6	—	—
	Totaux pour la section 99. — Organisation des études. — Enseignement et formation	61,0	21,5	21,5
	TOTAUX POUR LE TITRE I. — DEPENSES COURANTES	9 244,6	21,5	21,5

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
------	----------	------

PARTIE II

CREDITS QUI NE SONT PAS DESTINES
A LA REALISATION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS

SECTION 81

AFFAIRES GENERALES

CHAPITRE 01

DIVERS

Non réparti économiquement

01.01 Financement de programmes de recherches appliquées en vue d'assurer l'innovation
ainsi que l'amélioration des services de la Communauté française:

21. Communauté française —

Totaux pour le chapitre 81 —

Totaux pour la section 01. — Affaires générales:

21. Communauté française —

SECTION 82

FORMATION

CHAPITRE VI

TRANSFERT DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLICTransfert de capitaux aux fonds
et institutions sans caractère d'entreprise61.51 Subventions à l'office communautaire et régional de la formation professionnelle et
de l'emploi pour des investissements en rapport avec les centres de formation
professionnelle dans la Communauté française. La classification de l'article est à
compléter par:

11. Communauté française 239,0

12. Région de la langue française —

13. Région bruxelloise. —

63.28 Charges d'amortissement d'emprunts contractés pour les centres de formation des
classes moyennes:

11. Communauté française 6,0

Totaux pour le chapitre VI 245,0

Totaux pour la section 82. — Formation 245,0

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
------	----------	------

SECTION 83

ENSEIGNEMENT ET FORMATION ARTISTIQUES

CHAPITRE V

TRANSFERTS DE CAPITAUX A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS

Transferts de capitaux aux ménages

52.21 Subventions d'aménagement et d'équipement:

11. Communauté française	—
------------------------------------	---

Totaux pour le chapitre V	—
-------------------------------------	---

CHAPITRE VI

TRANSFERT DE CAPITAUX
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLICTransferts de revenus aux Fonds et aux
institutions publique sans caractère d'entreprise61.01 Dotations aux six établissements d'enseignement artistique de la Communauté française
à gestion séparée:

11. Communauté française	25,2
------------------------------------	------

63.01 Subventions d'équipement à l'enseignement artistique officiel subventionné:

11. Communauté française	—
12. Région de la langue française	—
13. Région bruxelloise.	—

Transfert de capitaux à l'enseignement libre

64.01 Subventions d'équipement à l'enseignement artistique libre subventionné:

11. Communauté française	—
12. Région de la langue française	—
13. Région bruxelloise.	—

Totaux pour le chapitre VI	25,2
--------------------------------------	------

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

Achats de biens meubles durables

74.01 Achat de machines, mobilier et matériel:

11. Communauté française	1,0
------------------------------------	-----

Totaux pour le chapitre VII	1,0
---------------------------------------	-----

Totaux pour la section 83. — Enseignement et formation artistiques	26,2
--	------

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
------	----------	------

SECTION 94

ACADEMIE ROYALE DES SCIENCES, DES LETTRES
ET DES BEAUX-ARTS DE BELGIQUE

CHAPITRE VI

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SERVICE PUBLICTransferts de revenus aux Fonds et aux
institutions publique sans caractère d'entreprise

61.01	Subvention au patrimoine de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique	0,2
	Totaux pour le chapitre VI	0,2

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

Achat de biens meubles durables

74.01	Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	0,6
	Totaux pour le chapitre VII	0,6

	Totaux pour la section 94. — Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique	0,8
--	--	-----

SECTION 95

RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ENSEIGNEMENT ET FORMATION

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

Achat de biens meubles et durables

74.01	Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre:	
	01. Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique	0
74.80	Achats d'œuvres d'art, de documents, de pièces et d'objets précieux en vue de la constitution de collections patrimoniales par l'Académie royale de Belgique (le reliquat éventuel de ce crédit pourra être versé à titre de subvention dans la caisse de l'établissement)	0
	Totaux pour le chapitre VII	0
	Totaux pour la section 95. — Recherche scientifique. — Enseignement et formation	0

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
------	----------	------

SECTION 96

ENSEIGNEMENT A DISTANCE
ENSEIGNEMENT ET FORMATION

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

Achat de biens meubles durables

74.01	Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	1,0
Totaux pour le chapitre VII		1,0
Totaux pour la section 96. — Enseignement à distance. — Enseignement et formation		1,0

SECTION 97

ALLOCATIONS ET PRETS D'ETUDES
ENSEIGNEMENT ET FORMATION

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

Achats de biens meubles durables

74.01	Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre	2,0
Totaux pour le chapitre VII		2,0

CHAPITRE III

OCTROI DE CREDITS ET PARTICIPATIONS

Octroi de crédits et participations aux ménages

82.01	Provision pour prêts d'études	0
82.02	Octroi de prêts d'études aux enfants de familles nombreuses de condition peu aisée	0
Totaux pour le chapitre VIII		0
Totaux pour la section 97. — Allocations et prêts d'études. — Enseignement et formation		2,0

TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL.

(En millions de francs)

Art.	LIBELLES	1990
------	----------	------

SECTION 99

ORGANISATION DES ETUDES
ENSEIGNEMENT ET FORMATION

CHAPITRE VII

INVESTISSEMENTS (CIVILS)

Achat de biens meubles durables

74.01	Achat de machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre:	
	01. Cinéma, radio, télévision, informatique.	26,9
	02. Autres services	—
	Totaux pour le chapitre VII	26,9
	Totaux pour la section 99 — Organisation des études, enseignement et formation	26,9
	Totaux pour la Partie II. — Crédits qui ne sont pas destinés à la réalisation du programme d'investissements	301,9
	TOTAUX POUR LE TITRE II. — DEPENSES DE CAPITAL	301,9
	TOTAUX POUR LES TITRE I ET TITRE II DU TABLEAU II	
	Crédits non dissociés.	9 546,5
	Crédits d'engagement	21,5
	Crédits d'ordonnancement.	21,5
	Crédits non dissociés + crédits d'ordonnancement	9 568,0

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Art	Litt	Mode de dispositions	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1990	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1990
-----	------	----------------------	----------	---------------------------------------	---------------------	---------------------	---------------------------

SECTEUR ENSEIGNEMENT ET FORMATION

SECTION 1

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE
SUR RESSOURCES AFFECTEES

CHAPITRE I

FONDS ALIMENTES PRINCIPALEMENT
PAR DES CREDITS BUDGETAIRES

60	30	B	Fonds destiné aux allocations d'études (loi du 19 juillet 1971)	30,0	1 317,4	1 317,4	30,0
60	31	C	Fonds destiné aux prêts d'études (décret du 8 juin 1983).	126,6	15,0	—	141,6

TITRE IV. — SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Art.	Litt.	Mode de dispositions	LIBELLES	Solde au 1 ^{er} janvier 1990	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1990
------	-------	----------------------	----------	---------------------------------------	---------------------	---------------------	---------------------------

CHAPITRE III

FONDS ALIMENTES
PAR DES RESSOURCES PARTICULIERES.

66	48	B	Fonds pour la qualification agricole et l'éducation sociale et économique (arrêté royal du 23 août 1974)	—	—	—	—
66	49	A	Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	—	—	—	—
66	50	C	Fonds pour la Formation et la Réinsertion professionnelles. (Interventions du Fonds social européen)	—	—	—	—

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 1073

22 DECEMBER 1989. — Decreet houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1990 (1)

Uitgaven voor Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek (tabel 1)

(Uitgaven gefinancierd bij toepassing van de artikelen 38, 61, 62 en 73 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten) (B.T.W.)

Uitgaven voor Onderwijs en Vorming en culturele uitgaven voor het Onderwijs (tabel 2)

(Uitgaven gefinancierd bij toepassing van de artikelen 10, 37, 42 tot 46 en 61 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten) (P.B. en belasting radio en televisie)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt:

Kredieten voor de lopende uitgaven (TITEL I)
en voor de kapitaaluitgaven (TITEL II)

Artikel 1. — § 1. Voor de uitgaven met betrekking tot het begrotingsjaar 1990, betreffende het onderwijs, de schoolgebouwen en de financiën, bij toepassing van de artikelen 38 tot 41, 61, 62 en 73 van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten d.d. 16 januari 1989, worden kredieten geopend voor onderstaande bedragen, opgenomen in tabel 1 van dit decreet:

(In miljoenen franken)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
		Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten
Lopende uitgaven (TITEL I)	131 216,5	—	—
Kapitaaluitgaven (TITEL II)	2 186,6	225,0	437,0
Totalen	133 403,1	225,0	437,0

§ 2. Voor de uitgaven met betrekking tot het begrotingsjaar 1990 en betreffende het onderwijs, de vorming en de culturele uitgaven voor het onderwijs, gefinancierd overeenkomstig de artikelen 10, 37, 42 tot 46 en 61 van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten d.d. 16 januari 1989, worden kredieten geopend voor onderstaande bedragen, opgenomen in tabel 2 van dit decreet.

(In miljoenen franken)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
		Vastleggingskredieten	Ordonnancingskredieten
Lopende uitgaven (TITEL I)	9 244,6	21,5	21,5
Kapitaaluitgaven (TITEL II)	301,0	—	—
Totalen	9 546,5	21,5	21,5

§ 3. De basisallocaties die voortvloeien uit de ventilatie van de kredieten over organisatieafdelingen en activiteitenprogramma's, zoals ze hernomen worden in de tabellen van de begrotingsmiddelen van het verantwoordingsprogramma, maken het voorwerp uit van een boekhoudkundige opvolging.

(1) Zitting 1989-1990.

Documenten van de Raad. — Nr. 4-IV, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 4-IV, nr. 1. Bijlage 1. Verantwoordingsprogramma. — Nr. 4-IV, nrs. 2 en 3, 5 tot 7. Amendementen. — Nr. 4-IV, nr. 4. Verslag.

Integraal verslag. — Bespreking. Vergaderingen van 11 en 12 december 1989. — Aanneming. Vergadering van 12 december 1989.

§ 4. Wanneer de uitsplitsing tussen organisatieafdelingen of programma's gemaakt wordt in de tabellen van de begrotingsmiddelen, kunnen de Ministers, ieder wat hem betreft, of de gedelegeerde ambtenaar, binnen de grens van elk van de kredieten geopend in de wetstabel, overgaan tot een herverdeling van de basisallocaties.

§ 5. De controleur der vastleggingen en het Rekenhof zien erop toe dat de uitgaven op de basisallocaties juist worden aangerekend en zorgen bovendien ervoor dat deze laatste, eventueel rekening houdend met de overeenkomstig § 3 doorgevoerde herverdelingen, niet overschreden worden.

§ 6. In afwachting van de inwerkingtreding van de wet bedoeld in artikel 50, § 2 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten blijven de bepalingen van de wet van 28 juni 1963 houdende wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit voor de begrotingen van de Franse Gemeenschap gelden.

*Bijzondere bepalingen
betreffende de lopende uitgaven en de kapitaaluitgaven*

Art. 2. In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof :

1. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 10 000 000 frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen van de administratieve diensten van het departement, van de buitendiensten en van de diensten met afzonderlijk beheer.

2. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 25 000 000 frank aan de buitengewone rekenplichtige van het Economaat afhankelijk van de « Direction générale du Personnel, des Statuts et de l'Organisation administrative » worden verleend.

3. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 100 000 000 frank aan de buitengewone rekenplichtigen worden verleend op de begrotingsartikelen betreffende de betaling van het leerlingenvervoer.

4. Die maxima kunnen voor sommige rekenplichtigen aangepast worden bij beslissing van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Art. 3. In afwijking van artikel 14, eerste lid, van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof kunnen de in bovenstaand artikel 2 bedoelde voorschotten dienen tot betaling van de bezoldigingen, toelagen en vergoedingen van alle aard ten bate van het door de Gemeenschap bezoldigd personeel, alsook voor de betaling van de schuldvorderingen ingevolge opdrachten van ten hoogste 100 000 frank en van de steungelden, sociale vergoedingen en toelagen van minder dan 50 000 frank.

Die bedragen kunnen voor sommige rekenplichtigen aangepast worden bij beslissing van de Executieve, op de wijze die ze bepaalt.

Art. 4. De buitengewone rekenplichtige van het Basisonderwijs wordt ertoe gemachtigd, de bijdrage van de Gemeenschap in het kostgeld van de kinderen, van wie de ouders geen vaste verblijfplaats hebben en die door hun ouders zijn toevertrouwd aan een internaat behorend tot het gesubsidieerd officieel onderwijs of aan een internaat behorend tot het gesubsidieerd vrij onderwijs, door middel van geldvoorschotten te betalen. Bovendien wordt hem machtiging verleend, deze bijdrage te betalen in de vorm van driemaandelijke voorschotten.

Op het stuk van het schoolvervoer mogen de geldvoorschotten gebruikt worden voor de uitkering van vorderingen, hoe groot hun bedrag ook is, voor zover de overeenkomsten het voorwerp hebben uitgemaakt van een kontrakt.

De geldvoorschotten aan de dienst film, radio, televisie en schooldiscotheek kunnen aangewend worden voor uitgaven van maximaal 100 000 frank voor de realisatie van films.

De buitengewone rekenplichtige van het bestuur Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek mag door middel van voorschotten de reisbeurzen en geldprijzen voor de laureaten van de universitaire wedstrijden betalen en, op dezelfde wijze, de reiskosten van personen die uit het buitenland komen of ernaar toe reizen (sectie 87. — Universitair onderwijs).

De buitengewone rekenplichtige van de dienst studie en wetenschappelijk onderzoek kan door middel van voorschotten de uitgaven betalen voor buitenlandse reizen van universiteitsprofessoren, toelagen voor jonge onderzoekers en voor studenten, toelagen voor de verbreding van de wetenschappelijke kennis en de financiering van congressen en colloquia (sectie 95. — Wetenschappelijk onderzoek; sectie 94 « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »).

De rekenplichtige van het bestuur studietoelagen kan door middel van voorschotten en van de ontvangsten die hij kan innen krachtens het decreet van 8 juni 1963, studietoelagen, toegekend aan gezinnen met ten minste 3 kinderen ten laste, alsook studietoelagen toegekend aan de minvermogene leerlingen en studenten, tot een bedrag van 400 000 frank globaal betalen, bij beslissing van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs behoort.

Art. 5. De uitgaven die betrekking hebben op de werkings- en uitrustingskosten der op het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland gevestigde Belgische scholen, psycho-medisch-sociale centra en kabinetten voor raadpleging en medische schoolinspectie en die ter plaatse verwezenlijkt moeten worden door de diensten afhankelijk van Landsverdediging, mogen gedaan worden overeenkomstig de in de Bondsrepubliek geldende regels en het voorwerp zijn van ordonnanties van kredietopening, hoe groot hun bedrag ook is, zulks ten bate van een buitengewone rekenplichtige aangesteld door de Minister van Landsverdediging, na instemming van de Franse Gemeenschapsexecutieve.

Art. 6. In afwijking van de bepalingen van artikel 2, § 1, eerste lid van koninklijk besluit nr. 402 van 18 april 1986 tot wijziging van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 houdende wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, worden de saldi per 31 december 1989 van de niet-gesplitste kredieten van de begroting van culturele uitgaven van het « Ministère de l'Education nationale », uitgetrokken op onderstaande artikelen, overgedragen naar het begrotingsjaar 1990 en toegevoegd aan de nieuwe kredieten op de overeenstemmende artikelen van deze begroting.

Titel I. — Lopende uitgaven

Sectie 95. — artikel 12.01.01
— artikel 12.01.02
— artikel 12.02.01
— artikel 12.07.01

Titel II. — Kapitaaluitgaven

Sectie 97. — artikel 82.01
— artikel 82.02

Art. 7. De niet-gesplitste kredieten op onderstaande artikelen mogen uitgaven met betrekking tot vorige begrotingsjaren dekken :

Titel I. — Lopende uitgaven

Sector Onderwijs en Vorming

Sectie 83. — artikel 12.01.11
— artikel 43.02.12
— artikel 43.02.13
— artikel 43.04.12
— artikel 43.04.13
— artikel 43.05.12
— artikel 43.05.13
— artikel 43.06.11
— artikel 44.02.12
— artikel 44.04.11
— artikel 44.04.12
— artikel 44.04.13
— artikel 44.05.11
— artikel 44.05.12
— artikel 44.05.13
— artikel 44.06.11

Sector Universitair Onderwijs

Sectie 87. — artikel 12.01.01
— artikel 12.01.02

Sector Niet-universitair hoger onderwijs

Sectie 88. — artikel 12.01.01

Sector Wetenschappelijk onderzoek, onderwijs en vorming

Sectie 95. — artikel 12.01.01
— artikel 12.01.02
— artikel 12.02.01
— artikel 12.07.01

Titel II. — Kapitaaluitgaven

Sector Onderwijs en Vorming

Sectie 83. — artikel 63.01.11
— artikel 63.01.12
— artikel 63.01.13
— artikel 64.01.11
— artikel 64.01.12
— artikel 64.01.13

Bijzondere bepalingen voor de lopende uitgaven

Art. 8. De weddetoelagen van de leden van het personeel van het voorschools en lager onderwijs, secundair onderwijs, niet-universitair hoger onderwijs, buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie, kunstonderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

Art. 9. De vergoedingen voor begrafeniskosten en de geboortevergoedingen kunnen op dezelfde wijze als de bezoldiging van de begunstigden vereffend worden.

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

Art. 10. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in Titel IV van de tabel gevoegd bij dit decreet, worden geraamd op 8 681 600 000 frank voor de ontvangsten en op 8 880 100 000 frank voor de uitgaven.

Art. 11. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in Titel IV van de tabel gevoegd bij dit decreet wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk van die fondsen.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de Minister van Financiën wordt beschikt, worden door het teken B aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

Art. 12. In afwijking van de artikelen 14, eerste lid, en 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 50 000 000 frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen belast met de vereffening van de toelagen verleend ten laste van het Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek of van de instellingen belast met de uitvoering van de opdrachten ervan, alsmede van allerhande werkingsuitgaven, ongeacht het bedrag ervan, die voortvloeien uit het beheer van bedoeld fonds of van bedoelde instellingen, voor zover die uitgaven betrekking hebben op materies waarvoor de Franse Gemeenschap bevoegd is.

Art. 13. In afwijking van de artikelen 14, eerste lid, en 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof kunnen voorschotten van 10 miljoen frank toegestaan worden aan de buitengewone rekenplichtigen van de Fondsen belast met de schoolgebouwen

Andere bijzondere bepalingen

Art. 14. De saldi op 31 december 1989 van onderstaande fondsen van titel IV van de begroting van culturele uitgaven van het « Ministère de l'Éducation nationale » en van de begroting van de Franse Gemeenschap, sector onderwijs en vorming :

60.47 B Fonds voor studietoelagen (wet van 19 juli 1971);
60.49 C Fonds voor studieleningen (decreet van 8 juni 1983);
66.18 B Fonds voor de scholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn en voor sociale en economische voorlichting (koninklijk besluit van 23 augustus 1974);

66.19 A Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 d.d. 24 maart 1982 houdende een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, worden overgedragen en uitgetrokken op de overeenstemmende fondsen, geopend in titel IV van deze begroting :

60.30 B Fonds voor studietoelagen (wet van 19 juli 1971).

Dit fonds wordt verder gestijfd door de overdrachten van het onderstaande artikel van de begroting van Onderwijs, Onderzoek en Vorming van de Franse Gemeenschap :

Titel I. — Lopende uitgaven

Sectie 97. — artikel 41.01.

60.31 C Fonds voor studieleningen (decreet van 8 juni 1983).

Dit fonds kan verder gestijfd worden door de volledige of gedeeltelijke overdracht van het beschikbaar saldo op het onderstaande artikel van de begroting van Onderwijs, Onderzoek en Vorming van de Franse Gemeenschap :

Titel II. — Kapitaaluitgaven

Sectie 97. — artikel 82.02.

66.48 B Fonds voor de scholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn en voor sociale en economische voorlichting (koninklijk besluit van 23 augustus 1974).

66.49 A Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 houdende een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector.

Art. 15. Het bedrag van het schoolgeld betaald door de buitenlandse leerlingen en studenten van wie de ouders niet in België zijn gedomicilieerd en die onderwijs genieten in een door de Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde instelling bedoeld in de artikelen 58 en volgende van de wet van 21 juni 1988 in verband met het onderwijs, moet gestort worden op een fonds geopend :

— voor de instellingen van de Gemeenschap onder artikel 66.21.A van Titel IV — Afzonderlijke sectie;

— voor de officiële gesubsidieerde instellingen, onder artikel 66.22.A van Titel IV — Afzonderlijke sectie;

— voor de vrije gesubsidieerde instellingen, onder artikel 66.23.A van Titel IV — Afzonderlijke sectie.

De ontvangsten van het fonds van artikel 66.21.A kunnen onder de verschillende scholen van de Gemeenschap met afzonderlijk beheer worden verdeeld als aanvullende dotaties.

De ontvangsten van de fondsen van de artikelen 66.22.A en 66.23.A zullen aangewend worden voor de betaling van de werkings-toelagen respectievelijk van de gesubsidieerde officiële en vrije inrichtingen.

Ze kunnen ook dienen om de uitgaven voortvloeiend uit geschillen ter zake terug te betalen.

De aanwending van de in de voormelde artikelen bedoelde middelen is afhankelijk van de instemming van de Executieve.

Art. 16. De opbrengst van de abonnementsgelden voor het vervoer van leerlingen met voertuigen van de Franse Gemeenschap evenals van de sommen gerecupereerd door de juridische dienst ingevolge ongevallen met voertuigen van de Gemeenschap beheerd door de dienst leerlingenvervoer, mag gestort worden op een fonds geopend onder artikel 66.26.A van Titel IV — Afzonderlijke sectie.

De ontvangsten van het fonds moeten bestemd zijn voor het onderhoud en de aankoop van de voertuigen van de Gemeenschap die beheerd worden door de dienst voor leerlingenvervoer, voor de betaling van de kosten voor leerlingenvervoer ingevolge de wet van 15 juli 1983 houdende oprichting van de dienst voor leerlingenvervoer, alsook voor de vergoeding van de getroffen en hun rechthebbers bij ongevallen met voertuigen van de Gemeenschap.

Art. 17. De opbrengst van de terugvordering van de wedden en weddetoelagen, uitkeringen en bijkomende voordelen van de personeelsleden van het onderwijs van de Gemeenschap of de Staat en het gesubsidieerd onderwijs, ter beschikking gesteld buiten het onderwijs, en de opbrengst van de terugvordering van bedragen die ten onrechte werden betaald voor personeelskosten in het algemeen worden gestort op een fonds geopend op artikel 66.36.B van Titel IV — Afzonderlijke sectie.

De ontvangsten van het fonds moeten volgens de behoeften gestort worden op de ontvangstenbegroting van de Gemeenschap, gedeelte betreffende de voor Onderwijs en Onderzoek aangewende ontvangsten krachtens de artikelen 38 tot 41, 61, 62 en 73 van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten. Het saldo per 31 december 1990 moet op dezelfde wijze aangewend worden.

Art. 18. In afwijking van artikel 16, derde lid, van de wet van 15 mei 1846 op de Rijkscowntabiliteit kunnen de bevoegde Ministers die verantwoordelijken voor het financieel beheer van de scholen en psycho-medisch-sociale centra met afzonderlijk beheer van de Franse Gemeenschap ertoe machtigen, de roerende voorwerpen waarover ze beschikken, te verkopen indien ze niet meer gebruikt kunnen worden.

Art. 19. De opbrengst van de verkoop van roerende goederen en van verschillende prestaties van het departement wordt gestort op het fonds, geopend op artikel 66.37.A van Titel IV — Afzonderlijke sectie.

De ontvangsten van het fonds worden, na instemming van de Executieve, aangewend voor uitgaven met betrekking tot de activiteit van het departement.

Art. 20. Tot er anders over beslist wordt, blijven het Gebouwenfonds voor de rijksscholen, het Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen en het Nationaal waarborgfonds werken in de bestaande rechtstoestand, bepaald bij de artikelen 13, 19, 20 en 22 van de wet van 29 mei 1959, gewijzigd bij artikel 73, § 4 van de wet van 16 januari 1989.

Voor 1990 bedraagt de dotatie van het Gebouwenfonds voor de rijksscholen 1 575 miljoen frank en die van het Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen 550 miljoen frank.

Het Nationaal Waarborgfonds wordt gemachtigd tot het dekken van leningen ten belope van 1 500 miljoen frank, waarvan 320 miljoen bestemd zijn voor het gesubsidieerd officieel onderwijs en 1 180 miljoen voor het gesubsidieerd vrij onderwijs. De aanwending van bedoelde machtiging tot dekking van een lening wordt strikt beperkt tot het betalingskrediet uitgetrokken op artikel 41.20 van sectie 40. Voor de volgende jaren komen de rentetoeelagen ten laste van de gewone middelen, toegekend aan voormeld fonds of aan de instellingen die de opdrachten ervan uitvoeren.

De uitgaven van de instellingen bedoeld in dit artikel, gebeuren binnen de perken van de budgettaire middelen waarover ze kunnen beschikken en waarop de uitgaven voor het personeel en voor de algemene en administratieve werking worden aangerekend.

De uitgaven van het Gebouwenfonds voor de rijksscholen en van het Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen gebeuren door toedoen van fondsen geopend in de afzonderlijke sectie van de begroting, onder de artikelen 60.47 A, 60.48 A, 60.51 A en 60.52 A, onder het rechtstreeks en exclusief gezag van de Minister die bevoegd is volgens de regeling van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

Voormelde fondsen van de afzonderlijke sectie boeken de diverse ontvangsten in verband met hun werking en, o.m. wat betreft het Gebouwenfonds voor de rijksscholen, de opbrengst van de vervoerding van onroerende goederen waarop het een zakelijk recht heeft.

Begrotingen zullen opgemaakt worden voor het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen en voor het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen, vermeld onder dit artikel, met de verdeling van al hun ontvangsten en uitgaven die de Franse Gemeenschap betreffen. Die begrotingen zullen de Executieve van de Franse Gemeenschap vooraf ter goedkeuring voorgelegd worden.

Art. 21. In de afzonderlijke sectie wordt een fonds voor wetenschappelijk onderzoek opgericht (artikel 66.47 B) gestijfd door allerhande ontvangsten, giften, schenkingen, toelagen, bijdragen van de Nationale Loterij.

De ontvangsten van dit Fonds kunnen alle uitgaven dekken betreffende de ontwikkeling en financiering van het wetenschappelijk onderzoek, op beslissing van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

Art. 22. In de afzonderlijke sectie wordt een artikel 66.50 C ingevoegd « Fonds voor de opleiding tot en de wederinschakeling in het beroepsleven » met als ontvangsten de bedragen die het Europees Sociaal fonds via de Franse Gemeenschap toekent voor programma's of acties inzake opleiding tot een wederinschakeling in het beroepsleven. De eventuele financiële opbrengst van deze ontvangsten kan daarbij gevoegd worden.

De uitgaven van het fonds behelzen de financiering van programma's of acties voor opleiding tot en wederinschakeling in het beroepsleven, die het Europees sociaal fonds via de Franse Gemeenschap subsidieert en die door de daartoe erkende openbare of privé-instellingen georganiseerd worden.

Voor elk van de programma's of acties blijft de bijdrage van het bij dit artikel opgerichte fonds allezins beperkt tot het bedrag dat de Europese Gemeenschappen definitief toekennen via de Franse Gemeenschap. Bijkomende ontvangsten kunnen dienen om gelijkwaardige programma's of acties voort te zetten.

Art. 23. De uitgaven voor Onderwijs en Onderzoek, waartoe dit decreet machtiging verleent, worden o.m. gefinancierd door de uitsluitende bestemming van de middelen bedoeld in de artikelen 38, 62 en 73 van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en in artikel 61 voor zover dit betrekking heeft op voormelde materies.

Art. 24. De delegaties voor de verrichtingen inzake de ontvangsten en uitgaven van de Gemeenschap voor Onderwijs en Onderzoek blijven gelden, onder de bestaande voorwaarden, voor de personeelsleden die in de uitvoering ervan voorzien bij de overdracht van bevoegdheden bepaald bij de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Art. 25. In afwijking van artikel 32, § 3, van de wet van 29 mei 1959 wordt het bedrag van de werkingsstoelagen per regelmatig leerling voor het schooljaar 1989-1990, behoudens nieuwe decretale bepaling ter zake, vastgesteld op het bedrag toegekend voor het schooljaar 1988-1989 op grond van artikel 7 van de wet van 1 augustus 1988 houdende dringende maatregelen ter zake van onderwijs.

In afwijking van artikel 52 c) en d) van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra worden de toelagen voor het schooljaar 1989-1990, behoudens nieuwe decretale bepaling ter zake, vastgesteld op het bedrag bepaald op grond van artikel 10 van de wet van 1 augustus 1988 houdende dringende maatregelen ter zake van onderwijs.

Art. 26. In afwijking van artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 447 van 20 augustus 1986 tot wijziging van artikel 38 van de wet van 29 mei 1959 wordt de overgang naar de directe betaling van de weddetoeelagen in het officieel gesubsidieerd onderwijs verdaagd tot uiterlijk 31 december 1991.

Art. 27. Artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 413 van 29 april 1986 houdende bepaling van de werkingsmiddelen van het rijksonderwijs en van de werkingsstoelagen aan het gesubsidieerd onderwijs wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1987, behalve artikel 1 dat op 1 januari 1991 van kracht wordt, en artikel 2, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1986. »

Art. 28. Voor het jaar 1990 wordt machtiging gegeven tot de toekenning van leningen ten belope van 225 miljoen frank, overeenkomstig artikel 6 van de wet van 2 augustus 1960 betreffende de tussenkomst van de Staat in de financiering van de vrije universiteiten en van diverse inrichtingen voor hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, voor het geheel van de betrokken franstalige instellingen.

Bedoelde leningen kunnen elke uitgave dekken voor modernisering, verbouwing en grote herstellingswerken van de onroerende installaties bestemd voor administratie, onderwijs en onderzoek en van de studentenrestaurants en tehuizen, en anderzijds voor de financiering van het optrekken van gebouwen voor administratie, onderwijs en onderzoek alsook van de erop betrekking hebbende infrastructuurwerken. Een in de Executieve overlegd besluit zal de verdeling van dat bedrag bepalen. Artikel 6ter van de wet van 2 augustus 1960 is voor 1990 niet toepasselijk.

De artikelen 9bis en 10 van de wet van 22 april 1958 zijn in 1990 niet toepasselijk. Voor 1990 worden op artikel 61.05 van sectie 54 een vastleggingskrediet van 225 miljoen frank en een ordonnanceringskrediet van 125 miljoen frank uitgetrokken, zijnde de bijdrage van de Gemeenschap in de financiering van de onroerende installaties van de instellingen voor universitair onderwijs die geheel of gedeeltelijk namens de Gemeenschap gefinancierd worden.

Bedoelde kredieten zullen alle uitgaven dekken enerzijds voor de modernisering, de verbouwing en grote herstellingswerken in de onroerende installaties bestemd voor administratie, onderwijs en onderzoek, alsook voor de restaurants en tehuizen voor studenten, en anderzijds voor de financiering van bouwwerken voor administratie, onderwijs en onderzoek.

Voor 1990 zijn de adviezen van het comité van deskundigen en van het MCWB niet vereist voor de toepassing van dit artikel.

Art. 29. Om tijdens het academiejaar 1990-1991 geen programmatie te moeten verrichten, zullen de bepalingen van artikel 13 van het besluit nr. 460 van 17 september 1986 tot vaststelling van het rationalisatie- en het programmatieplan van het hoger onderwijs van het korte type en tot wijziging van de wetgeving betreffende de organisatie van het hoger onderwijs van het lange type, van artikel 17, § 5 van de wet van 18 februari 1977, gewijzigd bij artikel 17 van voormeld koninklijk besluit nr. 460, en van artikel 14 van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, in 1990 niet toepasselijk zijn.

Art. 30. De gesubsidieerde contractuelen worden betaald via de artikelen 66.38 B, 66.39 B, 66.40 B, 66.41 B, 66.42 B, 66.43 B, van de afzonderlijke sectie van de begroting gestijfd door de bijdrage van het Brussels en van het Waals Gewest. Als die artikelen een debet-toestand vertonen, dan kunnen thesaurievoorschotten toegekend worden ten belope van de door de betrokken gewesten toegekende bedragen.

Art. 31. De overgedragen kredieten van de begroting 1989 die tot de bevoegdheid behoren van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen en die op 31 december 1990 niet geordonneerd zijn, worden gestort op artikel 66.44 B van de afzonderlijke sectie, voor de betaling van uitgaven in de sector beheerd door voormelde Minister, mits een budgettaire spreiding gedaan wordt door een beraadslaging van de Executieve, geregulariseerd door een bijblad tot aanpassing van de begroting.

De overgedragen kredieten van de begroting 1989 die tot de bevoegdheid behoren van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek en die op 31 december 1990 niet geordonnanceerd zijn, worden gestort op artikel 66.45 B van de afzonderlijke sectie, voor de betaling van uitgaven in de sector beheerd door voormelde Minister, mits een budgettaire spreiding gedaan wordt door een beraadslaging van de Executieve, geregulariseerd door een bijblad tot aanpassing van de begroting.

De overgedragen kredieten van de begroting 1989 die tot de bevoegdheid behoren van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen en van de Minister

van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en die op 31 december 1990 niet geordonnanceerd zijn, worden gestort op artikel 66.46 B van de afzonderlijke sectie, voor de betaling van uitgaven in de sector beheerd door voormelde Ministers, mits een budgettaire spreiding gedaan wordt door een beraadslaging van de Executieve, geregulariseerd door een bijblad tot aanpassing van de begroting.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 1989.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve, belast met de Cultuur en de Communicatie,
V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
F. GUILLAUME

TABEL 1

Uitgaven voor onderwijs en wetenschappelijk onderzoek
(Uitgaven gefinancierd bij toepassing van de artikelen 38, 61, 62 en 73 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten) (B.T.W.)

TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1990
SECTIE 01		
Kabinet van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen		
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)		
§ 1. Lonen en sociale lasten		
11.01	Jaarwedde en representatiekosten van de Minister	—
11.02	Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van het Kabinet	23,5
Totaal voor § 1		23,5
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten		
12.06	Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het Kabinet (met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen) — Belastingen slaande op gebouwen van de Gemeenschap of door haar gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen	11,5
12.07	Kosten van eerste instelling van het Kabinet (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten enz.)	1,0
12.19	Werkingskosten van het Kabinet	7,1
Totaal voor § 2		19,6
Totaal voor hoofdstuk I		43,1
Totaal voor sectie 01. — Kabinet van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen		43,1

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
SECTIE 02. — Kabinet van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van de Franse Gemeenschap		
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)		
§ 1. Lonen en sociale lasten		
11.01	Jaarwedde en representatiekosten van de Minister	2,6
11.02	Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van het Kabinet	67,5
Totaal voor § 1		70,1
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten		
12.06	Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het Kabinet (met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen). — Belastingen slaande op gebouwen van de Gemeenschap of door haar gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen	5,0
12.07	Kosten van eerste instelling van het Kabinet (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten enz.) (<i>pro memorie</i>)	—
12.19	Werkingskosten van het Kabinet	23,1
Totaal voor § 2		28,1
Totaal voor hoofdstuk I		98,2
Totaal voor sectie 02. — Kabinet van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van de Franse Gemeenschap		98,2

SECTIE 40. — Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten

HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	307,4
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel	12,3
11.05	Allerhande uitgaven voor maatschappelijk dienstbetoon, andere dan aankoop van vermogensgoederen. (Het bedrag van de door de personeelsleden van het Departement verrichte terugstortingen op de leningen die ten laste van onderhavig artikel toegestaan werden, kan overgebracht worden op het krediet van een speciale rekening geopend op Titel IV — Afzonderlijke Sectie, te beheren door de rekenplichtige van de Sociale Dienst ten einde opnieuw gebruikt te worden in de vorm van leningen.) (Zie art. 63.02 C van titel IV)	12,3
11.10	Terugbetaling aan de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de wedden uitbetaald aan tewerkgestelde werklozen	13,0
Totaal voor § 1		345,0

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	35,3
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	254,2
12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen	21,0
12.04	Huur van mechanografische installaties	161,2

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
12.05	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	15,2
12.06	Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het departement (met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen) — Belastingen slaande op gebouwen van de Gemeenschap of door haar gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen	72,1
12.07	Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankopen van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, huurschade)	0,4
12.18	Onderhoudswerken ten laste van de Staat-eigenaar, uitgevoerd door het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen (<i>pro memoria</i>)	—
	Totaal voor § 2 ...	588,4
	Totaal voor hoofdstuk I ...	913,4
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten aan andere sectoren		
33.01	Allerhande schadevergoedingen aan derden voortvloeiend uit de verantwoordelijkheid ten overstaan van door zijn organen en door zijn bedienden gepleegde daden	6,8
	Totaal voor hoofdstuk III ...	6,8
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid		
41.01	Aandeel in de werkingskosten van het Nationaal Geografisch Instituut	7,5
41.20	Toelage aan het Nationaal Waarborgfonds voor schoolgebouwen	175,0
43.20	Verplaatsingskosten op het stuk van arbeidsongevallen : personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs en personeel van de officiële gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, waarvan de bezoldiging ten laste is van de Gemeenschap	0,5
44.20	Verplaatsingskosten op het stuk van arbeidsongevallen : personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs en personeel van de vrije gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, waarvan de bezoldiging ten laste is van de Gemeenschap	0,5
	Totaal voor hoofdstuk IV ...	183,5
HOOFDSTUK 01. — Diversen		
01.01	Provisie voor dekking van de lasten die voortvloeien uit de sociale programmering en de indexering (het saldo beschikbaar op 31 december wordt overgedragen op artikel 66.36 B van de Afzonderlijke sectie)	1 230,7
01.02	Provisie voor de betaling van achterstallige uitgaven met betrekking tot 1989 en de daarop volgende jaren bij toepassing van artikel 61 § 1, zesde lid, van de wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten (het saldo beschikbaar op 31 december wordt overgedragen op artikel 66.36 B van de Afzonderlijke sectie)	—
	Totaal voor hoofdstuk 01 ...	1 230,7
	Totaal voor sectie 40. — Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten ...	2 334,2
SECTIE 51. — Voorschools en basisonderwijs		
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)		
§ 1. Lonen en sociale lasten		
11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door werkongeval getroffen)	3 519,4
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel	0,4
	Totaal voor § 1 ...	3 519,8

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten		
12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	3,4
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	5,0
12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen (<i>pro memorie</i>)	—
12.05	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	10,2
12.21	Verzekering van de leerlingen	9,1
12.23	Aankoop van grondstoffen en bijbehorend materieel bestemd voor didactische doeleinden (<i>pro memorie</i>)	—
12.24	Kosteloos verstrekken van leerboeken en schoolbehoeften (<i>pro memorie</i>)	—
12.25	Gemeenschapsinternaten. — Bijdrage van de Gemeenschap in het kostgeld voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben (<i>pro memorie</i>)	—
12.26	Bezoldiging van het middagtoezicht in de inrichtingen van de Gemeenschap (<i>pro memorie</i>)	—
12.36	Allerhande uitgaven in verband met de studie van de vraagstukken met het oog op de aanpassing van het basisonderwijs	6,1
Totaal voor § 2		33,8
Totaal voor hoofdstuk I		3 553,6

HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten
binnen de sector overheid

41.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs (<i>pro memorie</i>)	—
41.23	Globale dotatie bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de diensten van de Gemeenschap met afzonderlijk beheer in het Gemeenschapsonderwijs (art. 3, § 1 van de wet van 29 mei 1959) (over te schrijven op artikel 70.02 C van Titel IV)	182,6
43.01	Weddetoelagen aan de officiële gesubsidieerde scholen	13 893,8
43.02	Werkingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde scholen (<i>pro memorie</i>)	—
43.03	Bijdrage van de Gemeenschap in de kosten van leerboeken en schoolbehoeften in de officiële gesubsidieerde scholen (<i>pro memorie</i>)	—
43.04	Internaten van het officieel gesubsidieerd onderwijs. — Bijdrage van de Gemeenschap in het kostgeld voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben	0,5
43.05	Werkingsstoelagen aan de internaten verbonden aan de officiële gesubsidieerde instellingen voor basisonderwijs	2,8
43.06	Toelagen van de Gemeenschap voor de vergoeding van het middagtoezicht in de officiële gesubsidieerde scholen	45,2
43.07	Toelagen aan de officiële gesubsidieerde onderwijsinstellingen, aan de diensten voor beroepsoriëntering en aan de officiële gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, bestemd voor de vergoeding van de stagiairs (economische herstelwet)	58,7
43.08	Vorming en bijscholing van leerkrachten van de officiële gesubsidieerde sector	19,5
43.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de officiële gesubsidieerde instellingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	1 305,3
44.01	Weddetoelagen aan de vrije gesubsidieerde scholen	11 271,3
44.02	Werkingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde scholen (<i>pro memorie</i>)	—
44.03	Bijdrage van de Gemeenschap in de kosten van leerboeken en schoolbehoeften in de vrije gesubsidieerde scholen (<i>pro memorie</i>)	—
44.04	Internaten van het vrij gesubsidieerd onderwijs. — Bijdrage van de Gemeenschap in het kostgeld voor kinderen wier ouders geen vaste verblijfplaats hebben	0,3
44.05	Toelagen aan de vrije gesubsidieerde lagere scholen waar proefnemingen worden gedaan voor de praktische toepassing van de nieuwe methodes	—
44.06	Toelagen van de Gemeenschap voor de vergoeding van het middagtoezicht in de vrije gesubsidieerde scholen	41,0
44.08	Vorming en bijscholing van leerkrachten van de vrije gesubsidieerde sector	18,0

TITEL I. — Lopende uitgaven		(In miljoenen frank)
Art.	TEKSTEN	1990
44.12	Toelagen aan de vrije gesubsidieerde onderwijsinstellingen, aan de diensten voor beroepsoriëntering en aan de vrije gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, bestemd voor de vergoeding van de stagiairs (economische herstelwet)	6,5
44.21	Werkings-toelagen aan de internaten verbonden aan de vrije gesubsidieerde instellingen voor basisonderwijs	19,5
44.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de vrije gesubsidieerde instellingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	1 232,1
Totaal voor hoofdstuk IV		28 097,1
HOOFDSTUK 01. — Diversen		
01.01	Bijdrage van de Gemeenschap in de opleiding van vormingswerkers en de bevordering van de cultuur in het kader van de socio-culturele en sportactiviteiten (<i>pro memoria</i>)	—
01.02	Vorming en bijscholing van leerkrachten van de Gemeenschap	4,5
Totaal voor hoofdstuk 01		4,5
Totaal voor sectie 51. — Voorschools en basisonderwijs ...		31 655,2
SECTIE 52. — Secundair onderwijs		
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)		
§ 1. Lonen en sociale lasten		
11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	17 920,9
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel	8,2
Totaal voor § 1		17 929,1
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten		
12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	0,7
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	4,5
12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen (<i>pro memoria</i>)	—
12.04	Huur van mechanografische installaties	0,1
12.05	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	16,1
12.07	Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankopen van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, huurschade) (<i>pro memoria</i>)	—
12.20	Taaluitwisselingen, prijsuitreikingen, schoolreizen en -uitstappen, opvoedende manifestaties en publiciteit (<i>pro memoria</i>)	—
12.21	Verzekering van de leerlingen	20,0
12.23	Aankoop van grondstoffen en bijbehorend materieel bestemd voor didactische doeleinden (<i>pro memoria</i>)	—
12.45	Diverse verbruiks- en werkingsuitgaven van de Belgische scholen gevestigd op het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland	153,0
Totaal voor § 2		184,4
Totaal voor hoofdstuk I		18 123,5

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid		
41.01	Dotatie aan de Staatsdiensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs	—
41.23	Globale dotatie bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de diensten van de Gemeenschap met afzonderlijk beheer in het onderwijs (art. 3, § 1 van de wet van 29 mei 1959) (over te schrijven op art. 70.02 C van Titel IV)	2 012,0
43.01	Weddetoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen	10 696,1
43.02	Werkingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
43.05	Werkingsstoelagen aan de internaten verbonden aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen voor secundair onderwijs	52,7
43.07	Toelagen aan de officiële gesubsidieerde onderwijsinrichtingen, aan de diensten voor beroepsoriëntering en aan de officiële gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, bestemd voor de vergoeding van de stagiairs (economische herstelwet)	14,0
43.08	Toelagen bestemd voor de betaling van de voordrachtgevers van het officieel gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het koninklijk besluit van 24 december 1987 (nieuw)	0,5
43.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de officiële gesubsidieerde inrichtingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	1 199,4
44.01	Weddetoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen	24 840,0
44.02	Werkingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
44.08	Toelagen bestemd voor de betaling van de voordrachtgevers van het vrij gesubsidieerd onderwijs, in toepassing van het koninklijk besluit van 24 december 1987 (nieuw)	2,0
44.11	Werkingsstoelagen aan de pluralistische inrichtingen	1,0
44.12	Toelagen aan de vrije gesubsidieerde onderwijsinrichtingen, aan de diensten voor beroepsoriëntering en aan de vrije gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, bestemd voor de vergoeding van de stagiairs (economische herstelwet)	47,1
44.14	Toelage aan de Decrolyschool waar proefnemingen worden gedaan voor de praktische toepassing van de nieuwe methodes	1,2
44.21	Werkingsstoelagen aan de internaten verbonden aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen voor secundair onderwijs	155,2
44.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de vrije gesubsidieerde inrichtingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	2 947,6
Totaal voor hoofdstuk IV ...		41 968,8
Totaal voor sectie 52. — Secundair onderwijs ...		60 092,3

**SECTIE 53. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie :
gedeelte buitengewoon onderwijs**

**HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)**

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulp personeel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulp personeel, in dienst door een werkongeval getroffen)	2 200,7
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel	—
Totaal voor § 1 ...		2 200,7

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	0,1
12.02	Verbruikskosten in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaukosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publicaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	0,5

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen (<i>pro memorie</i>) .	—
12.04	Huur van mechanografische installaties	0,1
12.05	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	3,1
12.07	Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankoop van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, huurschade) (<i>pro memorie</i>)	—
12.20	Taaluitwisselingen, prijsuitreikingen, schoolreizen en -uitstappen, opvoedende manifestaties en publiciteit (<i>pro memorie</i>)	—
12.21	Verzekering van de leerlingen	1,0
12.26	Bezoldiging van het middagtoezicht (<i>pro memorie</i>)	—
12.45	Diverse verbruiks- en werkingsuitgaven van de Belgische scholen gevestigd op het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland	4,1
	Totaal voor § 2 ...	9,8
	Totaal voor hoofdstuk I ...	2 210,5
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid		
41.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs	—
41.23	Globale dotatie bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de diensten van de Gemeenschap met afzonderlijk beheer in het Gemeenschapsonderwijs (art. 3, § 1 van de wet van 29 mei 1959) (over te schrijven op artikel 70.02 C van Titel IV)	305,7
43.01	Weddetoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen	1 533,0
43.02	Werkingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
43.03	Bijdrage in de kosten van leerboeken en schoolbehoeften in de officiële gesubsidieerde scholen (<i>pro memorie</i>)	—
43.06	Toelagen voor de vergoeding van het middagtoezicht in de officiële gesubsidieerde scholen	0,8
43.07	Toelagen aan de officiële gesubsidieerde onderwijsinrichtingen, aan de diensten voor beroepsoriëntering en aan de officiële gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, bestemd voor de vergoeding van de stagiairs (economische herstelwet)	5,8
43.08	Vorming en bijscholing van leerkrachten van de officiële gesubsidieerde sector	4,8
43.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de officiële gesubsidieerde inrichtingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	137,8
44.01	Weddetoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen	3 117,6
44.02	Werkingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
44.03	Bijdrage in de kosten van leerboeken en schoolbehoeften in de vrije gesubsidieerde scholen (<i>pro memorie</i>)	—
44.06	Toelagen voor de vergoeding van het middagtoezicht in de vrije gesubsidieerde scholen ..	0,8
44.08	Vorming en bijscholing van leerkrachten van de vrije gesubsidieerde sector	8,4
44.12	Toelagen aan de vrije gesubsidieerde onderwijsinrichtingen, aan de diensten voor beroepsoriëntering en aan de vrije gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, bestemd voor de vergoeding van de stagiairs (economische herstelwet)	8,5
44.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de vrije gesubsidieerde inrichtingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	304,7
	Totaal voor hoofdstuk IV ...	5 427,9
HOOFDSTUK 01. — Diversen		
01.02	Vorming en bijscholing van leerkrachten van de Gemeenschap	4,8
	Totaal voor hoofdstuk I ...	4,8
	Totaal voor sectie 53. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte buitengewoon onderwijs ...	7 643,2

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
------	---------	------

SECTIE 54

Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek :
universitair onderwijs en wetenschappelijk onderzoekHOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen*
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door werkongeval getroffen)	58,1
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel	1,2
Totaal voor § 1		59,3
Totaal voor hoofdstuk I		59,3

HOOFDSTUK II. — *Rente en verliezen van bedrijven*

21.01	Toelagen aan de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, aan het Gemeentekrediet van België of aan een andere instelling die daartoe een overeenkomst met de Staat heeft gesloten, voor leningen aan het eigen vermogen van de instellingen voor universitair onderwijs die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat en de Gemeenschap, enkel voor onroerende installaties met sociale doeleinden (zie art. 60.44 A van titel IV)	24,0
21.02	Toelagen voor de onroerende installaties in de inrichtingen voor universitair onderwijs. — Instellingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat. — Onroerende installaties met sociale doeleinden (wet van 27 juli 1971). Overdracht van de kredieten beschikbaar op artikel 60.44 A van de Afzonderlijke sectie van de begroting van Onderwijs voor 1988 naar artikel 60.44 A van de Afzonderlijke sectie van deze begroting (kredieten verminderd met de vastleggingen, sinds 1 januari 1989 verricht op de betrokken overdrachten, eventueel aangepast in functie van materiële rechtzettingen gemeld door de Administratie der Thesaurie)	—
Totaal voor hoofdstuk II		24,0

HOOFDSTUK III. — *Inkomensoverdrachten*
aan andere sectoren

33.07	Toelagen aan wetenschappelijke en universitaire verenigingen	1,4
33.12	Toelagen voor de financiering van beurzen en aanverwante kosten aan het Belgisch Geschiedkundig Instituut te Rome, aan de Franse School te Athene en aan de onderzoekstations in het buitenland	1,3
33.13	Toelagen voor de financiering van beurzen en aanverwante kosten aan het Belgisch Geschiedkundig Instituut te Rome, aan de Franse School te Athene en aan de onderzoekstations in het buitenland	1,3
33.14	Toelage voor de intekening op sommige werken en voor de financiering van wetenschappelijke periodieke publikaties	7,9
33.16	Toelage aan het « Centre interuniversitaire de Formation permanente » te Charleroi, aan het « Centre universitaire de Charleroi » en aan het « Institut polytechnique de Charleroi » .	7,5
33.18	Toelagen aan de universiteiten en aan de instellingen die ermee gelijkgesteld zijn krachtens de gecoördineerde wetten op de toekenning van de academische graden en het programma der universitaire examens, en de wet van 9 april 1965 houdende diverse maatregelen voor de universitaire expansie, bestemd voor de werking van de sociale diensten, de oriënteringsdiensten, de spijshuizen en de studentenhuizen	358,4
33.19	Toelagen voor de financiering van congressen en colloquia in België, ingericht door Franstalige instellingen	1,6
33.20	Toelagen voor de financiering van congressen en colloquia in België, ingericht door Franstalige instellingen	0,8
Totaal voor hoofdstuk III		380,2

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid		
41.02	Toelagen aan het Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek (zie art. 60.21 A en 60.23 A van titel IV)	378,7
41.03	Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek (koninklijk besluit van 5 februari 1962, gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 april 1965) ; programma's van collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek op ministerieel initiatief. Overdracht van de kredieten beschikbaar op artikel 60.21 A van de Afzonderlijke sectie van de begroting van Onderwijs voor 1988 naar artikel 60.21 A van de Afzonderlijke sectie van deze begroting)	—
41.04	Toelagen aan het Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek (zie art. 60.21 A en 60.23 A van titel IV)	24,6
41.07	Toelagen aan het patrimonium van de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique », voor de werking van de nationale wetenschappelijke comités en van de bibliotheek	—
44.02	Werkingsuitkering aan de « Université catholique de Louvain » (in afwachting van de publicatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	3 942,8
44.05	Toelagen voor de onroerende installaties in de instellingen voor universitair onderwijs. — Vrije universiteiten of andere vrije universitaire instellingen. — Onroerende installaties met sociale doeleinden. Overdracht van de kredieten beschikbaar op artikel 60.46 A van de Afzonderlijke sectie van de begroting van Onderwijs voor 1988 naar artikel 60.46 A van de Afzonderlijke sectie van deze begroting	—
44.06	Toelagen en financiële lasten voor de onroerende installaties in de instellingen voor universitair onderwijs. — Vrije universiteiten of andere vrije universitaire instellingen. — Onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek (wet van 27 juli 1971). Overdracht van de kredieten beschikbaar op artikel 60.45 A van de Afzonderlijke sectie van de begroting van Onderwijs voor 1988 naar artikel 60.45 A van de Afzonderlijke sectie van deze begroting	—
44.07	Pensioentoeelagen aan de vrije universitaire instellingen (wet van 27 juli 1971)	—
44.08	Toelagen en financiële lasten voor onroerende investeringen aan de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, aan het Gemeentekrediet van België of aan een andere instelling die daartoe een overeenkomst met de Gemeenschap heeft gesloten voor leningen aan de vrije universitaire instellingen (over te schrijven op de artikelen 60.45 A en 60.46 A van titel IV)	2 208,0
44.09	Toelage aan de « Fondation universitaire luxembourgeoise » (universitaire instelling bedoeld in art. 22 van de wet van 28 mei 1971)	82,5
44.10	Toelage aan het « Institut universitaire d'Etudes du Judaïsme Martin Buber »	4,6
44.11	Krediet bestemd voor het financieren van de fondsen voor onderzoek van de vrije universitaire instellingen (<i>pro memorie</i>)	—
44.13	Werkingsuitkering aan de « Université libre de Bruxelles » (in afwachting van de publicatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	3 160,1
44.15	Werkingsuitkering aan de « Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix » te Namen (in afwachting van de publicatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	933,7
44.16	Werkingsuitkering aan de « Faculté universitaire catholique » te Bergen (in afwachting van de publicatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	219,0
44.18	Werkingsuitkering aan de « Faculté polytechnique » te Bergen (in afwachting van de publicatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	447,4
44.19	Werkingsuitkering aan de « Facultés universitaires Saint-Louis » te Brussel (in afwachting van de publicatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	201,7
Totaal voor hoofdstuk IV		11 603,1
HOOFDSTUK 01. — Diversen		
01.01	Werkingsuitkering aan de « Université de Liège » (in afwachting van de publicatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	2 740,4
01.06	Regeringscommissarissen en -afgevaardigden (uitgaven voor personeel, uitrusting en werking)	14,0
01.07	Bijdrage van de Staat ter toepassing van artikel 34 van de wet van 27 juli 1971 (in afwachting van de publicatie van de uitvoeringsbesluiten, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	163,2

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
01.08	Toelagesupplementen in uitvoering van artikel 35 van de wet van 27 juli 1971	—
01.11	Werkingsuitkering aan de « Université de Mons » (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	559,9
01.13	Werkingsuitkering aan de « Faculté des sciences agronomiques à Gembloux » (in afwachting van de publikatie der koninklijke besluiten houdende uitvoering van de wet van 27 juli 1971, kent de Minister van Onderwijs voorlopige voorschotten toe)	388,8
01.14	« Ecole d'Interprètes internationaux » te Bergen (terugbetaling aan de « Université de l'Etat » te Bergen) (<i>pro memorie</i>)	—
01.15	Uitgaven van allerlei aard ten einde de wetenschappelijke samenwerking te bevorderen tussen laboratoria, diensten en departementen van Belgische franstalige instellingen en van buitenlandse instellingen	2,1
01.19	Toelage aan « International Association for the evaluation of educational achievement » ..	5,0
Totaal voor hoofdstuk 01		3 873,4
Totaal voor sectie 54. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek : universitair onderwijs en wetenschappelijk onderzoek		15 940,0

**SECTIE 55. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek :
niet-universitair hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek**

**HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)**

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulp personeel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulp personeel, in dienst door een werkongeval getroffen)	1 763,1
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel	7,5
Totaal voor § 1		1 770,6

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	0,3
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaukosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	1,2
12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen (<i>pro memorie</i>) ..	—
12.04	Huur van mechanografische installaties	5,8
12.05	Allerhande vergoedingen aan het rijks personeel voor werkelijke lasten en materiële schade, evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	2,5
12.21	Verzekering van de leerlingen	6,0
12.23	Aankoop van grondstoffen en bijbehorend materieel bestemd voor didactische doeleinden (<i>pro memorie</i>)	—
Totaal voor § 2		15,6
Totaal voor hoofdstuk I		1 786,2

**HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten
binnen de sector overheid**

41.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs	—
41.23	Globale dotatie bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de diensten van de Gemeenschap met afzonderlijk beheer in het Gemeenschapsonderwijs (art. 3, § 1 van de wet van 29 mei 1959) (over te schrijven op artikel 70.02 C van Titel IV)	469,0

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
43.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentoeelagen aan de officiële gesubsidieerde instellingen	1 904,2
43.02	Werkingstoelagen aan de officiële gesubsidieerde instellingen (<i>pro memorie</i>)	—
43.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de officiële gesubsidieerde instellingen (art. 32, § 1) van de wet van 29 mei 1959)	239,1
44.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentoeelagen aan de vrije gesubsidieerde instellingen	2 921,9
44.02	Werkingstoelagen aan de vrije gesubsidieerde instellingen (<i>pro memorie</i>)	—
44.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de vrije gesubsidieerde instellingen (art. 32, § 1) van de wet van 29 mei 1959)	406,8
	Totaal voor hoofdstuk IV	5 941,0
HOOFDSTUK 01. — Diversen		
01.04	« Ecole d'Interprètes internationaux » te Bergen (terugbetaling aan de « Université de l'Etat » te Bergen)	14,4
01.10	Hoge Raden voor het hoger onderwijs	2,4
01.12	Vaste Raad voor het hoger onderwijs	0,3
01.16	Instituut Administratie — Universiteiten (<i>pro memorie</i>)	—
	Totaal voor hoofdstuk 01	17,1
	Totaal voor sectie 55. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek : niet-universitair hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek	7 744,3

**SECTIE 56. — Buitengewoon onderwijs
en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte sociale promotie**

**HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)**

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	764,4
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel	0,1
	Totaal voor § 1	764,5

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	6,6
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	0,6
12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen (<i>pro memorie</i>) ..	—
12.04	Huur van mechanografische installaties	0,7
12.05	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	2,4

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
12.07	Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankoop van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, huurschade) (<i>pro memorie</i>)	—
12.20	Taaluitwisselingen, prijsuitreikingen, schoolreizen en -uitstappen, opvoedende manifestaties en publiciteit (<i>pro memorie</i>)	—
12.21	Verzekering van de leerlingen	6,8
12.23	Aankoop van grondstoffen en bijbehorend materieel bestemd voor didactische doeleinden (<i>pro memorie</i>)	—
	Totaal voor § 2 ...	17,1
	Totaal voor hoofdstuk I ...	781,6
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid		
41.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs (<i>pro memorie</i>)	—
41.23	Globale dotatie bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de diensten van de Gemeenschap met afzonderlijk beheer in het Gemeenschapsonderwijs (art. 3, § 1, van de wet van 29 mei 1959) (over te schrijven op artikel 70.02 C van Titel IV)	64,2
43.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen	953,4
43.02	Werkingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
43.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de officiële gesubsidieerde inrichtingen (art. 32, § 1, van de wet van 29 mei 1959)	135,5
44.01	Weddetoelagen, forfaitaire toelagen en pensioentolagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen	726,8
44.02	Werkingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
44.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de vrije gesubsidieerde inrichtingen (art. 32, § 1 van de wet van 29 mei 1959)	81,3
	Totaal voor hoofdstuk IV ...	1 961,2
	Totaal voor sectie 56. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte sociale promotie ...	2 742,8

SECTIE 61. — Dienst voor het leerlingenvervoer

HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	49,6
	Totaal voor § 1 ...	49,6

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	9,2
-------	--	-----

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	49,9
12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen	21,0
12.05	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	0,9
12.22	Vervoerkosten	530,4
	Totaal voor § 2 ...	611,4
	Totaal voor hoofdstuk I ...	661,0
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid		
43.08	Bijdrage in de kosten voor het vervoer van gehandicapte kinderen van het officieel gesubsidieerd onderwijs of van gehandicapten die daarmee gelijkgesteld zijn	38,0
44.17	Bijdrage in de kosten voor het vervoer van gehandicapte kinderen van het vrij gesubsidieerd onderwijs of van gehandicapten die daarmee gelijkgesteld zijn	75,0
	Totaal voor hoofdstuk IV ...	113,0
	Totaal voor sectie 61. — Dienst voor het leerlingenvervoer ...	774,0

**SECTIE 64. — Organisatie van het Onderwijs
(het beheer van de P.M.S.-centra inbegrepen)****HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)**

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en ter beschikking gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een werkongeval getroffen)	698,2
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel	0,1
	Totaal voor § 1 ...	698,3

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de diensten van de Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	25,7
12.02	Verbruiksuitgaven in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven	72,4
12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen	1,7
12.05	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	8,5
12.06	Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het departement, met inbegrip van de aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen. — Belastingen slaande op gebouwen van de Gemeenschap of door haar gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen (<i>pro memoria</i>)	3,8

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
12.07	Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankoop van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuizingskosten, huurschade)	0,5
12.18	Onderhoudswerken ten laste van de Gemeenschap-eigenaar (<i>pro memorie</i>)	—
	Totaal voor § 2	108,8
	Totaal voor hoofdstuk I	807,1
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten aan andere sectoren		
33.02	Toelage aan de A.E.D.E. « Association européenne des Enseignants » — Officiële sector ...	0,1
33.03	Toelage aan de V.Z.W. « Sport, Culture, Ecole et Solidarité (S.C.E.S.) » te Brussel	12,0
33.04	Toelage aan de « Association pour la promotion des enseignants belges d'expression française à l'étranger » (A.P.E.F.E.)	64,1
33.17	Toelage aan de A.E.D.E. « Association européenne des Enseignants » — Vrije sector	0,1
33.18	Allerhande toelagen in verband met het onderwijs	6,6
33.20	Toelage aan de V.Z.W. « Fédération sportive de l'enseignement de la Communauté »	8,0
34.01	Belgische bijdrage aan de Conferentie van de Ministers van Onderwijs van de Franssprekende Staten van Afrika en van Madagascar	1,0
34.02	Toelage aan de « Académie internationale des Sciences de l'Education »	0,1
	Totaal voor hoofdstuk III	92,0
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de sector overheid		
41.01	Dotatie aan de Gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer (<i>pro memorie</i>)	—
41.23	Globale dotatie bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de als Gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer ingerichte psycho-medisch-sociale centra (art. 21 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1982) (over te schrijven op artikel 70.04 C van Titel IV)	100,0
43.01	Weddetoelagen aan de officiële gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra	419,5
43.02	Werkingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra (<i>pro memorie</i>)	—
43.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de officiële gesubsidieerde diensten voor beroepsoriëntering en psycho-medisch-sociale centra (art. 51 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1982)	48,2
44.01	Weddetoelagen aan de vrije gesubsidieerde en psycho-medisch-sociale centra	601,1
44.02	Werkingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde en psycho-medisch-sociale centra (<i>pro memorie</i>)	—
44.23	Forfaitaire toelagen bestemd voor de werkings- en uitrustingskosten van de vrije gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra (art. 51 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1982)	71,0
	Totaal voor hoofdstuk IV	1 239,8
HOOFDSTUK 01. — Diversen		
01.03	Nationaal informatiecentrum voor opvoeding	1,2
01.04	Lopende uitgaven met betrekking tot de pedagogische activiteiten van de Europese Gemeenschappen	5,3
01.05	Uitgaven van allerlei aard met betrekking tot de Hoge Raad voor het pluralistisch onderwijs	1,1
01.04	Lopende uitgaven met betrekking tot de pedagogische activiteiten van de Europese Gemeenschappen	2,7
	Totaal voor hoofdstuk 01	10,3
	Totaal voor sectie 64. — Organisatie van het Onderwijs (het beheer van de P.M.S.-centra inbegrepen)	2 149,2
	Totaal voor titel I. — Lopende uitgaven	131 216,5

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
------	---------	------

DEEL I

Kredieten voor de uitvoering van het investeringsprogramma

SECTIE 53. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte buitengewoon onderwijs

HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)

72.09	Aankoop, bouw en geschiktmaking van gebouwen bestemd voor het buitengewoon rijks-onderwijs (<i>pro memorie</i>) :	
	Vastleggingskredieten	—
	Ordonnanceringskredieten	—
	Totaal voor hoofdstuk VII	—
	Vastleggingskredieten	—
	Ordonnanceringskredieten	—
	Totaal voor sectie 53. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte buitengewoon onderwijs	—
	Vastleggingskredieten	—
	Ordonnanceringskredieten	—

SECTIE 54. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek : universitair onderwijs en wetenschappelijk onderzoek

HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de sector overheid

61.05	Kredieten voor de onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek in de inrichtingen voor universitair onderwijs die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Staat onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit nr. 167 van 30 december 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen, zoals het gewijzigd werd, inzonderheid bij de wet van 4 augustus 1986. (Zie artikelen 60.40 A, 60.41 A en 60.42 A, van Titel IV.) :	
	Vastleggingskredieten	225,0
	Ordonnanceringskredieten	125,0
64.05	Uitzonderlijke en niet-recurrente toelagen bestemd voor de voltooiing van de overheveling van de vestigingsplaatsen van de « Université catholique de Louvain-la-Neuve » :	
	Vastleggingskredieten	—
	Ordonnanceringskredieten	125,0
64.06	Uitzonderlijke en niet-recurrente toelagen bestemd voor de voltooiing van de overheveling van de vestigingsplaatsen van de « Université libre de Bruxelles » :	
	Vastleggingskredieten	—
	Ordonnanceringskredieten	50,0
	Totaal voor hoofdstuk VI :	
	Niet-gesplitste kredieten	—
	Vastleggingskredieten	225,0
	Ordonnanceringskredieten	300,0

HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)

72.07	Bouwkosten en geschiktmaking van gebouwen van het « Centre hospitalier universitaire de Liège » :	
	Vastleggingskredieten (<i>pro memorie</i>)	—
	Ordonnanceringskredieten	—
74.01	« Centre hospitalier universitaire de Liège ». — Uitrustingskosten :	
	Vastleggingskredieten (<i>pro memorie</i>)	—
	Ordonnanceringskredieten	—
	Totaal voor hoofdstuk VII :	
	Vastleggingskredieten	—
	Ordonnanceringskredieten	—

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
HOOFDSTUK VIII. — Kredietverleningen en deelnemingen		
81.01	Uitzonderlijke niet-recurrente kredieten bestemd voor de voltooiing van de overheveling van de vestigingsplaatsen van de universiteit te Luik :	
	Vastleggingskredieten	—
	Ordonnanceringskredieten	137,0
	Totaal voor hoofdstuk VIII :	
	Vastleggingskredieten	—
	Ordonnanceringskredieten	137,0
	Totaal voor sectie 54. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek : universitair onderwijs en wetenschappelijk onderzoek :	
	Niet-gesplitste kredieten	—
	Vastleggingskredieten	225,0
	Ordonnanceringskredieten	437,0
SECTIE 64. — Organisatie van het Onderwijs (met inbegrip van het beheer van de P.M.S.-centra)		
HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)		
72.05	Aankoop, bouw en geschiktmaking van gebouwen bestemd voor de psycho-medisch-sociale centra van de Staat en voor hun raadplegingskabinetten (<i>pro memorie</i>) :	
	Vastleggingskredieten	—
	Ordonnanceringskredieten	—
	Totaal voor hoofdstuk VII :	—
	Vastleggingskredieten	—
	Ordonnanceringskredieten	—
	Totaal voor sectie 64. — Organisatie van het Onderwijs (met inbegrip van het beheer van de P.M.S.-centra) :	
	Vastleggingskredieten	—
	Ordonnanceringskredieten	—
SECTIE 89. — Schoolgebouwen		
01.01	Kredieten toegekend aan het Gebouwenfonds voor de rijksscholen of aan de instellingen die de opdrachten ervan uitvoeren (overdracht naar art. 60.47 A van titel IV)	1 575,0
01.02	Kredieten toegekend aan het Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen of aan de instellingen die de opdrachten ervan uitvoeren (overdracht naar art. 60.48 A van titel IV)	550,0
01.04	Kredieten voor betaling van vaste en definitieve vastleggingen, vóór 1 januari 1989 verricht door het Gebouwenfonds voor de rijksscholen voor inrichtingen waarvan de eigendom aan de Franse Gemeenschap is overgedragen	—
01.05	Krediet voor betaling van toelagen voortvloeiend uit vaste en definitieve toezeggingen, vóór 1 januari 1989 gedaan door het Fonds voor provinciale en gemeentelijke schoolgebouwen voor inrichtingen die voor het onderwijs in de Franse Gemeenschap bestemd zijn .	—
	Totaal voor sectie 89	2 125,0
	Totaal voor deel I. — Kredieten voor de uitvoering van het investeringsprogramma	2 125,0
	Vastleggingskredieten	225,0
	Ordonnanceringskredieten	437,0

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
------	---------	------

DEEL II

Kredieten niet bestemd voor de uitvoering
van het investeringsprogramma

SECTIE 01

Kabinet van de Minister van Onderwijs en Vorming,
van Sport, van Toerisme en van Internationale Betrekkingen

HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)

74.01	Vermogensuitgaven van het Kabinet	1,0
	Totaal voor hoofdstuk VII	1,0
	Totaal voor sectie 01. — Kabinet van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen	1,0

SECTIE 02

Kabinet van de Minister van Onderwijs
en Wetenschappelijk Onderzoek van de Franse Gemeenschap

HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)

74.01	Vermogensuitgaven van het Kabinet	3,0
	Totaal voor hoofdstuk VII	3,0
	Totaal voor sectie 02. — Kabinet van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van de Franse Gemeenschap	3,0

SECTIE 40. — Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten

HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)

74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land	53,9
	Totaal voor hoofdstuk VII	53,9
	Totaal voor sectie 40. — Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten	53,9

SECTIE 51. — Voorschools en basisonderwijs

HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten
binnen de sector overheid

61.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs (<i>pro memorie</i>)	—
63.01	Uitrustingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
64.01	Uitrustingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
	Totaal voor hoofdstuk VI	—

HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)

74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land	0,2
	Totaal voor hoofdstuk VII	0,2
	Totaal voor sectie 51. — Voorschools- en basisonderwijs	0,2

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
SECTIE 52. — Secundair onderwijs		
HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de sector overheid		
61.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs (<i>pro memorie</i>)	—
63.01	Uitrustingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
64.01	Uitrustingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
	Totaal voor hoofdstuk VI	—
HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)		
70.01	Aanleg en uitrusting van speel- en sportpleinen	—
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land	0,2
	Totaal voor hoofdstuk VII	0,2
	Totaal voor sectie 52. — Secundair onderwijs	0,2
SECTIE 53. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte buitengewoon onderwijs		
HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de sector overheid		
61.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs (<i>pro memorie</i>)	—
63.01	Uitrustingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
64.01	Uitrustingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
	Totaal voor hoofdstuk VI	—
HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)		
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land	0,1
	Totaal voor hoofdstuk VII	0,1
	Totaal voor sectie 53. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte buitengewoon onderwijs	0,1
SECTIE 55. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek : niet-universitair hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek		
HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de sector overheid		
61.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs (<i>pro memorie</i>)	—
63.01	Uitrustingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
64.01	Uitrustingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
	Totaal voor hoofdstuk VI	—
HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)		
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land (<i>pro memorie</i>) ..	—
74.02	Aankoop van machines, meubilair, materieel bestemd voor de inrichtingen voor hoger onderwijs van het lange type (<i>pro memorie</i>)	—
	Totaal voor hoofdstuk VII	—
	Totaal voor sectie 55. — Hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek : niet-universitair hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek	—

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
SECTIE 56. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte sociale promotie		
HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de sector overheid		
61.01	Dotatie aan de diensten met afzonderlijk beheer van het Gemeenschapsonderwijs (<i>pro memorie</i>)	—
63.01	Uitrustingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
64.01	Uitrustingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde inrichtingen (<i>pro memorie</i>)	—
	Totaal voor hoofdstuk VI	—
HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)		
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land	0,1
	Totaal voor hoofdstuk VII	0,1
	Totaal voor sectie 56. — Buitengewoon onderwijs en onderwijs voor sociale promotie : gedeelte sociale promotie	0,1
SECTIE 61. — Dienst voor het leerlingenvervoer		
HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)		
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land (<i>pro memorie</i>) ..	—
	Totaal voor hoofdstuk VII	—
	Totaal voor sectie 61. — Dienst voor het leerlingenvervoer	—
SECTIE 64. — Organisatie van het Onderwijs (met inbegrip van het beheer van de P.M.S.-centra)		
HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de sector overheid		
61.01	Dotatie aan de Gemeenschapdiensten met afzonderlijk beheer (<i>pro memorie</i>)	—
63.01	Uitrustingsstoelagen aan de officiële gesubsidieerde en psycho-medisch-sociale centra (<i>pro memorie</i>)	—
64.01	Uitrustingsstoelagen aan de vrije gesubsidieerde en psycho-medisch-sociale centra (<i>pro memorie</i>)	—
	Totaal voor hoofdstuk VI	—
HOOFDSTUK VII. — Investerings (civiele)		
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land	3,1
	Totaal voor hoofdstuk VII	3,1
	Totaal voor sectie 64. — Organisatie van het Onderwijs (met inbegrip van het beheer van de P.M.S.-centra)	3,1
	Totaal voor deel II. — Kredieten niet bestemd voor de uitvoering van het investeringsprogramma	61,6
	Totaal voor titel II. — Kapitaaluitgaven :	
	Niet-gesplitste kredieten	2 186,6
	Vastleggingskredieten	225,0
	Ordonnanceringskredieten	437,0
	Algemeen totaal voor de titels I en II. — Begroting van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek :	
	Niet-gesplitste kredieten :	133 403,1
	Vastleggingskredieten	225,0
	Ordonnanceringskredieten	437,0
	Niet-gesplitste kredieten + ordonnanceringskredieten	133 840,1

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Art.	Litt.	Wijze van beschikking	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1990	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1990
SECTIE I							
Uitgaven van de Franse Gemeenschap op Inkomsten met speciale bestemming							
HOOFDSTUK I. — Fondsen voornamelijk gestijfd door begrotingskredieten							
60	21 (64)	A	Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek (koninklijk besluit van 5 februari 1962, gewijzigd bij koninklijk besluit van 14 april 1965) : programma's van collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek op ministerieel initiatief (zie art. 41.02, sectie 54 van Titel I)	0	49,3	49,3	0
60	23 (70)	A	Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek (koninklijk besluit van 5 februari 1962, gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 januari 1965 en bij overeenkomst van 8 april 1965) : programma's van collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek op initiatief van navorsers (zie art. 41.02, sectie 54 van Titel I)	0	329,4	329,4	0
60	40 (24)	A	Kredieten voor de onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek in de instellingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Gemeenschap onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit nr. 167 van 30 december 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen, zoals het gewijzigd werd, inzonderheid bij de wet van 4 augustus 1986 : « Université de Liège » (wet van 27 juli 1971) (zie art. 61.05, sectie 54 van Titel II). De ontvangsten zullen bepaald worden op basis van de verdeling tussen de betrokken instellingen overeenkomstig artikel 61.05 van sectie 54	0	—	—	0
60	41 (27)	A	Kredieten voor de onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek in de instellingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Gemeenschap onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit nr. 167 van 30 december 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen, zoals het gewijzigd werd, inzonderheid bij de wet van 4 augustus 1986 : « Université de Mons » (wet van 27 juli 1971) (zie art. 61.05, sectie 54 van Titel II). De ontvangsten zullen bepaald worden op basis van de verdeling tussen de betrokken instellingen overeenkomstig artikel 61.05 van sectie 54	0	—	—	0
60	42 (30)	A	Kredieten voor de onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek in de instellingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Gemeenschap onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit nr. 167 van 30 december 1982 betreffende de financiering van de universitaire investeringen, zoals het gewijzigd werd, inzonderheid bij de wet van 4 augustus 1986 : « Faculté des sciences agronomiques à Gembloux » (wet van 27 juli 1971) (zie art. 61.05, sectie 54 van Titel II). De ontvangsten zullen bepaald worden op basis van de verdeling tussen de betrokken instellingen overeenkomstig artikel 61.05 van sectie 54	0	—	—	0
60	44 (36)	A	Toelagen voor de onroerende installaties in de instellingen voor universitair onderwijs. — Instellingen voor universitair onderwijs, die geheel of gedeeltelijk gefinancierd worden op kosten van de Gemeenschap. — Onroerende installaties met sociale doeleinden (wet van 27 juli 1971) (zie art. 21.01, sectie 54 van Titel I)	0	24,0	24,0	0
60	45 (39)	A	Toelagen en financiële lasten voor de onroerende installaties in de instellingen voor universitair onderwijs. — Vrije universiteiten of andere vrije universitaire instellingen. — Onroerende installaties bestemd voor de administratie, het onderwijs en het onderzoek (wet van 27 juli 1971) (zie art. 44.08, sectie 54 van Titel I)	0	1 933,0	1 933,0	0
60	46 (42)	A	Toelagen voor de onroerende installaties in de instellingen voor universitair onderwijs. — Vrije universiteiten of andere vrije universitaire instellingen. — Onroerende installaties met sociale doeleinden (wet van 27 juli 1971) (zie art. 44.08, sectie 54 van Titel I)	0	275,0	275,0	0

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Art.	Litt.	Wijze van beschikking	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1990	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1990
60	47	A	Dotatie aan het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen (sector Franse Gemeenschap) of aan de instellingen die de opdrachten ervan uitvoeren (overdracht van art. 01.01 van sectie 89, Titel II) .	0	1575,0	1575,0	0
60	48	A	Dotatie aan het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen (sector Franse Gemeenschap) of aan de instellingen die de opdrachten ervan uitvoeren (overdracht van art. 01.02 van sectie 81, Titel II)	0	550,0	550,0	0
60	51	A	Dotatie aan het Gebouwenfonds voor de Rijksscholen (sector Franse Gemeenschap) of aan de instellingen die de opdrachten ervan uitvoeren, voor het dekken van ordonnanceringen die voortvloeden uit toezeggingen van vóór 1 januari 1989	0	0	0	0
60	52	A	Dotatie aan het Fonds voor Provinciale en Gemeentelijke Schoolgebouwen (sector Franse Gemeenschap) of aan de instellingen die de opdrachten ervan uitvoeren, voor de betaling van toelagen voortvloeiend uit vaste en definitieve toezeggingen van vóór 1 januari 1989	0	0	0	0
Totalen voor hoofdstuk I				0	4735,7	4735,7	0
HOOFDSTUK II. — <i>Wederbeleggingsfondsen van begrotingskredieten</i>							
63	02 (34)	C	Leningsfonds voor de personeelsleden in actieve dienst, de gepensioneerden en hun weduwe, rechthebbende op een overlevingspensioen (zie art. 11.05, sectie 40 van Titel I)	0	12,3	12,3	0
Totalen voor hoofdstuk II				0	12,3	12,3	0
HOOFDSTUK III. — <i>Fondsen gestijfd door bijzondere inkomsten</i>							
66	01 (58)	A	Opbrengst van het kapitaal bestemd tot behoud van de verzamelingen aan de Gemeenschap overgemaakt voor de « Université de Liège » door baron Wittert en tot vermeerdering van de oude boeken en gravuren en van de Chinese boeken (koninklijk besluit van 14 mei 1903 en overeenkomst tot inkoop van eeuwigdurende rente, gesloten op 10 mei 1938)	0	0,1	0,1	0
66	10	C	Speciale fondsen bestemd voor het uitkeren van de bezoldiging en de onkosten van de controleorganen van de Gemeenschap bij de instellingen van openbaar nut, onderworpen aan de wetten van 10 juni 1937 en van 16 maart 1954, alsmede bij alle andere parastatale instellingen	0	0,1	0,1	0
66	20 (18)	A	Fonds bestemd voor de aanwending van de opbrengst van de internaatsgelden van de Belgische en van de buitenlandse leerlingen en studenten waarvan de ouders niet in België verblijven en die in een internaat toegevoegd aan een onderwijsinstelling zijn ondergebracht	0	0,1	0,1	0
66	21 (21)	A	Fonds bestemd voor de aanwending van de opbrengst van het schoolgeld van de buitenlandse leerlingen en studenten waarvan de ouders niet in België gedomicilieerd zijn en die onderwijs genieten in een onderwijsinstelling	0	2,5	2,5	0
66	22 (24)	A	Fonds bestemd voor de aanwending van het deel van het schoolgeld van de buitenlandse leerlingen en studenten waarvan de ouders niet in België gedomicilieerd zijn en die onderwijs genieten in een officiële gesubsidieerde onderwijsinstelling, deel dat het bedrag overtreft der inhoudingen gedaan door deze instellingen uit hoofde van de werkingstoelagen verschuldigd voor diezelfde leerlingen en studenten	0	10,0	10,0	0
66	23 (27)	A	Fonds bestemd voor de aanwending van het deel van het schoolgeld van de buitenlandse leerlingen en studenten waarvan de ouders niet in België gedomicilieerd zijn en die onderwijs genieten in een vrije gesubsidieerde onderwijsinstelling, deel dat het bedrag overtreft der inhoudingen gedaan door deze instellingen uit hoofde van de werkingstoelagen verschuldigd voor diezelfde leerlingen en studenten	0	30,0	30,0	0
66	26 (36)	A	Fonds bestemd voor de aanwending van de opbrengst van de abonnementsgelden voor het vervoer van leerlingen, evenals van de sommen gerecupereerd door de juridische dienst ingevolge ongevallen met voertuigen beheerd door de dienst voor leerlingvervoer	0	10	10	0

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Art.	Litt.	Wijze van beschikking	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1990	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1990
66	27	A	Fonds bestemd voor de aanwending van de opbrengst van het ter beschikking stellen der schoollokalen en terreinen na de schooluren aan verenigingen voor het beleggen van eigen socio-culturele activiteiten overeenkomstig de ministeriële omzendbrief nr. 901/VG.8/1978, dd. 15 februari 1978, voor het betalen van onderhouds- en uitbatingskosten (<i>pro memorie</i>)	—	—	—	—
66	33 (57)	A	Fonds bestemd voor de aanwending van het inschrijvingsgeld betaald door de leerlingen van een Rijksinrichting voor sociale promotie (<i>pro memorie</i>)	—	—	—	—
66	34	A	Fonds bestemd voor de aanwending van het inschrijvingsgeld betaald door de leerlingen van een gesubsidieerde officiële onderwijsinrichting voor sociale promotie (<i>pro memorie</i>)	—	—	—	—
66	38	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen in het basisonderwijs. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend ten belope van de bedragen toegekend door het Brusselse en het Waalse Gewest ..	—	—	—	—
66	39	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen in het buitengewoon onderwijs. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend ten belope van de bedragen toegekend door het Brusselse en het Waalse Gewest	—	—	—	—
66	40	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen in het onderwijs voor sociale promotie. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend door het Brusselse en het Waalse Gewest	—	—	—	—
66	41	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen in het secundair onderwijs. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend door het Brusselse en het Waalse Gewest	—	—	—	—
66	42	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen in het niet-universitair hoger onderwijs. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend ten belope van de bedragen toegekend door het Brusselse en het Waalse Gewest	—	—	—	—
66	43	B	Bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen in het secretariaat-generaal en de gemeenschappelijke diensten. Indien dit artikel een debetsaldo vertoont, kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend ten belope van de bedragen toegekend door het Brusselse en het Waalse Gewest	—	—	—	—
66	44	B	Fonds bestemd voor de uitgaven ten laste van een begrotingsartikel behorend tot de bevoegdheid van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen, voor de uitgaven van het lopende jaar en van de vorige jaren	—	—	—	—
66	45	B	Fonds bestemd voor de uitgaven ten laste van een begrotingsartikel behorend tot de bevoegdheid van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, voor de uitgaven van het lopende jaar en van de vorige jaren	—	—	—	—
66	46	B	Fonds bestemd voor de uitgaven ten laste van een begrotingsartikel behorend tot de gemeenschappelijke bevoegdheid van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale betrekkingen en van de Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, voor de uitgaven van het lopende jaar en van de vorige jaren	—	—	—	—
66	47	B	Fonds voor ontwikkeling en financiering van het wetenschappelijke onderzoek	—	—	—	—
66	35 (63)	A	Fonds bestemd voor de aanwending van het inschrijvingsgeld betaald door de leerlingen van een gesubsidieerde vrije onderwijsinrichting voor sociale promotie (<i>pro memorie</i>)	—	—	—	—
66	36 (66)	B	Fonds bestemd voor de opbrengst van de terugvordering van de lonen, wedden en weddetoelagen, uitkeringen en bijkomende voordelen van de personeelsleden van het onderwijs van de Gemeenschap of de Staat en het door de Gemeenschap of de Staat gesubsidieerd onderwijs, ter beschikking gesteld buiten het onderwijs, en de opbrengst van de terugvordering van bedragen die ten onrechte werden betaald als lonen, wedden, weddetoelagen, uitkeringen en bijkomende voordelen aan het personeel van het gemeenschaps- of rijksonderwijs en aan het personeel van het door de Gemeenschap of de Staat gesubsidieerd onderwijs	0	740,0	740,0	0

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Art.	Litt.	Wijze van beschikking	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1990	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1990
66	37	B	Fonds bestemd voor de opbrengst van de verkoop van roerende goederen en van diverse prestaties	0	0,1	0,1	0
67	02 (70)	B	Stichtingen, schenkingen, legaten en prijzen (overeenkomstig de tabel in bijlage)	—	0,7	0,7	—
Totalen voor hoofdstuk III				0	793,6	793,6	—
Totalen voor sectie I. — Uitgaven van de Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming				0	5 541,6	5 541,6	0
SECTIE II							
Gemeenschapsdiensten onderworpen aan bijzondere beheersregels							
HOOFDSTUK I							
<i>Gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer</i>							
70	20 (81)	C	Onderwijsgestichten behorende bij het Ministerie van Onderwijs. — Exploitatiefonds	19,5	6,5	5	21
Totalen voor hoofdstuk I				19,5	6,5	5	21
HOOFDSTUK Ibis. — Gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer van het gemeenschapsonderwijs							
70	02 (27)	C	Samengevoegde begrotingen van de gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer van het gemeenschapsonderwijs (overdracht van art. 41.23, secties 51, 52, 53, 55 en 56 van Titel I)	—	3 033,5	3 033,5	—
70	04 (33)	C	Samengevoegde begrotingen van de gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer van het gemeenschapsonderwijs (overdracht van art. 41.23, sectie 64 van Titel I)	—	100	100	—
Totalen voor hoofdstuk Ibis				—	3 133,5	3 133,5	—
Totalen voor sectie II. — Gemeenschapsdiensten onderworpen aan bijzondere beheersregels				19,5	3 140,0	3 140,0	21,0
Totalen voor Titel IV. — Afzonderlijke sectie				19,5	8 681,6	8 680,1	21,0

TABEL 2

Uitgaven voor onderwijs en vorming en culturele uitgaven voor onderwijs gefinancierd bij toepassing van de artikelen 10, 37, 42 tot 46 en 61 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten (personenbelasting en kijk- en luistergeld)

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
------	---------	------

SECTIE 81. — Algemene zaken

HOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)*

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden : 11. Franse Gemeenschap	
-------	---	--

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
12.02	Allerhande werkingsuitgaven voor de Administratie :	
	11. Franse Gemeenschap	0,2
12.70	Dienst voor studies en wetenschappelijk onderzoek : lopende uitgaven voor dienstactiviteiten en voor studies en enquêtes op socio-cultureel, sport- en opleidingsvlak :	
	11. Franse Gemeenschap	—
12.71	Dienst voor studies en wetenschappelijk onderzoek : lopende uitgaven voor dienstactiviteiten en voor studies en enquêtes op het vlak van gezondheid en onderwijs :	
	11. Franse Gemeenschap	—
12.73	Dienst voor studies en wetenschappelijk onderzoek op onderwijsgebied :	
	11. Franse Gemeenschap	—
	Totalen voor § 2	2,3
	Totalen voor hoofdstuk I	2,3

HOOFDSTUK III. — *Inkomensoverdrachten naar andere sectoren*

Inkomensoverdrachten aan gezinnen

33.02	Tenlasteneming door de Franse Gemeenschap van :	
	— de onderwijskosten en de studietoelagen bedoeld in de artikelen 11, 12 en 13 van de wet van 28 juni 1956;	
	— de onderwijskosten van de wezen bedoeld in artikel 14 van de bovenvermelde wet van 28 juni 1956 :	
	12. Frans taalgebied	0,1
	13. Brussels Gewest	0,1
		0,2
33.03	Toelagen voor de bevordering van het onderzoek op het gebied van de gezondheid :	
	21. Franse Gemeenschap	—
33.04	Dienst voor studies en wetenschappelijk onderzoek. — Financiering van onderzoek op onderwijsgebied :	
	11. Franse Gemeenschap	—
33.05	Dienst voor studies en wetenschappelijk onderzoek :	
	Financiering van onderzoek op het gebied van Sociale Zaken :	
	21. Franse Gemeenschap	3,1
33.06	Dienst voor studies en wetenschappelijk onderzoek :	
	Financiering van onderzoek op opleidingsgebied :	
	11. Franse Gemeenschap	—
33.07	Dienst voor studies en wetenschappelijk onderzoek :	
	Financiering van onderzoek op sportgebied :	
	11. Franse Gemeenschap	—
33.08	Dienst voor studies en wetenschappelijk onderzoek :	
	Financiering van onderzoek op socio-cultureel gebied :	
	11. Franse Gemeenschap	10,0
33.10	Toelage aan de dienst voor experimentele pedagogie van de universiteit te Luik :	
	11. Franse Gemeenschap	—
	Totalen voor hoofdstuk III	13,3

HOOFDSTUK IV. — *Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector*Inkomensoverdrachten naar fondsen
en openbare instellingen zonder bedrijfskarakter

41.01	Toelagen aan het Instituut tot Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw :	
	11. Franse Gemeenschap	—
41.02	Toelagen aan het Interuniversitair College van doctorale studies in de managementwetenschappen :	
	11. Franse Gemeenschap	—
	21. Franse Gemeenschap	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
41.03	Toelagen aan het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek en aan het Instituut tot aanmoediging van het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid en landbouw, voor de toekenning van beurzen :	
	11. Franse Gemeenschap	—
	Totalen voor hoofdstuk IV ...	—
	Totalen voor sectie 81. — Algemene zaken : ...	
	11. Franse Gemeenschap ...	12,3
	12. Frans taalgebied ...	0,1
	13. Brussels Gewest ...	0,1
	21. Franse Gemeenschap ...	3,1
		15,6
SECTIE 82. — Vorming		
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)		
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en diensten		
12.30	Uitgaven van alle aard in verband met vorming :	
	11. Franse Gemeenschap	20,0
12.50	Dienst voor de landbouwscholing : lopende uitgaven in verband met de activiteiten van de dienst :	
	12. Frans taalgebied	—
	13. Brussels Gewest	—
	Totalen voor § 2 ...	20,0
	Totalen voor hoofdstuk I ...	20,0
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren		
Inkomensoverdrachten aan gezinnen		
33.01	Toelage voor onderzoekswerk op het gebied van de vorming :	
	11. Franse Gemeenschap	3,0
33.20	Toelagen aan het « Institut francophone de formation permanente des classes moyennes » :	
	12. Frans taalgebied	583,3
	13. Brussels Gewest	117,2
		700,5
33.21	Toelagen aan het « Institut francophone de formation permanente des classes moyennes » voor coördinatie en overleg inzake permanente vorming van de middenstanders :	
	11. Franse Gemeenschap	12,5
33.23	Toelagen aan het Instituut van de Middenstand om de lasten op onroerende goederen te dekken voor de vormingscentra :	
	12. Frans taalgebied	32,1
	13. Brussels Gewest	25,9
		58,0
33.24	Toelagen aan vormingscentra voor gezins- en bejaardenhelpsters :	
	21. Franse Gemeenschap	4,5
33.25	Vervolmakingscursussen voor verplegers, voor vroedvrouwen-verpleegsters en andere medische hulpkrachten :	
	21. Franse Gemeenschap	—
33.26	Tegemoetkomingen van alle aard in verband met de beroepsopleiding van de middenstand :	
	11. Franse Gemeenschap	2,4
33.27	Toelagen om de lasten van de onroerende goederen van de opleidingscentra te dekken ...	—
33.30	Toelagen voor de beroepskwalifikatie van personen die in de landbouw werkzaam zijn :	
	12. Frans taalgebied	—
	13. Brussels Gewest	—
33.31	Vergoedingen voor sociale promotie aan de landbouwers en hun hulpkrachten (vorige jaren inbegrepen) :	
	11. Franse Gemeenschap	0,2

TITEL I. -- Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
33.32	Toelagen aan tuinbouwamateursverenigingen : 11. Franse Gemeenschap	—
33.33	Toelagen aan de non-profit sector inzake voortgezette opleiding : 11. Franse Gemeenschap	85,5
33.41	Vergoedingen voor sociale promotie van de arbeiders; kredieturen : 21. Franse Gemeenschap	4,2
33.42	Toelagen voor de organisatie van cursussen voor landbouwers en vergoedingen voor sociale promotie : 11. Franse Gemeenschap	35,0
Totalen voor hoofdstuk III		905,8

HOOFDSTUK IV. -- Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector

Inkomensoverdrachten naar fondsen
en openbare instellingen zonder bedrijfskarakter

41.01	Toelagen aan de « Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi pour la formation professionnelle » : 11. Franse Gemeenschap	1 801,4
	12. Frans taalgebied	—
	13. Brussels Gewest	—
41.02	Toelage aan het Rijksfonds voor Sociale Reclassering van de Mindervaliden als bijdrage in de uitgaven voor opleiding, beroepsherscholing en sociale reclassering van de mindervaliden : 21. Franse Gemeenschap	1,1
41.04	Aanvullende toelagen aan de « Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi pour la formation professionnelle » : 11. Franse Gemeenschap	181,9
41.06	Toelagen voor de werkingskosten van de subregionale tewerkstellingscomités : 11. Franse Gemeenschap	10,0
43.65	Toelagen aan opleidingscentra voor gezins- en bejaardenhelpsters : 21. Franse Gemeenschap	1,0
Totalen voor hoofdstuk IV		1 775,4
Totalen voor sectie 82. -- Vorming :		
	11. Franse Gemeenschap	1 931,9
	12. Frans taalgebied	615,4
	13. Brussels Gewest	143,1
	21. Franse Gemeenschap	10,8
		2 701,2

SECTIE 83. -- Kunstonderwijs en artistieke vorming

HOOFDSTUK I. -- Consumptieve bestedingen
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en in disponibiteit gestelde personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen -- met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan familieleden van het slachtoffer in geval van overlijden -- alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een arbeidsongeval getroffen) : 11. Franse Gemeenschap	81,3
	12. Frans taalgebied	290,9
	13. Brussels Gewest	225,9
Totalen voor § 1		598,1

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten		
12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten in burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden :	
	11. Franse Gemeenschap	1,0
12.02	Consumptieve bestedingen in verband met het betrekken van de lokalen — met uitzondering van de uitgaven voor energie en onderhoud. — Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, retributies, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere bestuursuitgaven :	
	11. Franse Gemeenschap	1,0
12.05	Allerlei vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, alsook de vervoerkosten betreffende diensttreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Franse Gemeenschap-werkgever in de sociale abonnementen) :	
	11. Franse Gemeenschap	1,0
Subtotalen voor de artikelen 12.01 tot 12.05 ...		3,0
12.23	Koninklijke Muziekconservatoria. — Virtuositetsprijs :	
	11. Franse Gemeenschap	—
12.25	Organisatie van volmakingscursussen, seminars, voordrachten, stages en voorlichtingsdagen. — Uitgaven van alle aard :	
	11. Franse Gemeenschap	1,0
Totalen voor § 2 ...		4,0
Totalen voor hoofdstuk I ...		602,1
HOOFDSTUK III. — <i>Inkomensoverdrachten naar andere sectoren</i>		
Inkomensoverdrachten aan gezinnen		
33.02	Toelagen aan de instelling van openbaar nut « Académie internationale d'été de Wallonie » :	
	12. Frans taalgebied	5,8
33.04	Toelagen aan diverse verenigingen. — Uitgaven van alle aard :	
	11. Franse Gemeenschap	10,0
Totalen voor hoofdstuk III ...		15,8
HOOFDSTUK IV. — <i>Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector</i>		
Inkomensoverdrachten naar fondsen en openbare instellingen zonder bedrijfskarakter		
41.01	Dotatie aan de zes inrichtingen voor kunstonderwijs met afzonderlijk beheer van de Franse Gemeenschap :	
	11. Franse Gemeenschap	94,6
43.02	Weddetoelagen aan de gesubsidieerde officiële muziekscholen van tweede categorie :	
	12. Frans taalgebied	102,2
	13. Brussels Gewest	8,7
Totalen voor hoofdstuk IV ...		110,9
43.04	Werkingsstoelagen aan muziekscholen van eerste categorie alsook aan de gesubsidieerde officiële tekenacademiën :	
	11. Franse Gemeenschap	—
	12. Frans taalgebied	55,0
	13. Brussels Gewest	34,2
Totalen voor hoofdstuk V ...		89,2
43.05	Weddetoelagen aan de gesubsidieerde officiële inrichtingen voor kunstonderwijs :	
	12. Frans taalgebied	1 074,9
	13. Brussels Gewest	491,5
Totalen voor hoofdstuk VI ...		1 566,4

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
43.08	Toelagen aan gesubsidieerde officiële inrichtingen, voor pedagogische experimenten : 11. Franse Gemeenschap	3,0
	Totalen voor de artikelen 43	1 769,5
	Inkomensoverdrachten naar het vrij onderwijs	
44.02	Weddetoelagen aan de gesubsidieerde vrije muziekscholen van tweede categorie : 12. Frans taalgebied	25,1
44.04	Werkingsstoelagen aan de muziekscholen van eerste categorie alsook aan de gesubsidieerde vrije tekenacademiën en -scholen : 11. Franse Gemeenschap	5,2
	12. Frans taalgebied	23,9
	13. Brussels Gewest	16,6
		45,7
44.05	Weddetoelagen aan de gesubsidieerde vrije inrichtingen voor kunstonderwijs : 11. Franse Gemeenschap	68,1
	12. Frans taalgebied	313,7
	13. Brussels Gewest	118,9
		500,7
44.06	Toelagen aan gesubsidieerde vrije inrichtingen, voor pedagogische experimenten : 11. Franse Gemeenschap	0,2
	Totalen voor de artikelen 44	571,7
	Totalen voor hoofdstuk IV	2 435,8
	HOOFDSTUK 01. — Diversen	
	Niet economisch verdeeld	
01.10	Uitzonderlijke aanzuivering van achterstallen met betrekking tot vorige jaren in de sector Kunstonderwijs, met inbegrip van de weddetoelagen aan muziekscholen van tweede categorie (het op 31 december beschikbare saldo kan naar de volgende begrotingsjaren overgedragen worden ten einde de door deze tekst bedoelde uitgaven te bestrijden) : 11. Franse Gemeenschap	—
	Totalen voor hoofdstuk 01	—
	Totalen voor sectie 83. — Kunstonderwijs en artistieke vorming :	266,4
	11. Franse Gemeenschap	—
	12. Frans taalgebied	1 891,5
	13. Brussels Gewest	895,8
		3 053,7

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
	SECTIE 84. — Basisonderwijs			
	HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten aan andere sectoren			
	Inkomensoverdrachten aan gezinnen			
33.02	Toelage aan de Belgische afdeling van de Wereldorganisatie voor het voorschools onderwijs : 01. Bestuur van het basisonderwijs	—	—	—
	Totalen voor hoofdstuk III	—	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen franken)

Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
HOOFDSTUK 01. — Diversen				
Niet economisch verdeeld				
01.02	Bijdrage van de Franse Gemeenschap ten gunste van de inrichtingen met het Frans als onderwijstaal, die onderwijs in het Frans verstrekken buiten de territoriale grenzen van de Franse Gemeenschap	—	—	—
	Totalen voor hoofdstuk 01	—	—	—
	Totalen voor sectie 84. — Basisonderwijs	—	—	—
SECTIE 85. — Buitengewoon onderwijs				
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)				
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten				
12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten in burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden (met inbegrip van de uitgaven behorende tot de vorige dienstjaren)	—	—	—
	Totalen voor § 2	—	—	—
	Totalen voor hoofdstuk I	—	—	—
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren				
Inkomensoverdrachten aan gezinnen				
33.01	Toelagen voor pedagogische doeleinden, toelagen in de vorm van intekening op werken, steun aan onderzoekswerk, steun aan pedagogische tijdschriften	—	—	—
	Totalen voor hoofdstuk III	—	—	—
	Totalen voor sectie 85. — Buitengewoon onderwijs	—	—	—
SECTIE 86. — Secundair onderwijs				
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)				
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten				
12.46	Aanmoediging van pedagogische tijdschriften, van de stellers van didactische werken, van de deelnemers aan pedagogische werkzaamheden en van de centra voor pedagogische experimenten en wetenschappelijk onderzoek	—	—	—
	Totalen voor § 2	—	—	—
	Totalen voor hoofdstuk I	—	—	—
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren				
Inkomensoverdrachten aan gezinnen				
33.01	Pedagogische toelagen, toelagen in de vorm van intekening op werken, steun voor onderzoekswerk, steun voor pedagogische tijdschriften	—	—	—
	Totalen voor hoofdstuk III	—	—	—
	Totalen voor sectie 86. — Secundair onderwijs	—	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
SECTIE 87. — Universitair onderwijs		
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)		
§ 1. Lonen en sociale lasten		
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel van de Franse Gemeenschap :	
	01. Kosten voor de controle op universitaire instellingen	—
	02. Examencommissies	—
	Totalen voor § 1	—
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten		
12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten in burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden. — Reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden :	
	01. Examencommissies	—
	02. Allerhande toelagen aan de leden van de examencommissies en begeleidingscomités, door de Franse Gemeenschap georganiseerd	0,5
		0,5
12.05	Allerlei vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, alsook vervoerkosten betreffende de dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Franse Gemeenschap-werkgever in de prijs van de sociale abonnementen) :	
	01. Examencommissies	—
	Totalen voor de artikelen 12.01 tot 12.05	0,5
	Totalen voor § 2	0,5
	Totalen voor hoofdstuk I	0,5
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren		
Inkomensoverdrachten aan gezinnen		
33.06	Toelage aan de faculteit voor protestantse godgeleerdheid te Brussel	6,0
33.07	Toelage aan de sociale dienst van de faculteit voor protestantse godgeleerdheid te Brussel	0,2
33.08	Reisbeurzen voor houders van universitaire diploma's	—
33.09	Universitaire wedstrijden : geldprijzen	—
33.10	Aanmoedigingsstoelage voor kandidaten voor de titel van geaggregeerde voor het hoger onderwijs, speciaal doctor, magister in de godgeleerdheid, magister in het kerkelijk recht en magister cooptatus	—
	Totalen voor de artikelen 33	6,2
Inkomensoverdrachten aan het buitenland		
34.01	Bijdrage van België voor « Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES) »	—
	Totalen voor hoofdstuk III	6,2
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector		
Inkomensoverdrachten naar fondsen en openbare instellingen zonder bedrijfskarakter		
41.01	Toelage tot stijving van het NFWO (wet van 27 juli 1971)	445,4
41.02	Werkingsstoelage « Conseil interuniversitaire de la Communauté française »	3,0
41.03	Toelage aan het NFWO voor een aanvullend programma tot stimulering van zijn werkzaamheid op het niveau van de Franse Gemeenschap	—
41.04	Toelage aan het NFWO in verband met het plan voor de uitbreiding van het wetenschappelijk en technisch potentieel in België	127,4
41.05	Toelagen aan de erkende centra voor menselijke genetica	31,5
41.06	Toelage aan het fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek	13,0
41.07	Toelagen aan het nationaal fonds voor geneeskundig wetenschappelijk onderzoek	260,5
41.08	Toelagen aan het interuniversitair instituut voor kernwetenschappen (I.I.K.W.)	268,4

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
41.09	Toelagen aan overlegde onderzoekprogramma's in de fundamentele wetenschappen en aan wetenschappelijke activiteiten van overheidsdiensten in het kader van een nationaal programma voor enkele richtingen van uitzonderlijk belang voor de wetenschappelijke, culturele, economische en sociale ontwikkeling	274,6
41.10	Toelagen aan het IWONL voor de toekenning van vormingsbeurzen :	
41.11	11. Franse Gemeenschap	162,6
41.12	Overdracht aan de bijzondere fondsen voor onderzoek in de universitaire instellingen	292,5
	Toelagen voor het interuniversitair college voor doctorale studies in managementwetenschappen :	
	11. Franse Gemeenschap	10,0
	Inkomensoverdrachten naar provincies, gemeenten en daarmee gelijkgestelde instellingen	
43.10	Werkingsstoelagen in uitvoering van de wet van 27 juli 1971 op de financiering van de universiteiten en de controle van de universitaire instellingen	—
	Inkomensoverdrachten naar het vrij onderwijs	
44.10	Werkingsstoelagen in uitvoering van de wet van 27 juli 1971 op de financiering van de universiteiten en de controle van de universitaire instellingen	—
	Totalen voor hoofdstuk IV ...	1 886,9
	Totalen voor sectie 87. — Universitair onderwijs ...	1 895,6

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen franken)

Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten
SECTIE 88. — Hoger onderwijs				
met uitzondering van het universitair onderwijs				
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen				
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)				
§ 1. Lonen en sociale lasten				
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel van de Franse Gemeenschap :			
	01. Examencommissies	—	—	—
	Totalen voor § 1.	—	—	—
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten				
12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten in burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden. — Reis- en verblijfskosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden (met inbegrip van uitgaven voor de vorige dienstjaren) :			
	01. Examencommissies	—	—	—
	02. Andere diensten	—	—	—
12.05	Allerlei vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, alsook vervoerkosten betreffende de dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Franse Gemeenschap-werkgever in de prijs van de sociale abonnementen) :			
	01. Examencommissies	—	—	—
	02. Andere diensten	—	—	—
	Totalen voor § 2	—	—	—
	Totalen voor hoofdstuk I ...	—	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen franken)

Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten
HOOFDSTUK III. — <i>Inkomensoverdrachten naar andere sectoren</i>				
Inkomensoverdrachten aan gezinnen				
33.11	Pedagogische toelagen, toelagen in de vorm van intekening op werken, steun voor researchwerk, steun voor pedagogische tijdschriften	—	—	—
Inkomensoverdrachten in het buitenland				
33.04	Toelage aan « Agence de coopération culturelle et technique » (gevestigd te Parijs)	—	—	—
Totalen voor hoofdstuk III		—	—	—
Totalen voor sectie 88. — Hoger onderwijs met uitzondering van het universitair onderwijs		—	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
------	---------	------

SECTIE 94. — « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »

HOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen*
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en in disponibiliteit gestelde personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulp personeel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan familieleden van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulp personeel, in dienst door een arbeidsongeval getroffen)	16,4
11.04	Allerlei toelagen aan het personeel van de Franse Gemeenschap: 11. Franse Gemeenschap	0,1
Totalen voor § 1		16,5

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten in burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden. — Reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden (met inbegrip van uitgaven voor de vorige dienstjaren)	2,6
12.02	Consumptieve bestedingen in verband met het betrekken van de lokalen — met uitzondering van de uitgaven voor energie en onderhoud — Leveringen van goederen en diensten; bureaunkosten, vervoer, belastingen, retributies, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere bestuursuitgaven	4,4
12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen	0,6
12.05	Allerlei vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, alsook de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Franse Gemeenschap-werkgever in de sociale abonnementen)	0,1
12.07	Uitzonderlijke kosten in verband met diensten en niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor de geschiktmaking van nieuwe lokalen, kosten voor verhuizing, huurschade)	0,7
Totalen voor § 2		8,4
Totalen voor hoofdstuk I		24,9

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren		
Inkomensoverdrachten aan gezinnen		
33.01	Toelage voor de financiering van de uitreiking van prijzen en van andere activiteiten van de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »	1,7
	Totalen voor hoofdstuk III	1,7
HOOFDSTUK IV. — Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector		
Inkomensoverdrachten naar fondsen en openbare instellingen zonder bedrijfskarakter		
41.01	Toelagen voor het eigen vermogen van de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »	10,4
	Totaal voor hoofdstuk IV	10,4
	Totaal voor sectie 94. — « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »	37,0
SECTIE 95. — Wetenschappelijk onderzoek Onderwijs en Vorming		
HOOFDSTUK 01. — Diversen		
Niet economisch verdeeld		
01.01	Personeels- en werkingsuitgaven voor de deelneming van België aan wetenschappelijke internationale activiteiten	1,6
	Totalen voor hoofdstuk 01	1,6
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)		
§ 1. Lonen en sociale lasten		
11.03	Bezoldigingen van het actief en in disponibiteit gestelde personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulp personeel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan familieleden van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijke of hulp personeel, in dienst door een arbeidsongeval getroffen) :	
	01. « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »	0
11.04	Allerhande toelagen aan het personeel van de Franse Gemeenschap	0
	Totalen voor § 1	0
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten		
12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten in burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden (met inbegrip van uitgaven voor de vorige dienstjaren) :	
	01. « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »	0
	02. Commissie van de Nationale Biografie	—
12.02	Consumptieve bestedingen in verband met het betrekken van de lokalen — met uitzondering van de uitgaven voor energie en onderhoud — Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, retributies, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere bestuursuitgaven :	
	01. « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »	0
	02. Commissie van de Nationale Biografie	—
12.03	Uitgaven voor energieverbruik : stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen :	
	01. « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »	0
12.05	Allerlei vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, alsook de vervoerkosten betreffende dienstreezen (met inbegrip van de bijdrage van de Franse Gemeenschap-werkgever in de sociale abonnementen) :	
	01. « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »	0

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
12.06	Huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het departement, met inbegrip van aan de Regie der Gebouwen verschuldigde huurgelden, retributies en vergoedingen. — Belastingen, slaande op gebouwen van de Franse Gemeenschap of door haar gehuurd, met inbegrip van de terugbetaling van belastingen aan de Regie der Gebouwen	—
12.07	Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankoop van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen, verhuiskosten, huurschade): 01. « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »	0
	Subtotalen voor de artikelen 12.01 tot 12.07 ...	—
12.80	Uitgaven voor reiskosten van universiteitsprofessoren in het buitenland: 01. Universiteiten	—
	02. « Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique » en nationale wetenschappelijke comités	—
	Totalen voor § 2 ...	0
	Totalen voor hoofdstuk I ...	0

HOOFDSTUK III. — *Inkomensoverdrachten naar andere sectoren*

Inkomensoverdrachten aan gezinnen

33.01	Toelage voor de financiering van congressen en colloquia in België, door franstalige instellingen georganiseerd	1,0
33.02	Toelage voor de financiering van de uitreiking van prijzen door de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »	0
33.04	Toelagen aan jonge vorsers en studenten: 01. Voor groepsreizen in het buitenland van studenten van het universitair onderwijs	1,5
	02. Voor groepsreizen in het buitenland van studenten van het niet-universitair hoger onderwijs	—
	03. Voor wetenschappelijke zendingen van jonge vorsers in het buitenland	—
		1,5
33.05	Toelagen aan hoogleraren en leden van het academisch personeel van de universitaire instellingen, voor wetenschappelijke zendingen in het buitenland	3,0
33.06	Toelagen voor wetenschappelijke zendingen in het buitenland: 01. « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »	0
	02. Internationale academische unie	0,1
		0,1
33.07	Toelagen voor het aquarium « Dubuisson »	2,0
33.08	Toelagen voor de financiering van prijzen en beurzen en de deelneming aan wetenschappelijke activiteiten en manifestaties	0,6
33.09	Toelagen voor de verspreiding van wetenschappelijke kennis	16,7
33.10	Toelage voor de financiering van congressen en colloquia, in België georganiseerd door de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »	0
	Totalen voor hoofdstuk III ...	24,9

HOOFDSTUK IV. — *Inkomensoverdrachten binnen de overheidssector*Inkomensoverdrachten naar fondsen
en openbare instellingen zonder bedrijfskarakter

41.03	Toelage voor het commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen	28,3
41.04	Toelagen voor het eigen vermogen van de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique » voor de financiering van wetenschappelijke publikaties	0
41.08	Toelagen voor het eigen vermogen van de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique » voor de herwaardering van de academische prijzen	0
41.09	Toelage voor het eigen vermogen van de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique » voor projecten op lange termijn	0
	Totalen voor hoofdstuk IV ...	28,3
	Totalen voor sectie 95. — Wetenschappelijk Onderzoek. — Onderwijs en Vorming ...	54,8

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
------	---------	------

SECTIE 96. — Afstandsonderwijs

HOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen*
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 1. Lonen en sociale lasten

11.03	Bezoldigingen van het actief en in disponibiliteit gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan familieleden van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijke of hulppersoneel, in dienst door een arbeidsongeval getroffen)	28,4
11.04	Allerlei toelagen aan het personeel van de Franse Gemeenschap	40,7
Totalen voor § 1		69,1

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden. — Reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden	1,5
12.02	Verbruikskosten in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : kantoorkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, kledij en andere administratieve uitgaven	19,3
12.04	Huur van informatica-apparatuur	9,3
12.05	Allerlei vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, alsook vervoerkosten betreffende de dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Franse Gemeenschap-werkgever in de prijs van de sociale abonnementen) :	
	11. Franse Gemeenschap	0,5
Totalen voor de artikelen 12.01 tot 12.05		29,1
Totalen voor § 2		30,6
Totalen voor hoofdstuk I		99,7
Totalen voor de sectie 96. — Afstandsonderwijs		99,7

SECTIE 97. — Studietoelagen en -leningen
Onderwijs en Vorming

HOOFDSTUK I. — *Consumptieve bestedingen*
(Lopende uitgaven voor goederen en diensten)

§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten

12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldiging van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden (met inbegrip van uitgaven voor de vorige dienstjaren)	0,8
12.64	Werkingskosten van de dienst (met inbegrip van de vorige jaren)	7,8
12.65	Allerlei kosten voor personeel, administratie en lokalen (« Ligue des familles »)	—
Totalen voor § 2		8,6
Totalen voor hoofdstuk I		8,6

HOOFDSTUK III. — *Inkomensoverdrachten naar andere sectoren*

Inkomensoverdrachten aan gezinnen

33.02	Toekenning van studietoelagen en -leningen aan minvermogende leerlingen en studenten	—
Totalen voor hoofdstuk III		—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
HOOFDSTUK IV. — Inkomstenoverdrachten binnen de overheidssector		
Inkomstenoverdrachten naar fondsen en openbare instellingen zonder bedrijfskarakter		
41.01	Toekenning van studietoelagen en -leningen aan minvermogende leerlingen	1 317,4
	Totalen voor hoofdstuk IV	1 317,4
	Totalen voor sectie 97. — Studietoelagen en -leningen Onderwijs én vorming	1 326,0

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen franken)

Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vastleggingskredieten	Ordonnanceskredieten
SECTIE 99. — Organisatie van het Onderwijs Onderwijs en Vorming				
HOOFDSTUK 01. — Diversen				
Niet economisch verdeeld				
01.06	Allerlei uitgaven i.v.m. de Hoge Raad van het Vormingspersoneel	—	—	—
01.07	Allerlei uitgaven i.v.m. de sociaal-pedagogische districten van het rijksonderwijs, in de Franse Gemeenschap georganiseerd	—	—	—
	Totalen voor de artikelen 01	—	—	—
	Totalen voor hoofdstuk 01	—	—	—
HOOFDSTUK I. — Consumptieve bestedingen (Lopende uitgaven voor goederen en diensten)				
§ 1. Lonen en sociale lasten				
11.03	Bezoldigingen van het actief en in disponibiliteit gesteld personeel (met inbegrip van de bezoldigingen of lonen van het hulppersoneel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen — met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan familieleden van het slachtoffer in geval van overlijden — alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel, in dienst door een arbeidsongeval getroffen	13,9	—	—
11.04	Allerlei toelagen aan het personeel van de Franse Gemeenschap	—	—	—
	Totalen voor § 1	13,9	—	—
§ 2. Aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten				
12.01	Erelonen van advocaten en geneesheren. — Gerechtskosten in burgerlijke, administratieve en strafzaken. — Presentiegelden. — Reis- en verblijfkosten van niet tot de besturen van de Franse Gemeenschap behorende personen. — Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden (met inbegrip van uitgaven voor de vorige dienstjaren)	2,6	—	—
12.02	Verbruikskosten in verband met het betrekken van de lokalen — met uitsluiting van de uitgaven voor energie — en uitgaven voor onderhoud. Leveringen van goederen en diensten : bureaunkosten, vervoer, belastingen, vergoedingen, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kledij en andere administratieve uitgaven :			
	01. Film, radio, televisie	10,3	—	—
	02. Andere diensten	—	—	—
	Totalen voor § 2	10,3	—	—

TITEL I. — Lopende uitgaven

(In miljoenen franken)

Art.	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten
12.03	Uitgaven voor energieverbruik	0,2	—	—
12.05	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade, alsook de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de Franse Gemeenschap-werkgever in de prijs van de sociale abonnementen)	—	—	—
12.07	Uitzonderingsuitgaven voor diensten en voor aankopen van niet-duurzame goederen (werken en leveringen voor inrichting van nieuwe lokalen; verhuizingskosten; huurschade) eventueel voor vorige dienstjaren : 01. Film, radio, televisie	0,4	—	—
	02. Andere diensten	—	—	—
	Subtotalen van de artikelen 12.01 tot 12.07	13,5	—	—
12.30	Kosten voor studie, onderzoek, pedagogische activiteiten en publikaties inzake onderwijs	9,2	—	—
12.60	Pedagogische tentoonstellingen	—	—	—
12.61	Schoolreizen en -kolonies, onthaal van buitenlandse schoolgroepen : 01. Dienst bijschoolse activiteiten	—	—	—
12.62	Schoolfilm, -radio, -televisie en -discoteek : 02. Uitgaven voor nieuwe programma's vanaf 1977	—	21,5	21,5
12.63	Onderwijsuitgaven voor onthaal en integratie van migranten	—	—	—
12.64	Geïntegreerde werkperioden, koppelscholen, toneel, clubs enz.	11,8	—	—
	Totaal voor § 2	34,5	21,5	21,5
	Totaal voor hoofdstuk I	48,4	21,5	21,5
HOOFDSTUK III. — Inkomensoverdrachten naar andere sectoren				
Inkomensoverdrachten aan gezinnen				
33.01	Pedagogische toelagen, toelagen in de vorm van intekening op werken, steun voor researchwerkzaamheden, steun voor pedagogische tijdschriften	0	—	—
33.02	Toelagen voor onderzoek, studies, pedagogische activiteiten en publikaties inzake onderwijs	9,6	—	—
33.03	Toelage aan de dienst voor experimentele pedagogiek van de « Université de Liège »	3,0	—	—
	Totalen voor hoofdstuk III	12,6	—	—
	Totalen voor sectie 99. — Organisatie van het Onderwijs. — Onderwijs en Vorming	61,0	21,5	21,5
	Totalen voor titel I. — Lopende uitgaven	9 244,6	21,5	21,5

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
------	---------	------

DEEL II. — Kredieten die niet voor de uitvoering van het investeringsprogramma bestemd zijn

SECTIE 81. — Algemene zaken

HOOFDSTUK 01. — Diversen

Niet economisch verdeeld

01.01	Financiering van programma's voor toegepast onderzoek met het oog op de vernieuwing en op de verbetering van de diensten van de Franse Gemeenschap : 21. Franse Gemeenschap	—
	Totalen voor hoofdstuk 01	—
	Totalen voor sectie 01. — Algemene zaken : 21. Franse Gemeenschap	—

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
------	---------	------

SECTIE 82. — Vorming

HOOFDSTUK VI. — *Vermogensoverdrachten binnen de overheidssector*Vermogensoverdrachten naar fondsen
en naar openbare instellingen zonder bedrijfskarakter

61.51	Toelagen aan « Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi » voor investeringen in verband met de centra voor beroepsopleiding in de Franse Gemeenschap. De klassifikatie van het artikel moet aangevuld worden met :	
	11. Franse Gemeenschap	239,0
	12. Frans taalgebied	—
	13. Brussels Gewest	—
63.28	Aflossing van leningen, aangegaan voor de opleidingscentra van de middenstand :	
	11. Franse Gemeenschap	6,0
	Totalen voor hoofdstuk VI	245,0
	Totalen voor sectie 82. — Vorming	245,0

SECTIE 83. — Kunstonderwijs en artistieke vorming

HOOFDSTUK V. — *Vermogensoverdrachten naar andere sectoren*

Vermogensoverdrachten aan gezinnen

52.21	Inrichtings- en uitrustingstoelagen :	
	11. Franse Gemeenschap	—
	Totalen voor hoofdstuk V	—

HOOFDSTUK VI. — *Vermogensoverdrachten binnen de overheidssector*Vermogensoverdrachten naar fondsen
en naar openbare instellingen zonder bedrijfskarakter

61.01	Dotaties aan de zes inrichtingen voor kunstonderwijs van de Franse Gemeenschap met afzonderlijk beheer :	
	11. Franse Gemeenschap	25,2
63.01	Uitrustingstoelagen voor het gesubsidieerd officieel kunstonderwijs :	
	11. Franse Gemeenschap	—
	12. Frans taalgebied	—
	13. Brussels Gewest	—
	Totalen voor hoofdstuk VI	25,2
	Totalen voor hoofdstuk VI	25,2

HOOFDSTUK VII. — *(Civiele) Investeringsen*

Aankoop van duurzame roerende goederen

74.01	Aankoop van machines, meubilair en materieel :	
	11. Franse Gemeenschap	1,0
	Totalen voor hoofdstuk VII	1,0
	Totalen voor sectie 83. — Kunstonderwijs en artistieke vorming	26,2

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
SECTIE 94. — « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »		
HOOFDSTUK VI. — Vermogensoverdrachten binnen de overheidssector		
Vermogensoverdrachten naar fondsen en openbare instellingen zonder bedrijfskarakter		
61.01	Toelage voor het eigen vermogen van de « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »	0,2
Totalen voor hoofdstuk VI ...		0,2
HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen		
Aankoop van duurzame roerende goederen		
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen over land :	
	11. Franse Gemeenschap	0,6
	12. Frans taalgebied	—
	13. Brussels Gewest	—
Totalen voor hoofdstuk VII ...		0,6
Totalen voor sectie 94. — « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique » ...		0,8
SECTIE 95. — Wetenschappelijk onderzoek Onderwijs en Vorming		
HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen		
Aankoop van duurzame roerende goederen		
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen over land :	
	01. « Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique »	0
74.80	Aankoop van kunstwerken, documenten, kostbare stukken en voorwerpen voor de samenstelling van eigen collecties door de « Académie royale de Belgique » (het eventueel krediet-saldo kan als toelage in de kas van de instelling gestort worden)	0
Totalen voor sectie 95. — Wetenschappelijk onderzoek Onderwijs en Vorming ...		0
Totalen voor hoofdstuk VII ...		0
SECTIE 96. — Afstandsonderwijs. — Onderwijs en Vorming		
HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen		
Aankoop van duurzame roerende goederen		
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen over land	1,0
Totalen voor hoofdstuk VII ...		1,0
Totalen voor sectie 96. — Afstandsonderwijs Onderwijs en Vorming ...		1,0
SECTIE 97. — Studietoelagen en -leningen Onderwijs en Vorming		
HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investeringsen		
Aankoop van duurzame roerende goederen		
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen over land	2,0
Totalen voor hoofdstuk VII ...		2,0

TITEL II. — Kapitaaluitgaven

(In miljoenen frank)

Art.	TEKSTEN	1990
HOOFDSTUK III. — Kredietverleningen en deelnemingen		
Kredietverleningen en deelnemingen voor gezinnen		
82.01	Reserve voor studieleningen	0
82.02	Studieleningen aan kinderen van minvermogende grote gezinnen	0
	Totalen voor hoofdstuk III	0
	Totalen voor sectie 97. — Studietoelagen en -leningen Onderwijs en Vorming	2,0
SECTIE 99. — Organisatie van het Onderwijs Onderwijs en Vorming		
HOOFDSTUK VII. — (Civiele) Investerings		
Aankoop van duurzame roerende goederen		
74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen over land :	
	01. Film, radio, televisie, informatica	26,9
	02. Andere diensten	—
	Totalen voor hoofdstuk VII	22,9
	Totalen voor sectie 99. — Organisatie van het Onderwijs Onderwijs en Vorming	26,9
	Totalen voor Deel II. — Kredieten die niet bestemd zijn voor de verwezenlijking van het investeringsprogramma	301,9
	Totalen voor Titel II. — Kapitaaluitgaven	301,9
	Algemene totalen (Titel I + Titel II) voor tabel II :	
	Niet-gesplitste berichten	9 546,5
	Vastleggingskredieten	21,5
	Ordonnanceringskredieten	21,5
	Niet-gesplitste kredieten + ordonnanceringskredieten	5 568,0

TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Art.	Litt.	Wijze van beschik- king	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1990	Ontvang- sten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 decem- ber 1990
------	-------	-------------------------------	---------	-------------------------------	----------------------------------	-----------------------------	-----------------------------------

SECTOR ONDERWIJS EN VORMING

SECTIE I

Uitgaven van de Franse Gemeenschap op ontvangsten
met speciale bestemmingHOOFDSTUK I. — Fondsen die vooral gestijfd worden
door begrotingskredieten

60	30	B	Fonds voor studietoelagen (wet van 19 juli 1971)	30,0	1 317,4	1 317,4	30,0
60	31	C	Fonds voor studieleningen (decreet van 8 juni 1983)	126,6	15,0	—	141,6

HOOFDSTUK III. — Fondsen die gestijfd worden
door bijzondere inkomsten

66	48	B	Fonds voor de scholing van de personen die in de landbouw werk- zaam zijn en voor sociale en economische voorlichting (konink- lijk besluit van 23 augustus 1974)	—	—	—	—
66	49	A	Uitvoering van koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 houdende een programma ter bevordering van de werkgelegen- heid in de niet-commerciële sector (Thesaurievoorschotten kunnen worden toegekend tot beloop van het totaal bedrag van de overeenkomsten die betrekking hebben op de sector en bedoeld zijn in artikel 9 van voormeld koninklijk besluit nr. 25) .	—	—	—	—
66	50	C	Fonds voor de opleiding tot en de wederinschakeling in het beroepsleven (bijdragen Europees sociaal fonds)	—	—	—	—